

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

---

DE  
**L'ENDOSSEMENT IRRÉGULIER**  
ET PARTICULIÈREMENT  
DE  
**L'ENDOSSEMENT EN BLANC**  
DES TITRES A ORDRE

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Mardi 16 juillet 1901, à 2 heures

PAR

**Albert GENEVOIS**

SOUS LA PRÉSIDENCE DE M. BAILLY, DOYEN

SUFFRAGANTS { M. DESSERTAUX, PROFESSEUR  
                  { M. PERCEROU, AGRÉGÉ

---

DIJON  
LIBRAIRIE L. VENOT

1, place d'Armes, 1

—  
1901



**DE L'ENDOSSEMENT IRRÉGULIER**

ET PARTICULIÈREMENT

**DE L'ENDOSSEMENT EN BLANC**

DES TITRES A ORDRE



UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

---

DE  
**L'ENDOSSEMENT IRRÉGULIER**  
ET PARTICULIÈREMENT  
DE  
**L'ENDOSSEMENT EN BLANC**  
DES TITRES A ORDRE

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Mardi 16 juillet 1901, à 2 heures

PAR

**Albert GENEVOIS**

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. BAILLY, DOYEN

SUFFRAGANTS { M. DESSERTAUX, PROFESSEUR  
                          { M. PERCEROU, AGRÉGÉ



---

DIJON  
LIBRAIRIE L. VENOT

1, place d'Armes, 1

---

1901

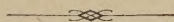


# DE L'ENDOSSEMENT IRRÉGULIER

## ET PARTICULIÈREMENT

### DE L'ENDOSSEMENT EN BLANC

#### DES TITRES A ORDRE



#### INTRODUCTION

En droit commun, la transmission des créances est soumise à des règles strictes et rigoureuses ; c'est ainsi que le cessionnaire d'un droit n'est saisi, à l'égard des tiers, que par la signification de la cession au débiteur cédé, ou par son acceptation dans un acte authentique (art. 1690 C. c.). Jusque-là, la cession n'existe pas pour les tiers : la créance, quoique cédée, est considérée à leur égard comme continuant d'appartenir au cédant et le paiement fait entre les mains de celui-ci libérerait valablement le débiteur (art. 1691 C. c.). Toutes ces formalités, pleines de lenteurs et si coûteuses, ne présentent pas de grands inconvénients en matière civile : la cession civile de créance, en effet, est un acte relativement exceptionnel, et il était d'autant plus naturel que le législateur l'entourât de formalités, que souvent elle pouvait cacher une spéculation frauduleuse : par exemple, si la

transmission des créances s'opérait sans les solennités imposées par la loi, un débiteur aux abois aurait toute facilité pour distraire un certain nombre de créances au détriment de plusieurs de ses créanciers.

Mais le commerce ne pouvait s'accommoder des lenteurs de la cession civile; en matière commerciale, en effet, le transfert des créances est fréquent et normal; il rentre dans le fonctionnement même des affaires, et le caractère de la transmission des créances civiles était contraire au rôle de monnaie commerciale que les effets de commerce sont appelés à jouer (1). Aussi chercha-t-on, déjà dans l'ancien droit, à soumettre cette cession à des règles spéciales. De bonne heure on vit apparaître les titres au porteur qui se transfèrent par la seule tradition.

Le titre s'était développé rapidement en France au moyen âge; les coutumiers du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle le connaissent déjà; Beaumanoir raisonne sur lui comme sur une des clauses les plus communes, et, au commencement du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, à Paris, et sans doute aussi dans tout le reste de la France, la clause au porteur pure et simple et la clause alternative sont d'un usage très répandu (2).

---

(1) Pour le commerce la lettre de change n'a d'importance qu'autant qu'elle peut être cédée à une autre personne de la manière la plus expéditive et à l'instar d'un papier monnaie. — (Mittermaier: *Revue étrangère et française*, t. VIII, p. 111 et 112.)

(2) Le plus ancien des titres français contenant la clause au porteur est un mandat de paiement adressé par Marguerite de Flandre à son trésorier: il est daté de 1246. En 1291, une chartre trouvée dans les archives de Gand et dont le souscripteur est un

Ce mode nouveau était rapide et économique, mais il ne donnait pas au cessionnaire une sécurité suffisante. Le titre au porteur, en effet, pouvait être facilement égaré ou volé; de plus, comme il ne conservait aucune trace des titulaires successifs, il ne permettait pas au porteur, en cas d'insolvabilité du souscripteur, de recourir contre les cédants; les créances au porteur ne pouvaient donc être acceptées que par des cessionnaires connaissant le débiteur cédé et ayant confiance en sa solvabilité. Enfin, sous l'influence du droit romain qui prenait dans les études juridiques une importance prépondérante, le caractère du titre au porteur se transforma. Les jurisconsultes, les coutumes et les parlements s'attaquaient au titre au porteur perfectionné; battu en brèche par les théories nouvelles et ne présentant plus la même sécurité, il devint d'un emploi de moins en moins fréquent et tendit à disparaître (1).

---

commerçant, contient une obligation payable à « Jean ou à celui qui cette lettre portera. » Plusieurs autres exemples datent de la même époque.

(1) Depuis le commencement du XIII<sup>e</sup> siècle, la législation, la jurisprudence et les jurisconsultes français furent de plus en plus pénétrés de la procédure romano-canonique. Dans cette procédure, c'était le droit du demandeur qui formait le point de départ et le premier objet du procès; le système dont la première question est toujours celle de savoir si le demandeur a une *actio*, obligeait les jurisconsultes français à chercher une explication pour l'action du porteur. Il fallait trouver un fondement à cette action. C'est ainsi que commença la controverse de savoir si et pour quelle raison le porteur avait une action... Il est très probable que la clause au *porteur* et *procureur* doit son origine aux

Il fallait donc trouver un titre dont la transmission fût plus facile que celle du titre à personne dénommée et offrît plus de garantie que celle du titre au porteur.

Le commerce, habitué aux titres au porteur, chercha tout de suite quelque chose qui pût le remplacer ; c'est ainsi qu'après bien des tâtonnements il en vint à imaginer le titre à ordre, qui n'est pas créé au profit d'une personne exclusivement, mais à son ordre. Par la clause à ordre, le tireur autorise le preneur à céder la lettre à qui et où il lui plaira, il s'oblige directement envers toute personne au profit de laquelle la lettre aura été endossée (1). « L'évolution, de l'avis général, commence en France : on trouve bien, dans des titres italiens antérieurs au xvii<sup>e</sup> siècle, la clause

---

tendances faites pour mettre hors doute l'action contestée des porteurs par l'addition du mot procureur, parce qu'une disposition des Institutes regarde comme valable la stipulation : *mihi aut procuratori meo*.

La théorie qui regarde le porteur comme procureur porte aussi atteinte à la position indépendante qu'occupe le porteur dans le procès intenté au débiteur.

L'assujettissement des titres au porteur sous les principes du droit romain fut complété vers la fin du xvi<sup>e</sup> siècle. Le porteur est obligé de justifier de sa qualité par la production d'une procuration, ou s'il veut intenter l'action en son propre nom, par un acte de cession. Dans la première moitié du xvi<sup>e</sup> siècle, sous l'influence de Cujas et de Dumoulin, la doctrine romaniste pénétra dans les coutumes lors de leur révision, et aussi dans la pratique. Elle finit par porter le dernier coup aux titres au porteur en les assimilant aux titres à personne dénommée. (Brunner, *Nouvelle Revue historique*, année 1882, page 138.)

(1) Lyon-Caen et Renault, *Précis*, page 548.

*all ordine*, mais tant que la clause à ordre ne comporte pas la garantie successive, elle n'est qu'une clause au porteur plus ou moins modifiée. » Du reste, très peu de temps après on trouve les mêmes effets de cette clause naturalisés en Hollande (Amsterdam 1651), en Italie (1697), en Allemagne, Suède (1). C'est au commencement du xvii<sup>e</sup> siècle que la clause à ordre fit son apparition ; Etienne Cleirac, qui écrivait vers 1650, paraît être le premier qui l'ait signalée ; Savary en fait remonter l'usage en 1620. Quoi qu'il en soit, dès le xvii<sup>e</sup> siècle la clause à ordre, dont l'usage était jusqu'alors encore peu répandu, prit un développement et un essor considérables, grâce aux perfectionnements que la pratique y apporta : c'est à cette époque, en effet, que fut imaginé l'endossement translatif : par une simple mention placée au dos de l'effet, le titre à ordre allait pouvoir se transmettre sans autre formalité et même à l'égard des tiers. Le commerce, comprenant tout l'avantage qu'il pouvait tirer d'une clause aussi précieuse qui faisait d'une lettre de change un instrument de crédit merveilleux, d'une transmission facile et sûre, s'en empara avec empressement et y apporta de nouveaux perfectionnements : garantie successive, aval, protêt.

Grâce à ces diverses améliorations, les effets de commerce revêtus de la clause à ordre, allaient pouvoir circuler aussi facilement que le titre au porteur, le créancier originaire y puisant le droit de se subs-

---

(1) Wahl, *Traité théorique et pratique des titres au porteur*, t. I p. 86.

tituer le cessionnaire par simple endossement et avec plus de sécurité pour le bénéficiaire, puisqu'il aurait désormais un recours contre tous les signataires du titre. Du reste, la clause à ordre et l'endossement ne devaient pas tarder à être consacrés par la loi ; l'ordonnance de 1673 leur donna en effet une sanction législative.

La clause à ordre et l'endossement rendirent un immense service au commerce à tel point que de nos jours la lettre de change est plutôt un papier monnaie qu'un mode d'exécution du contrat de change.

Inventés pour la transmission de la lettre de change, la clause à ordre et l'endossement ont été peu à peu étendus par la loi ou l'usage aux autres effets de commerce. Mais la lettre de change est restée le plus répandu et le plus important des titres à ordre et c'est dans le chapitre qui lui est consacré dans le Code de commerce que le législateur a placé les dispositions relatives à l'endossement.

L'article 136 du Code de commerce s'exprime ainsi : « La propriété d'une lettre de change se transmet par la voie de l'endossement. ». Le Code de commerce formule la même règle que l'ordonnance de 1673 : « Les lettres régulièrement endossées appartiendront à celui au nom duquel l'ordre sera rempli (art. 24). »

Qu'est-ce que la loi entend exactement sous le nom d'endossement ? Merlin définit ainsi l'endossement : « C'est ce qu'on écrit au dos d'un acte et qui y est relatif ; ainsi, la quittance que le créancier met au dos de l'obligation ou de la promesse de son débiteur,

est un endossement : mais ce mot se dit particulièrement de l'ordre que quelqu'un passe au profit d'un autre au dos d'une lettre de change ou d'un billet à ordre qui était créé au profit de l'endosseur (1). »

A l'origine, le mot endossement avait le sens de *quittance écrite au dos*, dans toute espèce de titre. C'est ainsi que l'ordonnance de 1673 s'exprime : « Les signatures au dos des lettres de change ne serviront que *d'endossement* et non *d'ordre*. » Ici, endossement signifie procuration, et par suite, quittance. Peu à peu, on a attribué au mot endossement le sens du mot ordre, c'est-à-dire cession du titre; aujourd'hui on désigne sous ce nom « une convention extrêmement abrégée qui s'écrit au dos des lettres de change et des billets commerciaux, par le moyen de laquelle la propriété de la lettre de change ou du billet de commerce est transmise irrévocablement à celui au profit de qui l'ordre est passé (2). »

Le mot endossement signifie en même temps l'acte juridique et l'écrit qui le constate. Cette simple mention, mise au dos d'un titre à ordre, produit cependant des effets exorbitants du droit commun. L'endossement transfère au porteur la propriété de la lettre de change plus énergiquement qu'une cession de créance ordinaire. Le cessionnaire est saisi à

---

(1) Merlin, *Répertoire*, v° *Endossement*.

(2) Denisart, *Collection de décisions nouvelles*, 1721, art. *Ordre*. — Les expressions employées par Denisart, il faut bien le remarquer, sont impropres : c'est bien à tort, en effet, que cet auteur semble ne pas faire rentrer la lettre de change au nombre des effets commerciaux.

l'égard des tiers; il est directement créancier de ceux qui se sont obligés par le titre, et il ne peut se voir opposer les exceptions nées du chef du cédant (1). De plus, il rend l'endosseur garant solidairement avec tous les signataires antérieurs du paiement de la lettre à l'échéance (art. 140 C. co.).

L'effet énergique d'un endossement a de tout temps commandé et imposé le devoir et la nécessité d'en régler les formes, d'en préciser le caractère et d'en subordonner les conséquences à l'accomplissement des premières (2).

C'est ainsi que sous l'empire du Code, de même que sous l'ordonnance, l'endossement a été soumis à des conditions de fond et de forme sans lesquelles ses effets ne sauraient se produire.

Les conditions de fond n'ont rien de très spécial : d'abord il faut que l'endosseur soit propriétaire du titre et capable d'aliéner en général; de plus, comme en apposant sa signature sur le titre il contracte une obligation de garantie, il doit être capable de s'obliger par lettre de change (3). Quant aux conditions de

---

(1) La règle est très nettement formulée par la Cour de cassation dans un arrêt du 18 mai 1850, D., 1850, 1, 166. La Cour la fait dériver des art. 136, 137 et 164 C. co. qui ne nous paraissent y faire aucune allusion.

La vérité est qu'il y a là une de ces théories traditionnelles qui n'ont pas besoin d'être exprimées par le législateur parce qu'elles sont imposées par les besoins de la pratique. — Lyon-Caen et Renault, *Précis*, page 591.

(2) Bédarride, *De la lettre de change*, t. I, n° 303.

(3) Pand. fr., *Effets de commerce*, n° 631.

forme qui sont plus spéciales, elles dérivent implicitement ou explicitement du texte de la loi.

L'endossement, d'abord, doit être constaté par un écrit ; l'écriture est de l'essence de l'endossement : cela résulte de la loi elle-même qui détermine les mentions que doit contenir cet écrit. De plus, c'est une condition générale et commune à tous les engagements qui se rattachent à la lettre de change qu'ils ne peuvent exister sans l'écriture. « Il n'y a pas plus d'endossement verbal que de lettres de change verbales. Le mot lettre comme le mot endossement exclut nécessairement l'idée qu'exprime l'adjectif verbal. Ce sont des expressions qui jureraient de se trouver ensemble (1). »

Pour produire ses effets, l'endossement doit être mis sur le titre lui-même (ordinairement au dos), et ne peut être donné par acte séparé ; à tel point que si le nombre des endos absorbe le papier dans son entier, on en ajoute un autre sous le nom d'*allonge* pour les négociations ultérieures. Cette allonge fait corps avec le titre même.

L'endossement peut être écrit au bas du titre et non pas seulement au dos. Le mot endossement exprime l'acte de transmission encore plus que la place qu'il doit occuper dans le titre ; à la vérité, cette dénomination est née de l'usage où l'on était d'écrire la transmission au dos de l'acte, mais on ne voit nulle part

---

(1) Bravard et Demangeat, *Traité de droit commercial*, t. III, p. 144.

que le législateur ait entendu en faire dépendre le sort de la négociation.

De même que le corps du billet peut être écrit de la main d'une autre personne que le tireur, de même l'ordre est valable quoiqu'il soit écrit par un autre que l'endosseur ; l'article 136 n'exige pas que l'endosseur écrive lui-même son endossement (1).

La signature de l'endosseur est indispensable pour la validité de l'opération ; l'article 137 du Code de commerce ne parle pas de cette condition, de même que l'article 110, à propos de la lettre de change, n'exige pas la signature du tireur : pourtant il est bien certain que, dans l'un et l'autre cas, la signature est essentielle. Ce sont des actes sous-seing privé qui n'ont de valeur que par la signature du débiteur ; n'est-ce pas la signature qui constate la volonté de celui qui s'oblige ? Faute de signature, l'endossement ne serait pas seulement irrégulier, mais radicalement nul et de nul effet.

Il suffit, d'ailleurs, que la signature émane de l'endosseur, l'endossement peut être d'une main étrangère (2).

Enfin, l'endossement doit contenir la clause à ordre : l'endossement, en effet, n'est qu'une conséquence de la clause à ordre et ne se comprendrait pas sans cette clause même (3).

---

(1) Dalloz, *Rép.*, v° *Endossement*, n° 367.

(2) Cassation, 5 novembre 1872 ; S., 73, 1, 12.

(3) Dans l'ancien droit l'endossement pouvait être fait à personne dénommée, aujourd'hui il n'en est plus ainsi.

Ces conditions, qui sont du reste communes à tous les engagements qui se rattachent à la lettre de change, dérivent de l'esprit de la loi et ne sont écrites nulle part. Le défaut d'observation de ces règles porterait atteinte à l'endossement lui-même qui n'aurait plus aucune valeur sans elles. A côté de ces formalités générales, la loi en impose d'autres spéciales à l'endossement et indispensables pour sa perfection ; elles sont indiquées dans l'article 137 C. co. ainsi conçu : « L'endossement est daté. Il exprime la valeur fournie. Il énonce le nom de celui à l'ordre de qui il est passé. ».

La première condition exigée par la loi est donc que l'endossement soit daté. Nous verrons plus loin l'importance de cette formalité essentielle.

En second lieu, l'endossement doit indiquer comment et en quoi la valeur du titre a été fournie. « Il ne suffit donc pas qu'il y ait valeur fournie, il faut encore qu'elle soit énoncée (1). »

Enfin, l'endossement doit contenir l'indication du nom de celui au profit de qui l'ordre est passé. Lorsque toutes ces conditions sont réunies, l'endossement est régulier et il produit alors les effets que nous avons signalés plus haut :

1° Transmission rapide et puissante de l'effet de commerce : « L'endossement régulier, dit M. Bédaride, a pour effet de faire preuve des faits qu'il constate, jusqu'à preuve contraire, de transférer la pro-

---

(1) Bravard et Demangeat, *op. cit.*, t. III, n° 150.

priété, de saisir, au moment même de sa souscription, le bénéficiaire de la plénitude des droits que le cédant avait tant contre le débiteur principal que contre les autres co-obligés ou cautions (1); »

2<sup>o</sup> Obligation solidaire de garantie pour tous ceux qui ont apposé leur signature sur le titre. Tandis que d'après les articles 1693 et suivants du C. civ., le cédant civil n'est garant que de l'existence de la créance, l'endosseur est soumis, en outre, à la garantie du paiement effectif de l'effet à l'échéance; les endosseurs sont garants au même titre que le tireur lui-même, et l'obligation de garantie qui pèse sur eux est solidaire.

Souvent le nom du tireur et le crédit dont il jouit ne sont pas tels qu'ils déterminent un négociant à escompter une lettre de change, à l'accepter en paiement et à s'en servir comme moyen de paiement; mais lorsqu'un des endosseurs, ou la personne qui offre de se rendre endosseur passe pour solvable ou jouit d'un crédit étendu, la circulation de la lettre de change devient facile : le porteur, rassuré par la position de l'endosseur, ne conçoit aucune crainte pour le cas de non-paiement par le tiré (2).

Comme on le voit, les effets produits par l'endossement sont considérables, et l'on comprend que le législateur l'ait soumis à des conditions de formes assez rigoureuses. Mais, quelle va être la sanction des règles contenues en l'article 137; que vaudra un en-

---

(1) Bedarride, *Lettre de change*, p. 469.

(2) *Rev. étr. et française*, t. VIII, p. 112.

dossement fait en violation de ces prescriptions ; celui auquel il manquera une des mentions imposées par la loi sera-t-il nul ou aura-t-il quelque valeur ? C'est l'article 138 qui nous répond : « Si l'endossement n'est pas conforme aux dispositions de l'article précédent, il n'opère pas le transport ; il n'est qu'une procuration. » L'endossement qui n'est pas rédigé selon les formes imposées par la loi perd donc tout son pouvoir translatif de propriété, il ne devient qu'un simple mandat. Il y aura ainsi deux sortes d'endossement de procuration : celui où la procuration sera expresse : « Payez à l'ordre de Pierre, *valeur en recouvrement* », daté, signé ; et l'endossement de procuration tacite, c'est-à-dire celui auquel manquera une des énonciations prescrites par la loi : la date, par exemple.

Du premier, nous n'avons rien à dire : on lui appliquera purement et simplement le droit commun ; il en est autrement du second. Parfois, en effet, les parties auront rédigé intentionnellement un endossement irrégulier pour lui faire jouer le rôle de simple procuration : tout se passera alors comme dans le cas de procuration expresse, et aucune difficulté ne se présentera ; au contraire, il est des cas où la déchéance appliquée par la loi à l'endossement irrégulier pourra devenir très préjudiciable aux intérêts des parties, il est possible, en effet, que l'irrégularité se soit glissée dans l'endossement contrairement à la volonté des intéressés ; dans ce cas, la déchéance paraît bien excessive, et cependant, la loi semble ne faire aucune réserve : l'endossement n'est pas translatif de propriété, il ne vaut que comme procuration.

Avec une telle législation rigoureusement appliquée, bien des intérêts commerciaux risqueraient d'être compromis ; aussi la jurisprudence, répondant aux besoins de la pratique, s'est-elle de bonne heure pré-occupée d'atténuer les conséquences d'une telle sanction en ce qu'elle pouvait avoir de fâcheux pour le commerce et s'est efforcée d'apporter dans son application les tempéraments que comportait la situation.

Nous avons pensé qu'il serait intéressant de suivre cette évolution, d'examiner les résultats auxquels elle est arrivée, enfin de voir sur quelles bases juridiques la pratique appuie ses théories relatives à l'endossement irrégulier.

D'un autre côté, il est une forme de l'endossement irrégulier qui nous a semblé mériter une mention toute spéciale, c'est l'endossement en blanc ; on l'a appelé avec raison le plus irrégulier des endossements, car il ne contient aucune des mentions prescrites par l'article 137 C. co. et ne se compose que d'une simple signature apposée au dos du titre. Quoique tout ce qui sera dit au sujet de l'endossement irrégulier en général doive s'appliquer à l'endossement en blanc, celui-ci présente, à un certain point de vue, des particularités qui nécessitent pour lui une place à part dans notre travail.

Nous étudierons donc, dans une première partie, l'endossement irrégulier en général : nous verrons ce que la loi entend par endossement irrégulier. Nous examinerons le système du Code de commerce avec toutes ses conséquences, et nous suivrons les applications que la jurisprudence en a faites.

Dans une deuxième partie, nous nous occuperons spécialement de l'endossement en blanc et nous en verrons les particularités.

Dans une troisième partie, nous étudierons l'endossement irrégulier dans les législations étrangères. Nous essaierons, dans une conclusion, d'apprécier l'œuvre de la jurisprudence et d'examiner si toutes ses solutions sont conformes aux principes ; enfin, nous verrons si, au point de vue législatif, il n'y aurait pas des modifications à apporter dans cette matière.

---



# PREMIÈRE PARTIE

## DE L'ENDOSSEMENT IRRÉGULIER

---

### CHAPITRE PREMIER

#### **Qu'est-ce que l'endossement irrégulier? Causes d'irrégularité de l'endossement.**

Nous savons déjà (voir *supra*, introduction) que lorsque l'endossement est fait en violation des conditions de fond et de certaines conditions de forme communes à tous les actes qui se rattachent à la lettre de change (écrit, signature de l'endosseur, clause à ordre), il n'est pas seulement irrégulier, il est nul et ne produit aucun effet.

L'endossement n'est vraiment irrégulier, dans le sens de la loi, que lorsqu'il contrevient aux dispositions de l'article 137 du Code de commerce, sans toutefois violer les autres conditions de fond ou de forme que nous avons signalées. Pour passer en revue les cas d'irrégularité de l'endossement, nous n'avons donc à examiner que les trois formalités imposées par l'article 137 C. co., c'est-à-dire : *la date, l'expression de*

*la valeur fournie, le nom du cessionnaire ou bénéficiaire de l'endossement (1).*

Le Code de commerce traite de l'endossement à propos de la lettre de change : nous adopterons pour notre étude une méthode semblable, et, pour plus de simplicité et de clarté, nous supposerons toujours que le titre dont nous nous occupons est une lettre de change ou un billet à ordre, mais, bien entendu, les règles que nous étudierons à propos de ces effets de commerce s'appliqueront également à tous les autres titres à ordre.

## I

### Date.

L'importance de la date dans l'endossement est considérable, et le législateur de 1673 avait déjà for-

---

(1) La commission du Conseil d'Etat avait proposé d'ajouter la disposition suivante : « L'endossement doit énoncer le nom social et le domicile s'il est passé au profit d'une société de commerce ; les nom, profession et domicile, s'il est passé au profit d'un seul individu. » Mais ces conditions furent rejetées comme illusoires, l'indication de la profession et du domicile n'ajoutant rien à la sûreté, comme impossibles dans les grandes villes, où il est difficile de désigner précisément le domicile de chacun ; — comme embarrassante pour le commerce, qui serait obligé de donner aux lettres de change une étendue très considérable, s'il fallait les charger de tant d'énonciations ; — comme dangereuses, en ce que souvent par inadvertance celui qui de bonne foi aurait fourni la valeur se trouverait porteur d'un ordre nul, faute d'avoir pris garde que son domicile et sa profession n'y étaient pas exprimés.

mellement imposé cette condition. C'est la date, en effet, qui permet de rechercher si l'endosseur avait la capacité de transférer la propriété du titre, d'établir si, au moment de la négociation, il n'était pas sous le coup d'une incapacité provenant de la minorité ou de l'interdiction. En outre, lorsqu'une garantie quelconque, un aval par exemple, est consenti au profit des signataires de la lettre, la date des endossements est indispensable pour savoir à quels endosseurs cette garantie doit s'appliquer. Mais c'est surtout dans le cas de faillite présente ou imminente que la date devient d'une importance capitale : en effet, si l'endossement pouvait avoir lieu sans date, rien ne serait plus facile à un porteur de lettre de change ayant cessé ses paiements et sur le point d'être déclaré en faillite que de soustraire des effets à ses créanciers : il n'aurait qu'à les négocier au moyen d'un endossement non daté à un tiers qui lui en remettrait le montant de la main à la main, ou bien encore il pourrait favoriser quelques-uns de ses créanciers au préjudice de certains autres en endossant les effets au nom de ceux qu'il veut avantager. Ainsi, si l'endossement non daté transférerait la propriété, il serait bien impossible de découvrir la fraude. Il est vrai que le débiteur indélicat peut toujours tourner la difficulté en antidatant l'endossement ; [mais la loi a prévu le cas, et elle a pris des mesures préventives en punissant l'antidate des peines du faux (art. 139 C. co.) « Il est défendu d'antidater les ordres à peine de faux ». Or, c'est là une sanction d'une sévérité exceptionnelle : en effet, nous sommes en matière commerciale et le

faux en écritures de commerce est puni de la peine des travaux forcés.

Le législateur de 1807, du reste, n'a fait qu'emprunter cette mesure à l'ordonnance de 1673, et avec raison ; il était nécessaire, en effet, que pour rendre la fraude plus difficile, la loi se montrât particulièrement sévère relativement à l'endossement.

Si l'antidate dans l'endossement est assimilée au faux, doit-on cependant conclure de là qu'un endossement antidaté équivaut forcément à un endossement non daté ? Il n'en est rien, car la loi ne dit pas que l'antidate soit par elle-même une cause d'irrégularité (1). Nous verrons que la jurisprudence reconnaît au porteur d'un titre en vertu d'un endossement en blanc le droit de remplir le blanc à son profit en y ajoutant les mentions exigées par l'article 137 C. co. ; or, si le porteur commet sans intention frauduleuse une erreur dans l'indication de la date, cette inexactitude ne saurait rendre l'endossement irrégulier.

L'antidate n'est punie qu'autant qu'il y a eu intention frauduleuse et possibilité de causer un préjudice.

Les tribunaux doivent donc rechercher si le porteur est de bonne foi et déclarer que l'antidate n'entraîne pas la nullité de l'endossement si elle a été mise de bonne foi et ne modifie pas les droits des parties (2). C'est ce que décide la Cour de cassation : « Attendu

---

(1) Alauzet, *Commentaire du Code de commerce*, t. IV, 1357. — Boistel, *Précis de droit commercial*, n° 750.

(2) Cass., 21 décembre 1864, D., 65, 1, 30 ; Cass., 3 avril 1848, D., 48, 1, 82 ; Lyon, 23 mars 1887.

« qu'en droit la date inexacte ou l'antidate dans les  
« endossements ne saurait en principe être assimilée  
« à l'absence de date, qu'à la vérité l'article 139  
« C. co., défend d'antidater les ordres à peine de  
« faux, mais qu'en supposant qu'il faille induire de là  
« que l'antidate a pour effet d'annuler l'endossement  
« ou d'en changer le caractère en même temps qu'elle  
« rend l'agent passible des peines de faux, on doit  
« tout au moins reconnaître que, sous l'un comme  
« sous l'autre rapport, la sanction de la loi n'est  
« applicable qu'autant que l'antidate constitue une  
« déclaration frauduleuse, sciemment mensongère,  
« faite en vue de créer des droits inexistants et,  
« par là, de porter préjudice ; que ce serait donc  
« aller contre la pensée de la loi que d'en étendre la  
« disposition à l'antidate qui n'a pas ces caractères. »

Un endos peut être ainsi régulier et valable, même malgré une antidate, lorsque celle-ci n'a aucun caractère frauduleux et n'a point été faite en vue de créer des droits inexistants et de porter préjudice à autrui (1).

L'absence de date rend l'endossement irrégulier, en d'autres termes, l'endossement non daté n'est plus translatif de propriété, il équivaut à une procuration (art. 138 C. co.) (2). Cependant il est nécessaire d'observer que la loi n'exige pas autre chose que la date : il suffit pour l'endossement d'indiquer les jour,

---

(1) Paris, 20 juillet 1889 ; *Gaz. Trib.*, 17 octobre 1889 ; *Revue critique*, 1866, p. 486.

(2) Cass., 5 juillet 1843, D., 43, 1, 442.

mois, an où il a été passé sans qu'il soit besoin de mentionner le lieu où la négociation a été opérée.

On s'est demandé si l'absence de date dans l'endossement pouvait être remplacée par une mention équivalente. Sous l'ancienne jurisprudence, on admettait que certaines énonciations pouvaient tenir lieu de date sans que la régularité de l'endossement en fût affectée.

*Payez à l'ordre de.... valeur en compte, ut retro, ut supra*; c'est-à-dire les jour, mois, an que dessus, mais depuis le Code de commerce, la pratique a considéré que ces indications n'avaient pas une précision suffisante et qu'elles ne pouvaient tenir lieu de date : l'endossement non daté qui contiendrait ces expressions resterait donc irrégulier; c'est ce que déclare un arrêt de la Cour de cassation du 23 juin 1817, rapporté par Merlin (1). « Attendu que la date dans les ordres est de rigueur pour qu'ils puissent produire l'effet de transmettre la propriété au porteur de la lettre de change et que les mots : *ut retro, ut supra* n'expriment une date dans aucun idiome, qu'ils peuvent signifier toute autre chose suivant la place qu'ils occupent dans le discours, que s'il y a de la vraisemblance que ces mots se rapportent plutôt à la date qu'à toute autre chose dans les ordres, ce n'est là qu'une présomption; qu'il faut, pour en faire application à la date, que le juge exerce un pouvoir discrétionnaire, qu'il explique, qu'il interprète, qu'il

---

(1) Merlin, *Questions de droit, Endossement*, I, p. 668.

commente, qu'il compare, qu'il recoure à des actes étrangers, tandis que le Code, en exigeant que les ordres soient datés, a voulu qu'à la simple lecture de l'ordre on pût préciser si la formalité prescrite a été remplie (1) ».

On discutait également, avant le Code de 1807, le point de savoir si le défaut de date pouvait être suppléé par certains actes, par exemple, par un protêt faute d'acceptation ou par un aval donné en faveur du souscripteur à la suite d'un endossement (2). Savary s'était prononcé formellement pour la négative qui était généralement admise : quant à Pothier, il donnait des raisons dans l'un et l'autre sens : « Pour l'affirmative on dira que l'endossement devait précéder l'aval et le protêt n'ayant pu être fait que depuis l'endossement, la date de l'aval et du protêt en assure une à l'endossement. Au contraire, pour la négative on dit que l'endossement ayant été d'abord non valablement fait, faute de l'observation de l'une des formes requises par l'ordonnance, qui est l'expression de la date, et n'ayant pas, en conséquence, transféré la propriété de la lettre de change, l'endosseur qui

---

(1) On rencontre cependant des décisions en vertu desquelles les mots *ut supra* employés dans l'endossement d'un effet de commerce ne le rendent pas irrégulier, lorsque les mots placés après la désignation du preneur, de la valeur fournie, et du lieu où l'endossement est passé se réfèrent évidemment et uniquement à la date exprimée dans l'endos qui précède (Trib. co., Marseille, 3 juin 1826, *Journ. jurispr.*, mars 1826, I, 197; Aix, 9 février 1815, P. chr.).

(2) Savary, *Parfait négociant*, parère 16, chap. 3.

en a conservé la propriété ne peut plus, sans son fait, en être dépouillé par l'aval ou par le protêt auxquels il n'a pas de part (1) ». Aujourd'hui la question ne fait aucun doute : c'est la dernière solution qui est adoptée sans divergence et il ne peut pas en être autrement ; l'endossement doit se suffire à lui-même et on ne doit pas chercher en dehors de lui pour le compléter.

L'endossement non daté est donc irrévocablement irrégulier et le vice dont il est atteint ne peut être couvert par des actes postérieurs (2).

Cependant, il a été décidé que la date de l'endossement pouvait être rectifiée ou complétée par les juges du fait, tant à l'aide des mentions du billet lui-même qu'à l'aide de preuves puisées dans les livres de l'endosseur ou du porteur (3). La Cour de cassation en effet dans un arrêt récent s'exprime ainsi :

« Attendu que le pourvoi soutient que l'endossement litigieux était nul comme n'ayant pas été daté. Attendu que l'arrêt constate que l'endossement contenait des mentions relatives à la date ; que ces mentions, comme les autres mentions de l'endossement, avaient été apposées au moyen d'un timbre humide, que ce timbre a marqué le jour et le mois, mais que sur les quatre chiffres qui devaient composer le millésime, l'empreinte des trois premiers n'a pas été marquée, que le quatrième seul, le chiffre 3, se trouve imprimé.

---

(1) Pothier, *Contrat de change*, n° 40.

(2) Besançon, 14 août 1811, *Pandectes françaises*, *Effets de commerce*, v° 564.

(3) Cass., 9 novembre 96, D., 97, I, 316.

« Attendu que le jugement déclare que le billet ayant été souscrit en 1880 le millésime de l'endossement ne pouvait être que 1883 et 1893, que le Tribunal déclare en outre qu'on ne saurait contester sérieusement que la date de la transmission par B. et V. à l'ordre de la Société ne soit celle du 29 août 1893 parce qu'elle résulte tant des livres de ces négociants que de ceux de la Société Générale. Attendu qu'en déterminant ainsi les éléments exacts de la date apposée à l'endossement litigieux et en décidant, par suite, qu'il n'était pas dépourvu de date et n'était pas irrégulier, l'arrêt n'a pas violé la loi » (1).

Mais c'est là une décision d'espèce qui se présentait dans des conditions tout à fait exceptionnelles, et qui ne peut être généralisée.

Si l'endossement des effets de commerce pour valoir comme endossement régulier doit être daté, rien n'exige que cette date soit de la main de l'endosseur, elle peut, comme toute autre mention, être écrite d'une autre main ou timbrée (2).

Nous n'avons pas à examiner ici quelles sont les personnes qui peuvent opposer l'irrégularité de l'endossement par suite du défaut de date : nous verrons, en étudiant les effets de l'endossement irrégulier, la situation qui est faite à chacun de ceux qui ont participé à cette négociation.

---

(1) Cass., 2 décembre 1896, D., 97, 1, 316.

(2) *Annales du droit commercial*, année 1894, *Bulletin judiciaire*, p. 24.

## II

### Valeur fournie.

La deuxième condition exigée par l'article 137 pour la régularité de l'endossement, est l'expression de la valeur fournie. Le législateur a appliqué à la négociation de la lettre de change la règle qu'il avait déjà édictée pour sa création (art. 110 C. Co.).

Dans l'un et l'autre cas il ne suffit pas, pour la régularité de l'endossement, que cet endossement ait une cause réelle et licite, il faut qu'il contienne *l'énonciation* de cette cause; il suit de là que l'endossement qui n'exprime pas *en quoi* la valeur a été fournie ne transfère pas la propriété, et ne vaut que comme procuration. C'est une exigence tout à fait particulière à la lettre de change et à l'endossement : assurément toute obligation doit avoir une cause, et en vertu même des principes généraux, l'endossement, pour être valable, devait en avoir une ; mais en général lorsque l'on rédige un écrit pour constater une obligation, le titre conserve toute sa valeur sans que la cause en soit exprimée : pourquoi le législateur a-t-il frappé d'irrégularité l'endossement ne contenant pas cette énonciation ?

Cette prescription existait déjà sous l'empire de l'ordonnance de 1673 et les commentateurs de l'ordonnance ont essayé de la justifier en l'approuvant.

Savary s'exprime ainsi (1) : « A vrai dire, si les ordres que l'on met sur les lettres de change facilitent le commerce de la banque et du change, cela donne occasion à plusieurs usures qui se commettent par les banquiers et négociants au moyen des ordres », il ajoute que les textes spéciaux de l'ordonnance ont remédié à cette situation.

Quant à Pothier, il explique ainsi cette formalité commune à la lettre de change et à l'endossement : « L'ordonnance veut que la lettre (ou l'endossement) exprime si la valeur en a été fournie, et en quoi, si c'est en argent ou si c'est en marchandises ou autres effets. C'est un droit nouveau établi par l'ordonnance pour empêcher les fraudes des banqueroutiers qui, ayant des effets qui portaient simplement valeur reçue, et dont ils n'avaient fourni d'autre valeur que leur billet, passaient des ordres, la veille de leur banqueroute, à des personnes supposées pour les recevoir sous leur nom et faisaient perdre la valeur à ceux qui leur avaient fourni ces lettres. »

Pour obvier à ces fraudes, l'ordonnance veut que « les lettres de change fassent mention en quoi la valeur a été fournie. Faute de cette expression, la lettre ne vaudra que comme un simple mandat (2) ».

Il faut reconnaître que c'est là une mesure de protection bien illusoire : ce n'est pas l'obligation de mettre *valeur reçue en espèces ou en compte* qui don-

---

(1) Savary, *op. cit.*, parères 8-2, p. 60.

(2) Pothier, *Contrat de change*, n° 34.

nera plus de garantie à la lettre où à l'endossement.

Toutes les autres explications ne sont pas meilleures, et l'obligation d'exprimer la valeur fournie ne nous paraît guère susceptible d'être justifiée ; elle est inutile et gênante et elle devrait disparaître de notre Code, comme elle a disparu de bien d'autres législations. « Du reste, son emploi n'indiquera pas grand'chose et son omission entraînera l'irrégularité de l'endossement (1). » Les lois allemandes (2), anglaises, belges, américaines, n'exigent pas que l'endossement énonce la valeur fournie (3).

Quoi qu'il en soit, puisque la loi exige pour la régularité de l'endossement que la valeur fournie soit exprimée, nous avons à rechercher quelles sont les mentions qui peuvent satisfaire à cette règle et à défaut desquelles l'endossement sera frappé d'irré-

---

(1) Lyon-Caen et Renault, *Précis*, n° 539.

(2) Braner, *Die allgemeine deutsche Wechselordnung*, erläutert von W. Braner, p. 48.

(3) L'expérience de l'Europe entière démontre que tous les ans des milliers d'endossements s'opèrent sans porter l'indication de la valeur fournie. Les législations qui apprécient le mieux les exigences de la vie commerciale, telles que celles de l'Angleterre, des Etats-Unis, de l'Autriche et le droit commun de l'Allemagne n'exigent point l'énonciation de la valeur fournie. Il y a dans ce fait un avertissement donné aux législateurs des autres nations de ne point exiger des conditions inutiles. En matière de lettres de change, tout ce que le but de l'institution ne commande pas impérieusement ne devrait pas être ordonné par la loi ; des prescriptions inutiles sont nuisibles. (*Revue étrangère et française*, t. VIII, p. 113.)

gularité et par conséquent ne vaudra que comme procuration.

D'abord il est certain que, à défaut d'indication expresse, toute preuve puisée en dehors de l'endossement lui-même, par exemple dans les livres des parties, ne saurait être admise et ne couvrirait pas le vice dont est atteint l'endossement incomplet.

Mais quelles mentions doivent être considérées comme suffisantes ? A ce sujet, les auteurs et la jurisprudence sont d'accord pour reconnaître que l'on doit appliquer à l'endossement les règles de la lettre de change et que les mentions relatives à la valeur fournie, considérées comme suffisantes pour la création de la lettre de change, doivent l'être aussi pour sa négociation. La loi ne se contente pas d'énonciations vagues. L'article 110 exige pour la création de la lettre de change l'indication de la valeur fournie *en espèces, en marchandises, en compte* ou de toute autre manière. Un doute peut se présenter en ce qui concerne l'endossement causé *valeur en compte*, expression vague, mais la pratique cependant reconnaît qu'un endossement ainsi causé est régulier, et par conséquent translatif de propriété, même sans qu'il y ait à rechercher si le bénéficiaire se trouve, par le résultat du compte, créancier de l'endosseur (1).

La loi, en ajoutant « ou de toute autre manière », permet d'indiquer une cause quelconque : prix de

---

(1) Cass., 5 août 1858, D., 59, 1, 123. Voir cependant en sens contraire : Lyon, 26 octobre 1896, *Annales du droit commercial*, 1897, p. 266.

vente, loyers, etc. Ce que veut la loi, c'est que la cause soit réelle, sérieuse et exprimée avec précision.

Cela ne veut pas dire que toute mention relative à la valeur fournie, quelque vague qu'elle soit, soit suffisante pour satisfaire aux prescriptions de l'article 137. C'est ainsi que la jurisprudence a déclaré irréguliers certains endossements où la valeur fournie n'était pas énoncée d'une façon assez précise : c'est ce qui s'est passé pour les endossements ne contenant que la mention : « *valeur reçue*. » Cette désignation était cependant considérée comme suffisante par la pratique sous l'empire de l'ordonnance de 1673, mais depuis le Code de commerce, la jurisprudence, d'accord avec les auteurs, considère cette mention comme trop vague et décide que les endossements ainsi causés sont incapables de transférer la propriété d'un effet de commerce et ne valent que comme procuration (1).

Quant aux expressions : *valeur entendue*, *valeur entre nous connue*, elles sont également insuffisantes, de même les mentions : *valeur à l'encaissement*, *valeur en recouvrement*, *valeur en retour*, qui énoncent l'idée d'un mandat, elles ne valent que comme procuration pour recevoir le montant de l'effet. Avec ces énonciations trop vagues dans le sens de la loi il n'est pas établi que le bénéficiaire ait fourni une valeur quelconque en échange de l'effet endossé, les expressions ne répondent pas aux exigences de l'article 137 du Code de commerce.

---

(1) Cass., 9 novembre 1836, D., 36, 1, 415; Massé et Dutruc, *Endossement*, n° 41; Ruben de Couder, *Dictionnaire de droit commercial*, n° 507; Bedarride, *op. cit.*, t. I, n° 309.

Au contraire, l'expression : *valeur reçue comptant*, est suffisante ainsi que la mention : *valeur en garantie* qui peut être assimilée à l'expression : *valeur en compte*. Dans les deux cas, la situation des parties sera fixée par un règlement de compte ultérieur (1).

La loi qui veut pour la régularité de l'endossement qu'il y ait une valeur fournie et que cela soit exprimé, n'exige pas que cette prestation en argent ou en nature soit égale au montant de l'endossement et si cette valeur était inférieure, l'endossement ne serait pas irrégulier et son caractère translatif de propriété n'en serait en rien affecté.

### III

#### Nom du cessionnaire.

La dernière condition exigée par l'article 137 pour la régularité de l'endossement est *l'indication du nom de celui à l'ordre de qui il est passé*.

La loi n'impose aucune autre énonciation relative au domicile ou à la profession du cessionnaire, comme l'avait proposé cependant la commission du Conseil d'État lors de la confection du Code. Il suffit que le nom du cessionnaire soit exprimé clairement de façon à ce qu'il n'y ait aucun doute sur sa personne.

---

(1) Cass., 6 août 1845, D., 45, 1, 391. L'art. 91, C. co., modifié par la loi du 23 mai 1863, déclare qu'à l'égard des valeurs négociables le nantissement peut être établi par endossement : il est dès lors impossible de contester la régularité de l'énonciation : *valeur en garantie* (*Pand. fr., Effet de co.*, n° 600.)

La Cour de cassation a même décidé qu'en cas d'erreur dans l'indication du nom du bénéficiaire, l'endossement resterait régulier s'il n'y a aucun doute sur la personne qui a fourni la valeur de la négociation (1).

Telles sont les conditions imposées par la loi pour que l'endossement produise tous ses effets (2); seul est régulier l'endossement conforme aux règles de l'article 137, seul il est capable de transférer la propriété de l'effet. Si au contraire une ou plusieurs des mentions exigées par la loi font défaut, l'endossement est irrégulier, il perd son pouvoir translatif pour ne devenir qu'une simple procuration. Il était donc bien nécessaire, avant d'examiner les effets de l'endossement irrégulier, de déterminer d'une façon précise les cas d'irrégularité de l'endossement. Maintenant nous connaissons le vœu de la loi, nous savons comment il faut interpréter l'article 137, il sera désormais facile, lorsque nous serons en présence d'un endossement, de voir s'il est régulier ou non et, par conséquent, de juger si l'on doit le considérer comme translatif de propriété ou lui appliquer les règles que nous allons étudier sur les effets de l'endossement irrégulier.

---

(1) Cass., 16 juin 1846, D., 46, 1, 378.

(2) Dans certains pays, particulièrement à Bordeaux, il est d'usage de négocier les effets de commerce au moyen de la mention *pour argent*. Cette expression est tout à fait insuffisante pour transférer la propriété et l'endossement ainsi opéré est irrégulier ; il en est de même pour la mention *bon pour*.

---

## CHAPITRE II

### Effets de l'endossement irrégulier.

#### SECTION I

##### Origine des dispositions du Code de commerce relatives aux effets de l'endossement irrégulier.

En général, lorsque les conditions requises par la loi pour la perfection d'un contrat ne sont pas observées, l'acte est entaché de nullité, il ne saurait produire aucun effet. Pour l'endossement, nous l'avons vu, il en est autrement : l'endossement auquel il manque l'une des mentions imposées par la loi ne perd pas toute valeur, il est dénaturé, mais il reste toujours un endossement et produit certains effets : par l'endossement irrégulier l'effet de commerce est toujours transmis au bénéficiaire, non plus alors à titre de propriété, mais à titre de procuration et comme simple mandat. Il y a là une situation anormale et tout à fait inattendue ; on ne trouve pas dans notre législation d'autre exemple d'une sanction semblable attachée à l'inobservation des règles imposées par les textes. A tort ou à raison la loi veut se faire l'interprète de l'intention des parties : d'après elle, en omettant une ou plusieurs des mentions exigées par

l'article 137 du Code de commerce, l'endosseur est censé n'avoir pas entendu transmettre la propriété de l'effet de commerce, mais simplement conférer un mandat au cessionnaire.

Cette présomption se comprend dans une certaine mesure quand on a omis d'indiquer la valeur fournie ; en effet, puisqu'on ne mentionne pas la valeur, c'est-à-dire le prix de la négociation, on peut supposer qu'aucune prestation n'a été fournie en échange du titre et que les parties n'ont pas voulu faire un acte translatif de propriété, mais cette présomption devient inexplicable lorsque c'est une autre mention, la date par exemple, qui vient à manquer ; on ne peut plus dire que la loi interprète l'intention des parties et il y a lieu de se demander pourquoi le législateur a frappé d'une semblable déchéance l'endossement non daté.

M. Boistel explique cette sanction du législateur comme une *peine* pour la négligence des formalités demandées par la loi (1).

D'après MM. Lyon-Caen et Renault, « les règles admises par le Code de commerce, empruntées à l'ordonnance de 1673, paraissent dériver d'une ancienne idée, d'après laquelle la faculté de transmettre par endossement constitue une *faveur* dont on ne peut jouir qu'à la charge de remplir exactement les formalités déterminées par la loi (2) ». A notre avis, le système du Code de commerce, abandonné du reste par les législations étrangères, ne peut s'expliquer

---

(1) Boistel, *Précis de droit commercial*, n° 762.

(2) Lyon-Caen et Renault, *Manuel*, p. 603.

que d'une façon historique et, pour comprendre les raisons qui ont inspiré les rédacteurs de ces dispositions, il est nécessaire de remonter à l'époque de l'apparition de la clause à ordre et de l'endossement.

*Historique.* — Nous avons vu plus haut (voir *supra* introduction), que dès le commencement du xvii<sup>e</sup> siècle la clause à ordre, avec les perfectionnements qu'y avait apportés la pratique, grâce surtout à l'endossement, avait pris un développement considérable et avait remplacé avantageusement le titre au porteur alors dénaturé et bien près de disparaître. Au moyen de l'endossement, le titre pouvait en effet circuler aussi rapidement et avec plus de sécurité que le titre au porteur.

Un autre usage aussi ne tarda pas à s'établir qui rendait encore plus facile la circulation du titre : on prit l'habitude d'endosser les titres en *blanc*, c'est-à-dire d'apposer simplement la signature du cédant au dos de l'effet et de le remettre ainsi au bénéficiaire ; aucune formalité ne venait donc entraver la circulation des effets et la translation de propriété s'opérait avec une très grande facilité.

Ce procédé ingénieux présentait, paraît-il, quelques inconvénients et, d'après les auteurs du xvii<sup>e</sup> siècle, favorisait trop la fraude. Aussi l'ordonnance de 1673, dans le but d'arrêter le développement que l'on estimait exagéré et même dangereux des endossements en blanc, imposa-t-elle à l'endossement un certain nombre de règles formelles auxquelles elle apporta une sanction rigoureuse.

Voici comment s'exprime l'ordonnance de 1673, titre V :

ART. 23. — Les signatures au dos des lettres de change ne serviront que d'endossement et non d'ordre, s'il n'est daté et ne contient le nom de celui qui a payé la valeur en argent, marchandise ou autrement.

ART. 24. — Les lettres de change endossées dans les formes prescrites par l'article précédent, appartiendront à celui du nom duquel l'ordre sera rempli, sans qu'il ait besoin de transport ni de signification.

ART. 25. — En cas que l'endossement ne soit pas dans les formes ci-dessus, les lettres seront réputées appartenir à celui qui les aura endossées et pourront être saisies par ses créanciers et compensées par ses redevables ».

Comme on le voit, l'endossement régulier seul est translatif de propriété, celui qui ne remplit pas les conditions imposées par l'ordonnance ne sert que de procuration.

Pour comprendre les raisons qui ont conduit le législateur ancien à établir une pareille sanction pour l'exécution des formalités imposées à la négociation des effets de commerce, il faut se rappeler que l'endossement était encore bien récent et que, avant lui, la transmission de la lettre de change ne s'opérait que par la remise matérielle du titre acquitté par le bénéficiaire ; il était alors naturel que celui-ci fût considéré comme un mandataire. Aussi, l'ordonnance de 1673, en soumettant l'endossement à certaines formalités, décida que l'inobservation de ces règles au-

rait pour effet de faire retomber le cessionnaire sous l'application des principes antérieurs (1).

Ces dispositions de l'ordonnance devaient être à peu près reproduites plus tard par le Code de commerce.

Les auteurs anciens ont approuvé ces règles de l'ordonnance relatives à l'endossement, et Savary, qui avait été un des rédacteurs de l'ordonnance, explique de la façon suivante les rigueurs de la loi destinées à prévenir de nombreux abus :

1° Le commerçant qui voulait favoriser l'un de ses créanciers préparait de longue main un endossement en blanc, et au moment de sa cessation de paiement, le remplissait par le nom du créancier.

2° Le même failli, pour soustraire une partie de son actif au gage de ses créanciers, préparait un endossement qu'il remplissait au nom d'un ami complaisant « et il n'y a guère de faillite, ajoute Savary, où ces choses-là ne soient arrivées ».

3° La perte des titres endossés en blanc paraissait également dangereuse parce que, si ceux qui les trouvaient « n'étaient pas gens de bien, ils pouvaient remplir les ordres à leur profit particulier ou de quelques autres ».

4° Enfin, les héritiers détournaient facilement les effets endossés en blanc (2).

Quant à Jousse, il trouve les dispositions de l'or-

---

(1) Cass., 21 décembre 1864, *Revue critique*, 66, p. 486.

(2) Savary, *Parfait négociant*, parère 53; Wahl, *Titre au porteur*, n° 139.

donnance très naturelles et très juridiques : « Quand on met simplement sa signature au dos d'une lettre de change, sans rien écrire au-dessus, on doit être censé ne l'avoir mise que pour être remplie d'un reçu par celui qu'on a chargé de recevoir le montant de la lettre et pour lui tenir lieu de procuration (1) ».

Bornier, enfin, dans son commentaire des ordonnances de Louis XIV, estime que les règles de l'ordonnance de 1673, relatives à l'endossement irrégulier et particulièrement à l'endossement en blanc, étaient très sages et devenaient nécessaires pour déjouer les fraudes qui ne manquaient pas de se produire en cas de faillite des titulaires. « Celui à qui la lettre était payable ou à son ordre mettait seulement sa signature au dos de la lettre, et celui entre les mains duquel elle était remise remplissait l'ordre d'un nom tel que bon lui semblait ; et si ce négociant venait à faire faillite, cette lettre était un effet détourné aux créanciers, au lieu que si l'ordre eût été rempli de son nom pour lui être payé, il n'en eût pu disposer que par son ordre (2) ».

Les dispositions de l'ordonnance qui devaient apporter un si grand bouleversement dans la pratique du commerce, furent, au début, observées scrupuleusement, et la jurisprudence, faisant application de ces principes, décida tout d'abord que les endossements irréguliers, et à plus forte raison, les endossements

---

(1) Jousse, *Commentaire de l'ordonnance 1673, note sur art. 23.*

(2) Bornier, *Conférence des ordonnances de Louis XIV*, t. II, p. 396.

en blanc ne seraient pas translatifs de propriété. Savary, par exemple, rapporte dans son ouvrage *Le parfait négociant*, un arrêt du Parlement de Paris du 11 mai 1681, qui juge « qu'un ordre qui n'est point daté, quoique causé pour valeur reçue comptant, en marchandise ou autrement, n'est regardé que comme une simple procuration pour recevoir le montant de la lettre ou du billet de change (1) ».

Mais cet état de choses ne dura pas longtemps : le commerce, qui avait tiré un si grand profit de l'endossement en blanc, réagit bientôt contre le système de l'ordonnance et essaya de s'affranchir de ses prescriptions sévères. Les commerçants trouvaient plus simple de ne pas s'astreindre à toutes les exigences de l'ordonnance : ils appréciaient surtout les effets de commerce qui, endossés en blanc, se transmettaient facilement sans laisser de trace de leur négociation. Ce mouvement de réaction contre l'ordonnance fut si impérieux que la jurisprudence en arriva à consacrer l'usage commercial contraire aux dispositions expresses de la loi, à tel point que la prohibition de l'ordonnance devint à peu près lettre morte. C'est ce que constate Merlin dans son *Répertoire de jurisprudence*, et cet auteur explique ainsi cette situation : « Sans doute, on va dire que l'usage ne peut pas l'emporter sur la loi. Mais, sans discuter ici cette maxime générale, nous observerons qu'il est peu d'ordonnances auxquelles elle s'applique

---

(1) Merlin, *Répertoire de jurisprudence. Endossement*, I.

moins qu'à celle de 1673. En effet, cette loi exige que les livres des marchands soient cotés et paraphés par le juge ; cependant, tous les jours on ajoute foi, dans les tribunaux, à des registres qui ne sont pas revêtus de cette formalité.

« Le législateur est donc censé avoir consenti qu'en matière de commerce les dispositions des ordonnances puissent être modifiées, changées, anéanties même par l'usage ; indulgence qui, sans doute, n'a pas eu d'autre motif que la faveur extrême du négoce, la nécessité d'en faciliter, d'en simplifier toutes les opérations, et le préjudice irréparable qui résulterait d'un attachement trop scrupuleux à des formalités qu'on a regardées de bonne foi comme superflues. D'après cela rien d'étonnant si, pour la forme des endossements, l'usage l'a emporté sur la loi ».

Dès le commencement du xviii<sup>e</sup> siècle, cet usage se propagea rapidement et d'autant plus facilement qu'il avait l'approbation du gouvernement : comme on déférait, en effet, cet usage au chancelier d'Aguesseau comme un abus que l'autorité devait réprimer, celui-ci, après avoir consulté d'autres jurisconsultes éminents, donna son avis dans une lettre au Procureur Général du Parlement de Toulouse à la date du 8 septembre 1747 et n'hésita pas à se prononcer en faveur du commerce contre l'endossement :

« Je ne saurais mieux répondre à la consultation que vous me faites par votre lettre du 19 juillet dernier sur l'usage des endossements en blanc qu'en vous envoyant l'avis d'un homme très instruit de toutes les matières du commerce et surtout de celui qui se

fait par la voie des lettres de change. La question y est traitée avec une clarté et une justice qui ne peuvent rien laisser à désirer ; je n'ai pas cru cependant devoir me contenter de cet avis quelque solide qu'il soit, et je l'ai fait communiquer à tous MM. les Commissaires du conseil qui composent le bureau du commerce et qui sont pleinement au fait de ce qui regarde ces sortes de matières. Ils ont tous été du même sentiment que l'auteur de cet avis, et le parlement de Toulouse ne saurait mieux faire que de se conformer dans ses arrêts aux principes qui y sont établis. Les abus, dont la crainte a suspendu la décision du Parlement, ne peuvent être mis dans la balance avec les grands avantages qui résultent, pour le bien et la facilité du commerce, de l'usage des billets au porteur et des endossements écrits en blanc sur la lettre de change. Ainsi ces abus sont du nombre de ceux que les lois humaines ne sauraient prévenir entièrement et qui, ne pouvant causer que quelques inconvénients particuliers, sont plus que compensés par l'utilité publique ».

Enhardis par l'approbation de l'autorité, les parlements ne firent que consacrer l'usage du commerce, et une jurisprudence constante décida que les endossements irréguliers pourraient transférer la propriété des effets de commerce. C'est ainsi qu'un arrêt du parlement de Paris du 4 février 1777, déclara que les simples signatures mises au dos des lettres de change et billets en transféraient la propriété, du moins lorsque la date des négociations était avouée et que la fourniture de la valeur était constante : « On n'a pas

douté que les dispositions de l'ordonnance de 1673 ne fussent contraires à ce système ; la Cour s'est déterminée par l'usage généralement reçu dans le commerce, de négocier des billets par une simple signature mise au dos et par l'inconvénient qu'il y aurait à porter atteinte à cet usage, reconnu d'ailleurs par tous les tribunaux ». Dans le même sens, Merlin rapporte des arrêts du parlement de Flandre de 1775 et du 7 avril 1784, et de la Cour d'Aix de 1732 et 1765 (1).

On trouve un seul arrêt du parlement d'Aix en sens contraire du 19 juillet 1777, mais l'arrêtiste fait remarquer que cette décision, conforme à l'ordonnance, est contraire à ce qui se pratique dans toutes les places de commerce et à la *jurisprudence universelle* de la France d'après laquelle l'endossement irrégulier d'un effet de commerce en transporte la propriété.

Il faut remarquer toutefois que cette jurisprudence avait été introduite pour la facilité du commerce et qu'elle n'était pas étendue en dehors des affaires commerciales ; elle ne pouvait être appliquée qu'aux relations entre commerçants : « à l'égard des particuliers qui ne sont ni marchands, ni commerçants, ni banquiers, l'ordonnance de 1673 conservait toute l'intensité de son empire ; ainsi l'ont décidé les parlements de Flandre et de Paris par des arrêts en date des 3 mars 1778 et 18 novembre 1781 ».

Comme on le voit, la prohibition de l'ordonnance était demeurée vaine et la sanction qu'elle avait impo-

---

(1) Merlin, *Répertoire de jurisprudence*, *Endossement*, n° 1.

sée pour l'observation des formes prescrites était sans effet ; cette loi était tellement contraire aux véritables intérêts du commerce, dont elle gênait le développement, qu'elle ne put résister aux efforts de la pratique et ne fut guère considérée que comme lettre morte.

Pendant la période révolutionnaire une loi du 20 vendémiaire an IV (article 1), prohiba formellement toutes les négociations en blanc des lettres de change, billets à ordre ou autres effets de commerce.

Les effets ainsi négociés devaient être confisqués : la moitié de leur valeur appartenait au dénonciateur, l'autre moitié devait être versée au trésor (article 2) ; quant à l'agent de change qui avait opéré la négociation, il était destitué.

Cette loi, toute de circonstance, ne pouvait durer et elle ne tarda pas à tomber en désuétude.

Après l'époque révolutionnaire, et avant la promulgation du Code de commerce, on en revint au régime de l'ordonnance, mais il est assez difficile d'établir d'une façon absolue quelle était la jurisprudence suivie en cette matière : Merlin, en effet, constate que la Cour de cassation, pendant la période intermédiaire, a maintenu à la fois les arrêts qui reconnaissaient l'effet translatif de propriété des endossements irréguliers et des arrêts qui n'accordaient à ces endossements que l'effet d'une procuration : « En effet, dit Merlin, de quelque manière que les arrêts ou jugements prononcent sur cette question, la Cour de cassation ne peut pas les atteindre parce que, s'ils sont conformes au texte de l'ordonnance, ils sont par cela

seul inattaquables, et s'ils sont conformes à l'usage qui avait prévalu sur l'ordonnance elle-même, il n'en faut pas davantage pour les faire maintenir (1) ».

Lors de la confection du Code de commerce, les idées qui avaient inspiré le rédacteur de l'ordonnance prévalurent encore une fois (2), et l'on pensa qu'il était nécessaire d'imposer pour l'endossement, comme pour la lettre de change, une législation spéciale pleine de solennités indispensables à la perfection de la négociation. « Cette sévérité est nécessaire dans un temps où, sous la forme de lettres de change et d'endossements, on cache tant de prêts usuraires, tant d'opérations honteuses, où l'on s'en assure ainsi les fruits en se déroband à l'indignation publique (3) ».

On ne tint donc aucun compte des véritables intérêts du commerce qui cependant avait réagi si impérieusement contre l'ordonnance et les articles 137 et 138 furent votés : « Il fallait empêcher, dit Locré, qu'on ne confondit jamais l'endossement qui ne contient qu'un mandat avec celui qui contient une cession, et ce n'était qu'en fixant les caractères exclusivement distincts de ce dernier qu'on pouvait prévenir toutes les contestations et même toutes les fraudes aux-

---

(1) Merlin, *Questions de droit, Endossement*, 1.

(2) M. Corvetto avait proposé d'abandonner l'ordonnance et de revenir sur un état de choses que l'intérêt du commerce a détruit et que le gouvernement, par l'organe de d'Aguesseau, a désavoué. Mais M. Bégouen répondit que la propriété du porteur devait dépendre de la régularité des endossements (Locré, *Législation civile*, t. XVIII, S., 29 janvier 1807, p. 63-64.)

(3) Locré, *Esprit du Code de commerce*, c. II, p. 16, n° 3.

quelles la confusion entre les deux espèces d'endossement eût pu donner lieu (1) ».

Telle est l'histoire de l'endossement irrégulier depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, époque où la clause à ordre commença à se développer jusqu'à la rédaction du Code de commerce. Nous allons examiner maintenant les conséquences rigoureuses du système des articles 137 et 138, puis nous verrons les efforts que la pratique a faits, tout en essayant de rester dans le texte de la loi, pour répondre aux besoins si pressants du commerce dont les intérêts sont bien souvent en opposition avec le texte même de la loi.

## SECTION II

**Effets de l'endossement irrégulier lorsque la présomption de l'art. 138 est conforme à la réalité.**

« Si l'endossement n'est pas conforme aux dispositions de l'article précédent, il n'opère pas le transport : il n'est qu'une procuration. » (Art. 138 Code de commerce.)

L'endossement irrégulier est un endossement de procuration tacite, autorisant le mandataire, c'est-à-dire le cessionnaire, à toucher le montant du titre, et à faire toutes les diligences nécessaires pour atteindre ce but.

Nous allons tout d'abord étudier les conséquences

---

(1) Locré, *Sur l'art. 138*, II, p. 136.

directes et rigoureuses de ce principe, et voir les différentes applications que peut en présenter la pratique, lorsque aucune protestation ne s'élève au sujet de la qualité attribuée par la loi à ceux qui ont participé à l'endossement, en d'autres termes, lorsque la présomption de l'article 138 est conforme à la réalité et que l'endosseur reconnaît être un mandant et le cessionnaire un mandataire.

§ 1. — L'ENDOSSEMENT IRRÉGULIER N'EST QU'UNE PROCURATION.

Le Code de commerce ne s'est pas expliqué au sujet des conséquences du principe contenu dans l'article 138, contrairement à ce qu'avait fait l'ordonnance de 1673 (1) qui, cependant, lui avait servi de guide. C'est donc dans les principes généraux du droit qu'il faudra puiser les règles qui doivent nous guider en cette matière.

L'endossement irrégulier n'est qu'une procuration, dit l'article 138; il suit de là que le cessionnaire, simple mandataire, représente l'endosseur irrégulier, resté seul propriétaire du titre, agit pour le compte de celui-ci, et ne peut être considéré que comme un intermédiaire. En d'autres termes, le contrat qui résulte de l'endossement irrégulier est un mandat, et doit être soumis à toutes les règles contenues dans les articles 1984 et suivants du Code civil.

---

(1) « Les lettres seront réputées appartenir à celui qui les aura endossées et pourront être saisies par ses créanciers et compensées par ses redevables. » Ordonnance de 1673, titre V, art. 23.

Les causes d'extinction du contrat provenant de l'endossement irrégulier seront, par conséquent, celles énumérées dans l'article 2003 :

L'endosseur irrégulier, qui est resté propriétaire de l'effet, peut révoquer le mandat qu'il a donné et exiger la restitution du titre (1).

De même, les effets de l'endossement irrégulier cessent par suite du décès de l'endosseur : cet événement met fin au mandat, et le bénéficiaire n'a désormais plus qualité pour percevoir le montant de l'effet (2). Cependant, il est un cas, que nous aurons l'occasion d'étudier plus loin, où la jurisprudence décide que la procuration résultant de l'endossement irrégulier d'un effet de commerce n'est pas révoquée par le décès de l'endosseur : c'est lorsqu'il est certain que le mandat a été donné dans l'intérêt du mandataire aussi bien que dans celui du mandant. Le cessionnaire est, dans ce cas, un *procurator in rem suam*, et son mandat est irrévocable. « Attendu, dit la Cour de cassation, que si une partie des traites était endossée en blanc et si la procuration résultant d'un tel endossement était, en général, révoquée par le décès de celui qui l'avait donnée, il doit en être autrement dans l'espèce où le mandat, étant donné dans l'intérêt du mandataire aussi bien que dans celui du mandant, était irrévocable (3).

---

(1) Paris, 18 décembre 1850, D., 1854, 5, 284.

(2) Douai, 18 avril 1896; *Le Droit*, 13 octobre 1896; Tribunal de Nogent-sur-Seine, 21 décembre 1893, *Gaz. Pal.*, 94, 1, 98.

(3) Cass., 22 janvier 1868, D., 68, 1, 168.

La déconfiture, de même que la faillite et la liquidation judiciaire de l'endosseur, mettent également fin au mandat résultant de l'endossement irrégulier. A partir du jugement déclaratif de faillite, en effet, le failli est dessaisi de l'administration de tous ses biens (art. 443 C. co.); il est incapable de recevoir le paiement de ses créances et de libérer ses débiteurs; il est donc bien certain que le porteur d'un effet de commerce, en vertu d'un endossement irrégulier, ne peut avoir plus de pouvoirs que son mandant. Dans ces conditions, le bénéficiaire ne peut plus disposer de l'effet de commerce ni en encaisser valablement le montant; le paiement, fait entre ses mains, ne serait pas libératoire, et le syndic pourrait, au nom de la masse, réclamer le montant du titre au débiteur.

Pour atteindre ce résultat, la jurisprudence décide même que le syndic n'est pas assujéti à la preuve du fait que le paiement aurait été effectué avec la connaissance de l'état de faillite, lequel est présumé connu de tous après le jugement qui l'a déclaré (1). Le débiteur ou le porteur, qui a payé même de bonne foi, pouvait voir facilement, à la seule inspection du titre, que l'endossement passé en faveur de son propre cédant était irrégulier et ne valait que comme procuration, et il devait s'assurer que le mandant était bien encore *intégri status* au moment où il acquérait le titre (2).

---

(1) Cass., 17 décembre 1856, S., 57, 1, 440.

(2) Nous verrons plus loin que la jurisprudence reconnaît au porteur d'un titre endossé en blanc, qui a fourni la valeur, le droit de remplir le blanc à son profit et d'acquérir la propriété

Ce principe est repoussé par certains esprits comme trop rigoureux (1); il résulte cependant de l'application logique des règles du mandat. Du reste, dans la pratique, le système de la jurisprudence ne présente pas autant d'inconvénients qu'on pourrait le croire : en effet, nous verrons plus loin que, en vertu d'une pratique constante, le bénéficiaire d'un endossement irrégulier qui a fourni la valeur peut en apporter la preuve contre son endosseur. Or, la jurisprudence admet que le porteur de bonne foi, qui a payé, peut faire la même preuve vis-à-vis du syndic, si le cédant originaire a été déclaré en faillite avant le paiement.

La faillite, la liquidation judiciaire ou la déconfiture du bénéficiaire, ainsi que son décès ou sa renonciation au mandat, produiraient des résultats sem-

---

de l'effet ainsi complété. Mais cette faculté n'est plus accordée à l'endossataire lorsque le cédant est tombé en déconfiture ou en faillite : l'endossement demeuré incomplet jusqu'à cet événement reste irrégulier et ne vaut que comme procuration, la propriété du titre revient à la masse. (Grenoble, 12 mai 55, D., 55, 2, 306.)

(1) Contre l'interprétation de la Cour de cassation, on a dit : « Il est bien vrai que l'art. 145 C. co. ne déclare pas d'une manière absolue valablement libéré celui qui paie une lettre de change à son échéance, sans opposition, et se borne à déclarer qu'il est valablement libéré. La loi n'a pas voulu affranchir celui qui paie de toute précaution et favoriser une négligence coupable. Mais c'est à celui qui conteste la validité du paiement à prouver les faits dont il veut mettre la responsabilité à la charge de celui qui a mal payé. Il est bien vrai encore que l'article 145 a eu en vue un faux endossement; mais ne doit-on pas appliquer la règle qu'il consacre à tout endossement irrégulier? C'est ce qui ne paraît pas douteux en présence des termes de cet article dont la généralité semble comprendre tous les cas où la validité du paiement pourrait être mise en question s'il s'agissait d'une dette ordinaire.

blables. En cas de faillite, le mandat serait révoqué de plein droit ; le cédant est resté propriétaire du titre qu'il a endossé irrégulièrement ; il n'est donc pas un créancier ordinaire limité à un dividende, et peut revendiquer le titre contre la masse, conformément à l'article 574 C. co.

De ce principe que l'endosseur irrégulier reste propriétaire de l'effet, résulte une conséquence d'un intérêt pratique considérable : toutes les exceptions opposables au cédant le sont également au cessionnaire.

Lorsque, par exemple, le débiteur d'un effet de commerce est devenu créancier du propriétaire, la compensation s'opère entre eux de plein droit, bien

---

S'il en est ainsi, est-ce bien au débiteur de bonne foi qui a payé sur un endossement irrégulier, malgré la faillite de l'endosseur, que les syndics peuvent faire supporter les conséquences de l'irrégularité de l'endossement ? Ne doivent-ils pas, pour empêcher ce paiement, former opposition et faire juger la question de propriété avec le porteur qui n'avait qu'un endossement irrégulier. Et s'ils ont omis de faire opposition, n'est-ce pas seulement contre le porteur qui a touché qu'ils peuvent agir pour faire restituer à la masse la somme dont elle est propriétaire. C'est ainsi que paraît l'avoir compris M. Pardessus, qui dit : « Les Syndics sont autorisés à former opposition dans les mains de celui qui doit payer l'effet afin qu'il ne le paie pas entre les mains de celui qui n'en serait porteur que comme mandataire du failli. » Telle est la marche indiquée par l'ordonnance de 1673 qui autorisait les créanciers de l'endosseur à saisir l'effet endossé en blanc dans les mains du porteur ; et cette nécessité de former opposition sous peine de ne pouvoir critiquer, au regard de celui qui l'aura effectué, le paiement du billet semble encore indiqué par l'article 145 C. co., qui présume valable le paiement fait sans opposition. » S., 57, 1, 440, *note*.

que le titre ait été transmis à un tiers par un endossement irrégulier, et, dans ce cas, le débiteur du titre peut opposer cette exception au bénéficiaire aussi bien qu'à l'endosseur lui-même (1). Ce résultat se produirait alors même que le bénéficiaire justifierait avoir fourni la valeur à son endosseur, une telle preuve ne le rendant pas propriétaire de l'effet vis-à-vis des tiers. La circonstance que la valeur de l'effet a été fournie à l'endosseur n'autoriserait donc pas, dans l'espèce, le porteur à repousser l'exception de compensation invoquée contre lui du chef de l'endosseur (2).

De même, le tiré peut opposer au porteur d'une lettre de change en vertu d'un endossement irrégulier une exception fondée sur le défaut de cause, si, par exemple, l'effet a été accepté par complaisance, ou afin de procurer au tireur une situation privilégiée dans une faillite. C'est ainsi que la jurisprudence a décidé « que le tiré est recevable à se prévaloir d'une déclaration signée par le tireur, d'où il résulte que l'effet, signé et accepté par lui, ne l'a été que par complaisance, et que la somme n'était en réalité pas due, et cela alors même que cette déclaration serait dépourvue de date certaine (3). »

Si l'on peut, en cas d'endossement irrégulier,

---

(1) Cass., 5 janvier 64, D., 64, 1, 140.

(2) Cass., 20 juillet 64, D., 64, 1, 415.

(3) Cass., 31 janvier 1849, D., 49, 1, 134 ; Paris, 18 mars 1858, S., 58, 2, 428 ; Paris, 22 avril 1896 ; *Gaz. Pal.*, numéro du 16 juillet 1896.

opposer au porteur les exceptions nées du chef de l'endosseur, on ne peut, par contre, faire valoir contre lui aucune de celles qui sont nées de son chef; sa personnalité disparaît, elle s'efface derrière celle de son mandant. Le débiteur du titre ne pourrait donc pas lui opposer en compensation une dette dont il est tenu personnellement, pas plus qu'il ne pourrait imposer cette compensation au débiteur, car on ne saurait compenser une créance dont on est tenu personnellement avec une créance qui appartient à un autre et sur laquelle on n'a pas un droit personnel.

Une dernière conséquence du principe que l'endossement irrégulier n'est qu'une procuration se présente relativement à la compétence :

D'après l'article 637 du Code de commerce, lorsque des billets à ordre ou des lettres de change réputées simples promesses, conformément à l'article 112 du même Code, portent en même temps des signatures d'individus négociants et de non-négociants, le Tribunal de commerce est compétent pour en connaître. Supposons un billet à ordre sur lequel ne figure aucune signature de commerçant, par conséquent ne contenant jusqu'ici que des obligations civiles : le propriétaire du titre le transfère par un endossement irrégulier à un commerçant, qui lui-même l'endosse régulièrement à un tiers, en rappelant sa qualité de mandataire; la signature apposée sur le titre par l'endossataire irrégulier commerçant, va-t-elle entraîner la compétence du Tribunal de commerce? Assurément non; cette signature est donnée en effet en vertu d'un mandat et ne saurait être prise en

considération pour fixer la compétence. Pour que l'article 637 s'applique, il est nécessaire, en vertu d'une jurisprudence certaine (1), que les signatures apposées par les commerçants sur le titre obligent ceux-ci au paiement de l'effet. Par conséquent, le débiteur non commerçant peut décliner la compétence du Tribunal de commerce devant lequel il est appelé en paiement de billets à ordre lorsqu'il ne figure au titre aucune signature de commerçant autre que celle du cessionnaire du titre par endossement irrégulier (2).

Il en serait tout autrement si le commerçant était endosseur irrégulier ou même si, étant cessionnaire par endossement irrégulier, il ne rappelait pas sa qualité de mandataire en faisant ensuite un endossement régulier; dans l'un et l'autre cas, en effet, le commerçant qui appose ainsi sa signature est garant du paiement du billet, l'article 637 devient donc applicable (3) et le Tribunal de commerce est compétent.

Toutes les solutions que nous venons de passer en revue découlent naturellement de l'idée que l'endossement irrégulier ne vaut que comme procuration. Nous n'avons eu à appliquer que les règles du mandat, et à ce sujet aucune difficulté sérieuse ne pouvait se présenter. Nous avons à étudier maintenant d'une façon plus précise les conséquences de l'endossement irrégulier. Nous savons que cet endossement est un

---

(1) Bastia, 4 janvier 1832, S., 32, 2, 635.

(2) Paris, 17 juillet 1885, D., 87, 2, 104; Dijon, 12 décembre 1892, *Ann. dr. co.*, année 1892, v. *Bulletin judiciaire*.

(3) Cass., 4 mars 1845, D., 45, 1, 193; voir cependant en sens contraire : Orléans, 27 juillet 1864, S., 65, 2, 102.

mandat : mais quelles en sont les limites, quelle est la situation juridique de tous ceux qui ont participé à l'opération, et particulièrement quels sont les droits et les obligations du mandataire : c'est ce que nous allons essayer de déterminer.

§ 2. — DROITS, ET OBLIGATIONS DU CESSIONNAIRE.

1° *Dispositions générales.*

Les obligations de l'endossataire irrégulier peuvent se résumer ainsi : il doit exécuter exactement son mandat et rendre compte au mandant des résultats de sa mission.

Il doit d'abord faire tous les actes nécessaires à la conservation du droit de son mandant, l'endosseur, sauf, s'il a fait des avances, à s'en faire tenir compte par celui-ci. Il a le droit et même le devoir d'exiger le paiement et de ne rien négliger pour l'obtenir, il présentera la lettre à l'acceptation, fera constater par un protêt le refus d'acceptation ; de même, en cas de non-paiement à l'échéance, il fera faire le protêt, la dénonciation, etc. (1). La jurisprudence cependant a décidé avec raison, selon nous, que le porteur d'une lettre de change en vertu d'un endossement irrégulier n'avait pas à remplir à l'égard de son endosseur les formalités prescrites par l'article 165 du Code de commerce. D'après cet article, le porteur d'une lettre

---

(1) Bravard, *op. cit.*, t. III, p. 175 ; Lyon-Caen et Renault, *Traité*, n° 138 ; Boistel, *Précis*, n° 760.

de change qui a fait un protêt faute de paiement, et qui veut exercer son recours individuellement contre son cédant, doit lui en faire notifier le protêt. Mais dans le cas d'endossement irrégulier, ce n'est pas à l'endosseur que la notification devra être faite, car c'est en son nom que le porteur agit, mais au cédant antérieur qui est lui-même responsable vis-à-vis de l'endosseur irrégulier (1).

On admet généralement que le bénéficiaire d'un endossement à titre de procuration, peut constituer un autre mandataire, cela est même parfois d'une très grande utilité : « un négociant charge un banquier de sa ville de recouvrer un effet payable dans une autre ville, ce banquier donne à son tour mandat à un banquier de la ville où le paiement doit s'effectuer (2) ». La substitution d'un mandataire sans autorisation du mandant est permise par l'article 1994 du Code civil, il y a donc lieu de penser que l'endossataire irrégulier, en se substituant quelqu'un, ne fait qu'user d'un droit. Pour opérer cette substitution, le premier mandataire peut se contenter de remettre l'effet à son substitué, ou bien il peut le lui transmettre soit par un endossement de procuration expresse, soit par un endossement irrégulier ordinaire. Quant aux règles qui devront régir les rapports de ces deux mandataires successifs, ce sont celles du Code civil. Il y a simplement un deuxième mandat enté sur le premier; le substitué est tenu, par conséquent, envers

---

(1) Trib. com. Seine, 23 février 1887; loi 5 mars 1887.

(2) Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. IV, n° 138.

le mandant originaire comme s'il était son mandataire immédiat, il doit lui rendre compte de l'exécution de son mandat et, à cet effet, le mandant a contre lui l'action *mandati directa*. Par réciprocité, il est généralement admis que le substitué a contre le mandant originaire une action *mandati contraria* pour se faire indemniser des suites de l'exécution du mandat s'il y a lieu. Quant au premier mandataire, il sera responsable vis-à-vis de son mandant des faits et gestes de son substitué (1).

En résumé, le porteur d'un titre en vertu d'un endossement irrégulier doit faire toutes diligences pour percevoir le montant de l'effet. Le débiteur est tenu de payer à l'échéance entre ses mains la valeur du titre si, à cette époque, il n'a aucune exception à opposer à l'endosseur : le paiement fait ainsi à l'endossataire irrégulier est valable et libératoire (2).

## 2° Action en justice.

Une grave question se pose maintenant : en cas de non-paiement à l'échéance, le bénéficiaire va-t-il pouvoir poursuivre lui-même et de son chef le débiteur de la créance qu'il est chargé de recouvrer, ou bien devra-t-il intenter les poursuites au nom de son mandant comme tout mandataire? Il y a là une difficulté sérieuse qui divise les auteurs et que la jurisprudence n'a pas toujours résolue dans le même sens.

---

(1) Baudry-Lacantinerie, *Précis de C. ci.*, t. III, n° 920.

(2) Bordeaux, 19 mars 1841, D., 41, 2, 206.

Dans le principe, la Cour de cassation refusait à l'endossataire irrégulier le droit d'exercer lui-même une action contre le débiteur et les arrêts de la Cour suprême sont nombreux en ce sens (1). Dans un arrêt du 30 décembre 1840 (D., 41, 1, 61), la Cour s'exprime ainsi : « Le tiers porteur d'un billet à ordre, en vertu d'un endossement irrégulier, n'a pas qualité pour diriger en son propre nom des poursuites contre le souscripteur de ce billet, encore bien qu'il justifierait en avoir fourni la valeur à son endosseur. » Dans un arrêt du 20 août 1845, elle dit encore : « Attendu que B... n'était détenteur du billet à ordre dont il poursuivait le remboursement contre le souscripteur qu'en vertu d'un endossement irrégulier ; qu'ainsi il n'avait vis-à-vis d'eux d'autre qualité que celle de mandataire de l'endosseur, laquelle *ne lui conférait pas le droit de les actionner de son chef* pour le recouvrement du dit billet. »

Comme on le voit, la Cour suprême reconnaissait bien au porteur de l'effet le droit de le faire protester en son nom, mais à raison de la limitation de son mandat, elle lui refusait le droit d'actionner en justice les figurants au titre. Ce système a été consacré récemment encore par le Tribunal de commerce de la Seine dans un jugement du 7 mars 1891 (2).

Cependant, plusieurs Cours d'appel avaient, de bonne heure, tenté de réagir contre la jurisprudence

---

(1) Cass., 22 avril 1828, D., 28, 1, 221 ; 9 novembre 1836, D., 36, 1, 415.

(2) *Gazette du Palais*, 1891, 1, 486.

de la Cour de cassation et accordaient à l'endossataire irrégulier le droit de poursuivre en son nom le paiement de l'effet qu'il avait pour mandat de recouvrer ; mais ce n'étaient là que des décisions isolées, et l'on peut dire que la jurisprudence en général refusait au porteur tout droit d'action en justice.

Vers le milieu du siècle, un changement profond se produisit en cette matière dans les décisions de la Cour de cassation qui, revenant sur son opinion antérieure, consacra une théorie absolument opposée. Un arrêt, rendu le 24 décembre 1850, établissait d'une manière particulièrement nette une nouvelle jurisprudence à laquelle toutes les Cours d'appel devaient se rallier. « Attendu, décidait la Cour, que l'endossement, même irrégulier, d'un billet à ordre confère au porteur le droit d'en poursuivre le recouvrement et d'exercer les actions à ce relatives ; qu'il en résulte seulement que le souscripteur peut opposer au porteur toutes les exceptions qu'il pouvait opposer à celui qui a fait l'endossement irrégulier au profit du dit porteur (1) ».

Ainsi, le bénéficiaire d'un endossement irrégulier peut assigner de son chef le souscripteur ou les endosseurs en paiement du montant de l'effet ; l'article 138 doit être entendu en ce sens : que le porteur est passible, dans ce cas, des exceptions qui pourraient être opposées à son cédant. C'est la seule restriction que la loi apporte au pouvoir du cessionnaire.

Cette théorie a été vivement combattue par des

---

(1) D., 1851, 1, 31; v. également : Cass., 12 janv. 1869, D., 72, 1, 125.

auteurs considérables qui invoquent contre elle la maxime : *Nul ne plaide en France par procureur, hors le roi*. En vertu de cette maxime, à laquelle la pratique reconnaît force légale, nul ne peut se faire représenter en justice par un mandataire qui figurerait seul dans l'instance et qui agirait *de son chef*. Or l'endossataire irrégulier est un simple mandataire ; si on lui accorde le droit d'agir en justice de son chef, on contrevient formellement à la prohibition contenue dans la maxime : on ne saurait donc lui reconnaître un pareil droit (1).

Ce raisonnement, quelque judicieux qu'il puisse paraître, n'est pas irréfutable, et la grande majorité des auteurs, avec raison selon nous, s'est prononcée pour la théorie de la Cour de cassation, qui semble plus juste et plus pratique à la fois (2). Cette opinion,

---

(1) Naquet, *Revue critique*, 1875, p. 661 ; Garsonnet, *Cours de procédure*, p. 478 : « Il a été jugé plusieurs fois que le porteur d'un effet à ordre revêtu d'un endossement en blanc passé à son profit, a qualité pour actionner le souscripteur... M. Naquet, fait observer avec raison que cette solution est contraire à la règle : Nul ne... L'art. 138 C. co., dispose en effet que l'endossement qui n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 137 ne transfère pas la propriété du titre à ordre et ne vaut que procuration ; et quand même on admettrait avec la jurisprudence qu'il est permis de prouver que les parties ont entendu faire un endossement translatif, cela ne serait vrai que dans leurs rapports réciproques, les tiers auraient toujours le droit de soutenir que le porteur est un simple mandataire. Ils pourraient donc, si la jurisprudence était conséquente avec elle-même, opposer au porteur la règle : Nul ne plaide par procureur. »

(2) Nouguiér, *De la lettre de change*, t. IV, n° 790 ; Alauzet, *op. cit.*, t. I, n° 1371 ; Bravard et D., *op. cit.*, t. III, p. 175 ; Lyon-Caen et R., *Traité*, t. IV, p. 115.

en effet, interprète d'une façon plus large l'intention des parties : elle suppose, ce qui du reste est très logique, que l'endosseur, en conférant au porteur le soin de toucher l'effet, lui a donné en même temps les pouvoirs les plus étendus pour lui permettre, en cas de difficulté, d'arriver à obtenir le montant de ce titre et cela même au moyen d'une action en justice. Le cessionnaire est, il est vrai, un mandataire, mais c'est un mandataire d'une nature spéciale, que le cédant a entendu constituer sans intervention de sa part. « En d'autres termes (1), le bénéficiaire d'un endossement irrégulier est en quelque sorte un commissionnaire commercial, il peut agir en son nom ; mais comme son commettant est nécessairement connu, il demeure passible des exceptions qu'on pourrait invoquer contre ce dernier (2) ».

### 3° Droit de négocier le titre.

Nous avons vu jusqu'à présent que la procuration dont est investi le bénéficiaire d'un endossement irrégulier lui donnait le pouvoir d'exiger, par tous les moyens de droit, le paiement du titre à l'échéance. Mais ce mandat n'a-t-il pas une autre étendue, le mandataire peut-il simplement toucher le montant de l'effet à l'échéance, ou bien, au contraire, a-t-il en

---

(1) Bedarride, *De la lettre de change*, t. I, p. 477.

(2) Si l'endossataire irrégulier a le droit d'intenter de son chef des poursuites contre le débiteur, il faut aussi lui reconnaître le droit de produire à la faillite d'un des obligés et d'affirmer l'existence de sa créance.

outre le pouvoir de le négociier? Il y a là une question très délicate et qui fut longtemps controversée. Les anciens auteurs s'étaient formellement prononcés pour la négative et ils invoquaient la règle *nemo dat quod non habet*. L'endossement n'ayant pas rendu le porteur propriétaire, celui-ci ne peut pas transférer une propriété qu'il n'a pas. Savary dit : « La lettre n'est pas négociable et, par conséquent, si le mandataire la transmet à un autre, cette transmission doit être entendue en ce sens qu'il s'est seulement substitué une autre personne pour opérer le recouvrement (1) ». Pothier s'exprime dans le même sens : « Celui au profit de qui a été fait l'endossement auquel il manque quelque'une des trois formalités requises, ne peut pas faire un endossement valable au profit d'un autre, car la propriété de la lettre ne lui ayant pas été transférée par l'endossement défectueux fait à son profit, il ne peut pas la transférer à un autre (2) »; et plus loin cet auteur dit encore : « Le mandataire à qui un ordre a été passé pourrait en passer lui-même son ordre au profit d'un autre; mais l'ordre qu'il en passerait à un autre ne pourrait valoir que comme une simple procuration d'en recevoir le paiement de celui sur qui la lettre est tirée, quand même la lettre porterait que l'endosseur en aura reçu la valeur comptant de celui à qui il a passé son ordre, car cet endosseur n'étant pas lui-même propriétaire de la lettre, n'en peut transférer à un

---

(1) *Le parfait négociant*, parère 41.

(2) Pothier, *Contrat de change*, n° 41.

autre la propriété (1) ». D'après Pothier, l'endossement opéré par l'endossataire en blanc, ne produit donc qu'une substitution de mandat et non une transmission de propriété.

Cette doctrine n'avait pas triomphé, même sous l'empire de l'ordonnance et la Cour de cassation, avant l'application du Code de commerce, avait décidé que l'endossement irrégulier renfermait le pouvoir de transférer la propriété et que le porteur d'un titre en vertu d'un endossement régulier fait par un endossataire en blanc en était bien propriétaire (2).

Il ne nous semble pas que les raisons données par Savary et Pothier puissent être admises et il est facile d'y répondre : il est bien certain que le cessionnaire irrégulier qui négocie un titre en l'endossant régulièrement ne peut agir à titre de propriétaire, mais comme mandataire ; il n'est pas nécessaire d'être propriétaire d'une chose pour en transmettre la propriété, il suffit d'être investi du pouvoir d'aliéner ; comme l'ont fort bien dit MM. Lyon-Caen et Renault : « un mandataire fait toujours acquérir un droit qu'il n'a pas en faisant l'acte dont l'a chargé le mandant » (3). Il importe peu que ce soit le propriétaire lui-même qui livre ou qu'un autre le fasse en son nom ; le véritable cédant est le mandant qui opère la transmission par l'intermédiaire d'un tiers mandataire (4). La grande

---

(1) Pothier, *Contrat de change*, n° 89.

(2) Cassation, 25 novembre 1807, S. cl., n° 2, 1, 425.

(3) Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. IV, n° 130.

(4) Arthuys, *Revue critique*, 1883, p. 272.

majorité des auteurs se sont du reste prononcés en ce sens (1). Quant à la jurisprudence, elle est unanime et, dès la promulgation du Code de commerce, elle a décidé que la maxime *nemo dat quod non habet* n'avait rien à faire dans la question, que l'on pouvait fort bien négocier un titre sans en être propriétaire, si l'on était investi par le vrai propriétaire du pouvoir d'aliéner.

La seule difficulté sérieuse qui puisse se présenter est celle de savoir si l'endossement irrégulier confère le pouvoir d'aliéner.

Sur ce point, les auteurs sont divisés. Pour la négative, on invoque l'article 1988 du Code civil d'après lequel le mandat, pour donner le pouvoir d'aliéner, doit être conçu en termes exprès; or, a-t-on dit, le porteur en vertu d'un endossement irrégulier, qui n'a pas reçu de mandat spécial, ne peut pas puiser dans la procuration qui résulte de son endossement le pouvoir de transférer la propriété.

Il est facile de répondre à cette argumentation : la procuration conférée au bénéficiaire par un endossement irrégulier comprend surtout la mission de recevoir le paiement de l'effet; ce mandat n'est pas limité et le cédant ne détermine pas de *quelle façon* le paiement devra être effectué; il semble donc tout naturel de penser que la procuration emporte implicitement

---

(1) Pardessus, *Droit commercial*, t. III, n° 354; Nouguier, *op. cit.*, I, n° 787; Alauzet, *op. cit.*, nos 1370 et 1375; Frémery, *op. cit.*, p. 132; Ruben de Couder, *Dictionnaire*, n° 583; Bravard et D., *op. cit.*, t. III, p. 173; Lyon-Caen et R., *Traité*, t. IV, n° 139; Thaller, *Traité élémentaire de Droit commercial*, 1<sup>re</sup> édit., n° 1490.

l'autorisation de transmettre le titre, d'en transférer la propriété par un endossement régulier. N'est-ce pas encore réaliser le montant de l'effet que de le négocier par endossement ? Peu importe que le paiement soit obtenu plus ou moins directement, le mandataire peut employer le procédé qui lui convient : attendre l'échéance et se présenter au débiteur, ou faire escompter le titre ; l'essentiel est qu'il exécute son mandat et qu'il en rende compte exactement à son mandant. Du reste, si l'endosseur avait craint que son mandataire ne fit un abus de ses pouvoirs, il n'avait qu'à fixer lui-même les limites de sa procuration, enlever ainsi au bénéficiaire le droit de faire lui-même un endossement régulier. Sans cette restriction, les tiers sont en droit de considérer l'endosataire comme investi du droit de négocier, si toutefois la négociation a eu lieu avant que le mandat conféré par l'endosseur n'ait été révoqué expressément ou tacitement. C'est ce qu'ont pensé la plupart des auteurs que nous avons cités plus haut, c'est aussi ce qu'a décidé la jurisprudence dans un très grand nombre d'arrêts (1).

Dans une décision du 10 mai 1865, la Cour de cassation résume bien cette jurisprudence : « Attendu en droit que la signature au dos d'une lettre de change ou d'un billet à ordre vaut mandat à l'effet de les

---

(1) Orléans, 17 décembre 1887, D., 88, 2, 260 ; Cass., 6 janvier 1845, D., 45, 1, 80 ; Ch. req., 14 janvier 1873, D., 73, 1, 235 ; Orléans, 18 décembre 1887, D., 88, 2, 260 ; Paris, 25 novembre 1886, D., 87, 2, 110 ; Lyon, 5 mars 1896, D., 99, 2, 121 ; Trib. co. Saint-Etienne, 30 décembre 1899 ; *Droit*, 16 janvier 1899.

négocier et d'en toucher le montant ; qu'à cet égard, le souscripteur et les endosseurs sont obligés, par le fait du mandataire auquel ils ont remis la valeur même avec leur endossement en blanc, lorsque ce mandataire ou ceux qui lui ont été substitués par des endossements successifs, ont transmis, au moyen d'un endossement régulier, la propriété de cette valeur à un tiers porteur ; lequel peut alors agir contre tous les obligés au titre (1) ».

Certains auteurs ne sont pas satisfaits de toutes ces réponses et prétendent qu'il n'est pas exact de dire que le procédé employé par le mandataire pour atteindre son but soit indifférent. S'il transmet, au nom de son mandant, la propriété du titre, il prive celui-ci du droit de révocation inhérent à tout mandat, droit qui aurait été conservé à l'échéance, si le mandataire se bornait à recouvrer l'effet à l'arrivée du terme. On ne voit pas pourquoi, en cette matière plutôt qu'en toute autre, le mandat de faire un acte d'administration contiendrait implicitement le pouvoir de faire un acte de disposition et pourquoi la volonté formelle du mandant, nécessaire dans tous les cas d'aliénation, ne le serait pas dans une hypothèse où la transmission a des conséquences fort graves (2) ».

Nous répondons qu'il s'agit ici d'un mandat d'une nature toute particulière et que, tout en procédant à une aliénation, le mandataire n'excède pas son pouvoir : en effet, la négociation opérée par l'endossataire,

---

(1) D., 65, 1, 275.

(2) Arthuys, *Revue critique*, 1883, p. 272.

au moyen d'un endossement régulier, n'est-elle pas purement et simplement un acte d'administration ? Les effets de commerce sont, par leur nature même, destinés à être négociés ; pourvu que le mandant reçoive le montant du titre, c'est tout ce qu'il désire. Il en serait autrement si le mandataire négociait le titre pour une somme inférieure à la valeur de l'effet et l'on comprend que, dans ce cas, on exige qu'il ait des pouvoirs précis et spéciaux. Mais là, il n'en est rien, le cédant, propriétaire du titre, donne mission à son cessionnaire d'en toucher le montant ; jusqu'à ce que le mandat soit exécuté, c'est-à-dire jusqu'au paiement ou à la négociation, il conserve intact le droit de révoquer cette procuration ; mais quoi d'étonnant à ce que cette faculté cesse lorsque le mandat est exécuté ? Le mandataire n'a pas fixé les limites dans lesquelles la procuration devait être exécutée et l'on est bien en droit de penser qu'il a entendu renoncer à son droit de révocation pour le jour où il toucherait le montant de l'effet. Du reste, comme nous l'avons dit plus haut, le mandant n'avait qu'à restreindre les limites de sa procuration, et cette faculté de limitation nous semble très suffisante pour sauvegarder les intérêts de l'endosseur.

a) Effets de la négociation opérée par le cessionnaire irrégulier.

Si l'on admet la théorie que nous venons d'exposer, il y a lieu de rechercher quels sont les effets produits par ce nouvel endossement régulier, et surtout quelles sont les situations de ceux qui sont intéressés à l'opération : substitué, mandataire et mandant originaire.

D'abord, il faut reconnaître que la propriété incommutable de l'effet est transférée au nouvel endossataire ; peu importe que le mandat original ait été révoqué depuis expressément ou tacitement, le substitué est exactement dans la situation où il se serait trouvé si tous les endossements précédents avaient été réguliers. Il peut, assurément, se voir opposer les exceptions provenant de son chef, mais celles-là seulement, et non celles provenant du chef des endosseurs précédents : il n'a pas plus à redouter une revendication de la part de l'endosseur irrégulier qu'une saisie-arrêt opérée par les créanciers de celui-ci.

Il pourra exiger le paiement à l'échéance ; si le débiteur du titre en paie le montant sur la présentation de l'effet, pas de difficulté : propriétaire du titre, il en encaisse la valeur ; mais supposons qu'à l'échéance l'effet de commerce ne soit pas payé, que que va-t-il se passer, quels vont être les droits et les obligations de chacune des parties ? Quel recours aura le cessionnaire régulier non payé, contre qui va-t-il pouvoir agir ? Il y a là un certain nombre de questions fort controversées et qui présentent de sérieuses difficultés.

Nous allons les passer en revue en étudiant successivement la situation du mandataire qui a fait lui-même un endossement irrégulier et celle du mandant original.

*Situation du mandataire.* — Doit-il être déclaré responsable du paiement de l'effet, le substitué a-t-il un recours contre lui en cas de non-paiement ?

Il faut d'abord faire une distinction : le cessionnaire irrégulier qui a fait un endossement régulier a-t-il agi expressément comme mandataire de son cédant, ou bien a-t-il fait l'endossement régulier en son propre nom et sans rappeler sa qualité de mandataire ? Le premier de ces cas peut se présenter dans deux circonstances : le mandataire en vertu d'un endossement en blanc s'est contenté de remplir le blanc, au nom du preneur, sans faire figurer son nom sur l'effet ; ou bien il a endossé régulièrement le titre en accompagnant sa signature de l'indication de sa qualité de mandataire, par exemple, en insérant dans l'endossement la mention : *par procuration*... Dans ces circonstances, il ne saurait être tenu d'aucune garantie : il n'a contracté aucune obligation personnelle, il ne peut pas être déclaré responsable du paiement de l'effet, puisqu'il annonce expressément qu'il a agi au nom d'un autre.

Mais, s'il n'a fait aucune réserve, s'il a régulièrement endossé l'effet sans se prévaloir de sa qualité de mandataire, en sera-t-il de même ?

À première vue, l'affirmative semble plus logique et elle a été soutenue par certains auteurs (1).

En effet, ce n'est pas parce qu'il aura rappelé sa qualité de mandataire que le cessionnaire irrégulier pourra voir sa situation juridique se modifier ; il est, en réalité, un mandataire, et il n'a pas besoin de le mentionner pour qu'on puisse le savoir : la seule inspection du titre a permis à tous les tiers, quels qu'ils soient, de voir qu'il était porteur de l'effet en

---

(1) Rivière, *Répétitions écrites sur le droit commercial*, p. 407.

vertu d'un endossement irrégulier, c'est-à-dire qu'il était mandataire et qu'il ne pouvait agir que pour le compte d'un autre : pourquoi la seule présomption légale de l'article 138 du Code de commerce ne produirait-elle pas le même résultat qu'une mention expresse émanant du cessionnaire irrégulier lui-même ? Celui-ci reste bien, envers et contre tous, un mandataire qui n'oblige que son mandant et non lui-même ; dans aucun cas, il ne saurait donc être passible d'une action en garantie du paiement.

Quelque séduisante que puisse paraître cette théorie, elle a été repoussée et avec raison, selon nous, par la grande majorité des auteurs et par la jurisprudence. En effet, l'endosseur régulier, cessionnaire irrégulier, reste bien mandataire du premier cédant, mais il est en même temps un endosseur : en effet, il n'a pas négocié le titre au nom de son mandant, mais en son propre nom, et il n'est pas possible de voir en lui un simple mandataire : il a agi comme un *commissionnaire*. Il est vrai que la situation diffère un peu de la commission ordinaire, puisque, ici, le commettant figure en nom dans l'opération ; mais il y a une analogie telle qu'on ne peut refuser au porteur régulier une action contre le cédant (1).

Certains auteurs, tout en reconnaissant l'obligation de garantir le paiement pour le cessionnaire irrégulier qui a fait un endossement régulier, regardent celui-ci non comme un commissionnaire, mais comme

---

(1) Pardessus, *op. cit.*, t. III, 354 ; Bédarride, *De la Lettre de change*, t. I, 325 ; Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. IV, 141 ; Bravard et Demangeat, *op. cit.*, p. 176, note 1.

un donneur d'aval : « car, disent-ils, s'il était un commissionnaire, on ne pourrait lui opposer des exceptions du chef de son cédant (1). »

Il nous semble plus exact de voir en lui un commissionnaire pour les raisons que nous avons données plus haut (2); quant aux motifs qui, d'après Alauzet, empêcheraient de lui donner cette qualité, ils ne nous semblent pas péremptoires. En effet, le cessionnaire irrégulier qui endosse régulièrement, il ne faut pas l'oublier, joue un rôle double : en devenant un commissionnaire, il n'en reste pas moins ce qu'il était d'abord, un mandataire; à cette qualité, il en a ajouté une autre, mais la première subsiste toujours, et si l'on peut lui opposer les exceptions du chef de son cédant, c'est en sa qualité de mandataire et non de commissionnaire.

De plus, cela est conforme aux usages du commerce : le bénéficiaire d'un endossement s'occupe surtout de son cédant, il ne connaît que lui et il a tout lieu de le considérer comme garant si celui-ci ne décline pas expressément toute responsabilité.

Enfin, l'article 140 du Code de commerce fournit, en faveur de notre système, un nouvel argument

---

(1) Alauzet, *op. cit.*, IV, 1372; Boistel, *Précis*, n° 761.

(2) Bédarride, *op. cit.*, I, 323. Malgré la présomption de l'art. 138, le porteur peut avoir, en fait, acquis la propriété de la lettre de change : il peut l'établir contre son endosseur; dans le doute, on ne devait considérer le mandat que lui donne la loi que comme un mandat *sui generis*, lui donnant la faculté d'agir en son nom personnel, le droit de s'engager personnellement à l'instar du commissaire commercial.

d'une grande force. D'après cet article, tout individu qui appose sa signature sur une lettre de change est tenu au paiement; par conséquent, l'endosseur régulier qui, quoique cessionnaire irrégulier, a apposé, sans faire aucune réserve, sa signature sur un effet de commerce, est tenu d'en garantir le paiement à l'échéance.

b) Action dont dispose le cessionnaire irrégulier qui a été obligé de rembourser le montant du titre.

Cependant, si l'endossataire irrégulier a remboursé son cessionnaire, va-t-il pouvoir, à son tour, s'adresser aux autres signataires de la lettre, et en particulier à son endosseur, pour se faire indemniser des sommes qu'il a dû payer. Ici encore, il faut faire une distinction : si le mandataire qui a payé le montant de l'effet n'avait pas rendu compte à son mandant de l'opération, c'est-à-dire si, après avoir touché le montant de l'effet en l'endossant, il a dû ensuite le rembourser sur le recours du porteur, il n'a aucune action à exercer, il n'a rien à réclamer, car il n'a fait que restituer à son cessionnaire ce qu'il avait reçu de lui; il n'a qu'à rayer de son compte la somme reçue puis décaissée, c'est-à-dire que son compte se solde par zéro. Mais il peut se faire qu'il ait rendu compte à son mandant; en d'autres termes, il peut avoir remboursé à celui-ci le montant de l'effet soit qu'il l'ait encaissé au moyen d'un endossement, soit qu'il en ait fait l'avance; il semble alors conforme à toute équité qu'il ait un recours contre son endosseur pour

se faire rembourser ce qu'il a payé pour son mandant (1). Plusieurs actions, du reste, lui sont ouvertes à cet effet :

1<sup>o</sup> D'abord il a l'action *mandati contraria*. L'endosseur irrégulier en effet qui a contre son mandataire une action (*mandati directa*) pour obtenir le montant de ce que celui-ci a touché pour lui est tenu d'indemniser son cessionnaire de toutes les suites du mandat, c'est-à-dire des paiements, avances ou indemnités qu'il a faites à ce sujet; or, c'est bien en exécutant son mandat que l'endossataire irrégulier a contracté une obligation de garantie vis-à-vis de son cessionnaire, c'est bien en vertu de ce même mandat qu'il a été obligé de rembourser le montant de l'effet; dans ces conditions, cette action *mandati contraria* lui permettra de recourir contre son endosseur pour obtenir le montant de l'effet qu'il a lui-même remboursé comme pour se faire tenir compte par lui des frais qu'il a pu être obligé de supporter à cette occasion (2).

2<sup>o</sup> Une seconde action doit être attribuée au cessionnaire irrégulier qui, sur l'action en garantie exercée

---

(1) Bédarride, *op. cit.*, I, 325; Boistel, 761; Pardessus, *op. cit.*, 354; Ruben de Couder, *Dictionnaire*, n<sup>o</sup> 586.

(2) Rennes, 13 décembre 1841, D., 42, 2, 85; Boistel, *Précis*, n<sup>o</sup> 761, Ruben de Couder, *op. cit.*, 761. Cette obligation de l'endosseur ne pourrait être réduite à moitié sur le motif que le mandataire ayant aussi donné sa signature en blanc pour faciliter la négociation du billet, aurait contracté ainsi que lui un cautionnement solidaire dont l'effet serait de diviser la dette en deux; Rennes, 13 décembre 1841, précité, *Pandectes françaises, effets de commerce*, n<sup>o</sup> 872.

par le porteur, a été contraint de payer l'effet : c'est la *condictio indebiti*. Comptable en effet envers son mandant du prix de la négociation par lui consentie, il lui a remis la somme qu'il a touchée; mais comme cette valeur lui est reprise plus tard, il se trouve avoir payé ce qu'il ne devait pas et il doit pouvoir se faire restituer ce qu'il a fourni indûment (1).

c) Droit de subrogation.

Mais doit-on limiter ainsi le nombre des actions qui sont au pouvoir du bénéficiaire d'un endossement irrégulier lorsque celui-ci a dû rembourser le montant de l'effet sur la poursuite du porteur? Ne doit-on pas, en outre, le considérer comme subrogé à tous les droits et actions de celui-ci, en raison même du paiement qu'il a effectué?

La question présente un intérêt considérable : en effet, si on accorde au porteur le bénéfice de la subrogation, il aura non seulement contre son mandant mais contre les autres signataires de l'effet : tiré, accepteur, tireur, souscripteurs, endosseurs antérieurs, une action propre et directe à laquelle on ne pourra opposer ni exception du chef de l'endosseur irrégulier, son mandant, ni la révocation du mandat. La doctrine est divisée sur ce point; quant à la jurisprudence, après avoir admis la négative, elle s'est depuis

---

(1) Boistel, *Précis*, 761. *Pandectes françaises, effets de commerce*, n<sup>os</sup> 874, 875.

longtemps déjà fixée formellement en sens contraire.

Pour refuser à celui qui n'était détenteur de l'effet de commerce qu'en vertu d'un endossement irrégulier la subrogation dans les droits du porteur qu'il a remboursé, on se fonde sur ce qu'il n'a agi que comme mandataire; au regard des tiers, dit-on, l'endossataire irrégulier est un simple mandataire, c'est à ce titre qu'il a transmis l'effet, qu'il en a reçu la valeur, c'est à ce titre également qu'il rembourse sur protêt au nom de son mandant, il n'a donc pas payé une dette personnelle, il n'a fait que restituer la valeur qu'il avait reçue pour son mandant; sa qualité de mandataire a dominé tous ses actes, il ne pouvait la perdre et en acquérir une autre, il était mandataire à l'origine, il est resté tel quand il a payé; par conséquent, il n'y a pas lieu de lui accorder le bénéfice de l'article 1251-3°, C. ci.

Du reste, la décision contraire serait un moyen trop simple d'éluder l'article 138 du Code de commerce et d'accorder contre les tiers une action qui serait refusée sans ce remboursement sur protêt (1).

Cette opinion a été consacrée pendant longtemps par la jurisprudence : c'est ainsi que par un arrêt en date du 9 novembre 1836, la Cour de cassation a décidé : « que le porteur d'une lettre de change en vertu d'un endossement qui n'énonce pas la valeur fournie, n'a pas d'action personnelle en répétition contre les tireurs, alors même qu'ayant transmis la

---

(1) Nougier, *op. cit.*, t. I, p. 304.

traite à son tour par un ordre régulier, il aurait remboursé le prix de ce dernier endossement, et on dirait en vain dans ce cas que le remboursement avait opéré une subrogation légale » (1).

Dans un arrêt du 18 avril 1841, la Cour de Bourges s'exprime ainsi : « Attendu qu'en vain le porteur par endossement irrégulier prétendait qu'il est subrogé au droit de R... au profit duquel il a transmis le billet par endossement régulier et qu'il a remboursé après protêt, que le remboursement par lui fait à R... n'a pas changé sa position; qu'ayant reçu et négocié le billet comme mandataire, il a dû le rembourser en la même qualité; qu'ainsi par suite de ce remboursement, il se trouve replacé dans la même position que si ce billet était toujours resté entre ses mains, d'où il sort qu'il n'a pas plus de droits que son mandant et reste passible des mêmes exceptions (2) ».

Nous repoussons avec la majorité des auteurs cette théorie qui ne nous paraît pas faire une juste application des principes et nous n'hésitons pas à soutenir que le bénéfice de la subrogation doit être accordé à

---

(1) D., 36, 1, 413.

(2) Bourges, 18 avril 1842, D., 43, 2, 96; v. dans le même sens Rouen, 23 février 1814, D. A., 6, 640; Cass., 26 février 1827, D., 28, 2, 138; Orléans, 18 décembre 1837, D. 38, 1, 297. Comme conséquence à cette théorie il a été jugé que, même après remboursement, celui qui n'était porteur de l'effet qu'en vertu d'un endossement irrégulier, ne peut être considéré que comme mandataire et reste passible de toutes les exceptions opposables à son mandant. (Trib. co. Marseille, 19 octobre 1854; *Journ. jurisp.*; Marseille, 54, 1, 311. Voir aussi *Annales du Droit commercial*, 97, *Bulletin judiciaire*, p. 266.)

l'endossataire irrégulier qui a été obligé de payer le montant de l'effet après l'avoir négocié.

Il est certain que si ce cessionnaire se contentait de jouer le rôle de mandataire, il ne pourrait avoir de son chef aucune action personnelle contre les signataires de la lettre ; mais, à cette qualité, il en a ajouté une autre, celle d'endosseur régulier. Par cette opération, il contracte, à son tour, nous l'avons vu, une obligation personnelle de garantie, puisqu'il a apposé sans restriction sa signature sur le titre (article 140 du Code de commerce) ; il s'expose donc à d'autres actions que celles résultant de son mandat. Si, en raison de cette obligation, il est forcé de payer, ce n'est pas en qualité de mandataire, rien par conséquent n'est plus logique et plus équitable à la fois que de lui accorder un recours contre les autres signataires de la lettre.

Il semble bien, du reste, que le cas de ce cessionnaire qui a payé soit un de ceux prévus par l'article 1251-3<sup>o</sup> du Code civil ainsi conçu : « La subrogation a lieu de plein droit..... 3<sup>o</sup> au profit de celui qui, étant tenu *avec d'autres* au paiement de la dette, avait intérêt de l'acquitter ». Ce cessionnaire irrégulier en effet était bien tenu *avec d'autres* au paiement de l'effet, puisqu'il l'avait endossé régulièrement sans réserves ; d'un autre côté, il avait bien intérêt à en acquitter le montant ; par conséquent, s'il en a remboursé la valeur au porteur régulier, son cessionnaire, il faut reconnaître qu'il est subrogé à tous les droits de celui-ci.

C'est en ce sens que se sont prononcés la plupart

des auteurs et la jurisprudence depuis plus d'un demi-siècle (1). « Attendu en droit, dit la Cour de cassation, dans un arrêt du 20 février 1843 (2), que la signature au dos d'une lettre de change vaut mandat pour recevoir le montant de cet effet et pour le négociier utilement, que la négociation régulière opérée en vertu d'un tel mandat transfère la propriété de la lettre de change; que si, par suite, le porteur, faute de paiement de la part du tiré, se fait rembourser par l'endosseur qui lui a transmis la lettre de change, ce dernier est subrogé aux droits du porteur, en vertu des dispositions de l'article 1251 du Code civil, qui, dans leur généralité, s'appliquent aux matières commerciales aussi bien qu'aux matières civiles; que, par suite de cette subrogation, l'endosseur se trouve aux lieu et place du porteur qui était devenu lui-même propriétaire de la lettre de change et peut dès lors exercer son recours contre le tireur ».

Dans une décision récente, la Cour de Lyon consacre les mêmes principes en ces termes : « La négociation régulière opérée en vertu d'un endossement irrégulier transfère la propriété de l'effet au cessionnaire et l'autorise à en poursuivre le paiement, sans

---

(1) Bordeaux, 26 février 1842, D., 42, 2, 236; Cass., 6 août 1844, D., 43, 4, 175; Cass., 15 février 1848, S., 52, 2, 219; Cass., 10 mai 1865, D., 65, 1, 265; Cass., 14 janvier 1873, D., 73, 1, 235; Cass., 3 mai 1893, D., 93, 1, 520; Trib. de co. Narbonne : *Annales du droit commercial*, 1899, p. 291; Massé, *op. cit.*, t. III, n° 257; Bédarride, *op. cit.*, t. I, n°s 326 et s.; Boistel, *Précis*, n° 761; Alauzet, t. IV, n° 1373; Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. IV, p. 117.

(2) S., 43, 1, 401.

que le souscripteur puisse lui opposer les exceptions qu'il aurait eu le droit d'invoquer contre le cédant. Lorsque le porteur de l'effet s'en est fait rembourser le montant par l'endossataire qui le lui avait transmis régulièrement, ce dernier se trouve subrogé aux droits du porteur et peut exercer son recours contre le souscripteur (1) ».

Par application de cette jurisprudence, il a été jugé, en particulier, que le porteur d'un effet de commerce, en vertu d'un endossement irrégulier, qui, après l'avoir négocié par endos régulier, l'a remboursé sur protêt, peut en réclamer de son chef le paiement aux endosseurs antérieurs ou au souscripteur, sans être passible des exceptions opposables à son cédant; c'est ainsi que le souscripteur ne pourrait même plus lui opposer la cause illicite pour laquelle le billet aurait été souscrit (2).

En résumé, l'irrégularité de l'endossement cesse d'être opposable à l'endosseur, cessionnaire irrégulier, lorsqu'il a remboursé après protêt un cessionnaire porteur de l'effet en vertu d'un endossement régulier (3).

Cependant certains auteurs et quelques Cours d'appel ont poussé plus loin encore l'application de cette théorie : la subrogation, a-t-on dit, devra être

---

(1) Lyon, 5 mars 1896, *Moniteur judiciaire de Lyon*, 5 mars 1896.

(2) Caen, 14 juillet 1845, D., 45, 4, 176 ; Trib. co. Lyon, 27 décembre 1884 ; *Moniteur judiciaire de Lyon*, 12 mars 1885.

(3) Tribunal de commerce du Havre, 24 décembre 1890 ; *Recueil juris. du Havre*, 91, 1, 19.

accordée dans tous les cas au cessionnaire irrégulier qui a été obligé de payer le montant de l'effet sans qu'on ait à rechercher si ce cessionnaire avait rendu compte de son mandat à son cédant, ou s'il avait purement et simplement payé avec la somme provenant de l'endossement opéré par lui et dont il était comptable à son propre mandataire. Les tiers n'ont aucune qualité pour rechercher si le paiement sur protêt a été fait avec les deniers fournis par le mandant. « De même que l'endossataire irrégulier ne peut prouver contre eux qu'il a fourni les fonds de la traite dont il est porteur, de même ils ne peuvent établir contre lui que le remboursement qu'il a opéré ne l'a pas été de ses deniers. Si l'apparence est décisive lorsqu'elle est en leur faveur, elle doit l'être également lorsqu'elle leur est contraire (1) ». D'ailleurs, ajoute-t-on, les tiers (tiré, accepteur, souscripteur, tireur, endosseurs antérieurs) sont tenus de garantir le montant de l'effet ; obligés de payer, puisque l'effet a été protesté faute de paiement, peu leur importe de payer entre les mains du cessionnaire irrégulier ou de son mandant, puisque le paiement fait au premier les libère aussi bien que s'il était fait au second.

Cette opinion a été consacrée par plusieurs décisions de jurisprudence ; la Cour de Caen, dans un arrêt en date du 14 juillet 1845, s'exprime ainsi : « Il (le cessionnaire irrégulier qui a payé) peut réclamer de son chef ce remboursement aux endosseurs antérieurs et au souscripteur sans être passible des

---

(1) Bédarride, *Lettre de change*, I, n° 327.

exceptions opposables à son cédant, son titre résidant alors dans le remboursement qu'il a opéré comme obligé à la garantie du paiement en sa qualité d'endosseur (1) ».

Cette théorie ne nous paraît pas exacte ; d'abord, il n'est pas vrai de dire qu'il soit indifférent à ceux que l'on désigne sous le nom de tiers, de payer entre les mains du cédant originaire ou entre celles de son mandataire ; ils peuvent avoir à opposer à l'un des exceptions qui seraient sans valeur vis-à-vis de l'autre, et ils auraient parfois au contraire un intérêt considérable à être poursuivis par l'un plutôt que par l'autre.

D'un autre côté, il ne faut pas oublier que la subrogation n'a jamais eu pour effet de conférer un droit de créance à celui qui n'en aurait pas un par lui-même : son rôle, en effet, se réduit à attribuer à une *créance préexistante* les garanties et les avantages attachés jusque-là à une autre créance. Si donc celui qui a reçu le titre par endossement irrégulier n'avait pas d'action contre son cédant qui est en même temps son mandant, ce n'est pas la subrogation aux droits du porteur remboursé par lui qui lui conférerait cette action : c'est ainsi que si, après avoir touché le montant de l'effet en l'endossant lui-même, l'endossataire irrégulier a dû ensuite le rembourser sur le recours du porteur non payé, il n'a rien à réclamer et la subrogation ne lui donne rien. Mais si au

---

(1) Caen, 14 juillet 1843, D., 43, 4, 176 ; Trib. co. Marseille, 24 septembre 1883 ; *Journ. juris.*, Marseille, 86, 1, 6.

contraire il a rendu compte à son mandant, si avant ou après le second endossement il lui a remis le montant du titre, ayant été obligé de payer sur les poursuites du porteur définitif, il aura contre son endosseur les actions que nous avons indiquées plus haut; dès lors, le bénéfice de la subrogation lui sera accordé, non seulement contre son cédant, mais contre les endosseurs précédents; cependant, ceux-ci pourront lui demander la preuve que son mandant est son débiteur du montant de l'effet, puisque, nous l'avons démontré, il ne peut agir qu'autant qu'il a une action contre son mandant. C'est ce qu'a très bien reconnu un récent arrêt de la Cour suprême ainsi conçu : « Attendu que si l'endossement en blanc d'un billet à ordre ne vaut que comme procuration, le porteur de cet endossement qui a négocié l'effet par un endossement régulier et en a remboursé le montant au tiers porteur non payé à l'échéance, est subrogé aux droits de ce dernier et, par conséquent, fondé à réclamer le remboursement aux autres signataires de l'effet, obligés au titre; qu'il peut notamment agir contre l'endosseur en blanc, de qui il tenait l'effet, *à condition qu'il lui ait rendu compte du mandat à lui conféré par la remise de cet endos en blanc* (1) ».

*Situation du cédant originaire.* — Nous avons vu que le cessionnaire régulier d'un titre qui tient l'effet d'un porteur irrégulier avait le droit d'actionner son

---

(1) Cass., 3 mai 1893, D., 93, 1, 520.

cédant lorsqu'il n'était pas payé à l'échéance; nous avons vu également que l'endossataire irrégulier qui a été obligé de rembourser le montant de l'effet à son cessionnaire, avait plusieurs actions pour recourir contre son mandant; mais le porteur régulier non payé a-t-il le droit d'exercer son recours directement contre le cédant originaire, sans être obligé de s'adresser à l'endosseur intermédiaire; en d'autres termes, l'endosseur irrégulier est-il tenu de garantir le paiement à l'échéance?

Il est un cas qui ne présente aucune difficulté : si le cessionnaire irrégulier, dans l'endossement régulier qu'il a opéré, a réservé sa qualité de mandataire, soit expressément, soit en transmettant le titre sans le signer, il est certain que le mandant doit être tenu comme tout endosseur, car lui seul est censé avoir fait l'endossement régulier par l'intermédiaire de son mandataire; mais que décider si l'endossataire irrégulier a endossé l'effet en son nom propre et sans aucune restriction?

Certains auteurs ont prétendu que le porteur non payé ne pouvait pas s'adresser au cédant originaire parce que celui-ci, en réalité, n'était qu'un commettant relativement à l'endossement régulier opéré par son mandataire; or, ajoute-t-on, il est un principe indéniable en matière de commission, c'est que le commettant n'est jamais tenu directement envers les tiers qui ont contracté avec le commissionnaire (1).

Ce raisonnement ne nous semble pas très juste :

---

(1) Rivière, *Répétitions de droit commercial*, p. 407.

il est certain que, en droit commun, le commettant n'est pas obligé, mais c'est parce que, en général, il n'est pas connu du tiers qui a contracté ; son nom n'a pas figuré dans l'opération, et le contractant n'a pas pu compter sur son obligation ; mais ici, il en est tout autrement : le cédant originaire a apposé sa signature sur le titre, l'endossataire régulier le connaît ; donc, il a pu compter sur sa garantie comme sur celle de tous ceux qui ont apposé leur signature sur le titre.

De plus, il ne faut pas oublier que l'endossataire irrégulier qui a fait un endossement régulier est un commissionnaire *sui generis*, il a une double qualité, il est aussi un mandataire et, à ce titre, il représente son cédant dans l'opération qu'il a mandat de réaliser, celui-ci ne saurait donc s'affranchir de l'obligation contractée par son mandataire.

Enfin, l'article 140 du Code de commerce nous présente un dernier argument en décidant que tous ceux qui auront apposé leur signature sur une lettre de change seront tenus d'en garantir le paiement. Ce système, qui semble bien le plus juridique, a triomphé en jurisprudence, et il est admis par un grand nombre d'auteurs.

« Attendu, dit la Cour de cassation, que la signature au dos d'une lettre de change ou d'un billet à ordre, vaut mandat à l'effet de les négocier et d'en toucher le montant : qu'à cet égard, le souscripteur et les endosseurs sont obligés par le fait du mandataire auquel ils ont remis la valeur, même avec leur endossement en blanc, lorsque ce mandataire ou ceux

qui lui ont été substitués par des endossements successifs ont transmis, au moyen d'endossement régulier, la propriété de cette valeur à un tiers porteur, lequel peut alors agir contre tous les obligés au titre (1) ».

### SECTION III

**Effets de l'endossement irrégulier lorsque la présomption de l'art. 138 n'est pas conforme à la réalité.**

#### § 1. — LA PRÉSUMPTION DE L'ART. 138 EST-ELLE IRRÉFRAGABLE ?

Jusqu'à présent nous avons étudié le système du Code de commerce dans ses plus rigoureuses conséquences ; nous avons toujours supposé que la présomption de l'article 138 était conforme à la réalité, c'est-à-dire que, dans l'intention des parties, l'endosseur était un mandant et le bénéficiaire un simple mandataire. Cela arrivera rarement, il faut le reconnaître, surtout pour l'endossement irrégulier proprement dit. Assurément des cas peuvent se présenter où, profitant de la présomption de la loi, les parties trouveront plus simple de faire un endossement incomplet pour conférer un mandat plutôt que de rédiger un endossement de procuration expresse. Cependant, en général, l'irrégularité proviendra d'une erreur ou d'une négligence ; le plus souvent l'en-

---

(1) Cass., 10 mai 1865, D., 65, 1, 275 ; Bastia, 14 janvier 1832, S., 32, 2, 635 ; Orléans, 11 décembre 1837, S., 40, 2, 489.

dosseur a voulu transférer la propriété de l'effet à l'endossataire, celui-ci a même fourni la valeur du titre à son cédant, et c'est involontairement qu'une omission s'est glissée dans la rédaction de l'endossement. Eh bien, dans ce cas, que va-t-on faire ? Faudra-t-il appliquer encore rigoureusement les principes du Code de commerce, devra-t-on décider que, bien qu'il ait fourni le montant de l'effet, l'endossataire n'est qu'un mandataire, ou bien, au contraire, celui-ci pourra-t-il prouver qu'en réalité il est propriétaire du titre dont il a fourni la valeur ; que si l'endossement est irrégulier, c'est par suite d'une erreur ? En d'autres termes, pourra-t-il combattre la présomption de la loi par la preuve contraire. C'est là une question qui présente pour le cessionnaire irrégulier un intérêt considérable : certainement sa qualité apparente de mandataire sera, dans certains cas, bien suffisante : en vertu de son mandat, en effet, il pourra présenter le titre à l'échéance, en réclamer le paiement, agir même en justice de son propre chef contre le débiteur. S'il obtient le paiement, il conservera les deniers reçus ; s'il n'est pas payé, il se retournera contre son cédant et au moyen des actions que nous avons indiquées plus haut, pourra obtenir le remboursement des fonds qu'il lui a avancés.

Mais supposons, au contraire, que le débiteur cédé lui oppose une exception du chef de l'endosseur, son mandant apparent, ou bien que, n'ayant pas été payé à l'échéance, il se retourne contre son cédant pour l'actionner en garantie, et que celui-ci lui oppose

purement et simplement sa qualité de mandataire, ne pourra-t-il pas, dans ce cas, prouver, vis-à-vis de certaines personnes au moins, qu'il a fourni la valeur de l'effet, que les parties en faisant l'endossement ont entendu constituer autre chose qu'un simple mandat, en un mot que la présomption de l'article 138 est fausse et que lui, cessionnaire, n'est pas un mandataire ordinaire ? Cette question est très controversée : trois opinions se sont produites à ce sujet, deux opinions absolues, dont l'une rejette et l'autre admet complètement la preuve contraire, une troisième qui distingue entre les parties contractantes et les tiers.

*1<sup>er</sup> système.* — La présomption du Code de commerce est irréfragable et n'admet aucune preuve contraire.

Pour soutenir cette première opinion absolue, on a dit que la loi avait imposé, pour la transmission des créances par voie d'endossement, des règles strictes et rigoureuses desquelles il était impossible de se départir ; c'est une faveur qui est accordée aux titres à ordre ; leur transmission étant beaucoup plus simple que celle des autres titres de créances, mais cette faveur ne peut exister qu'autant que l'on observe strictement les prescriptions de la loi. Du reste, les termes de l'article 138 du Code de commerce sont généraux et ne font aucune distinction : l'endossement qui n'est pas conforme à l'article 137 du Code de commerce n'est qu'une procuration. Aucune preuve prise hors du titre ne pourrait détruire le vice d'irrégularité dont est atteint l'endossement, la loi n'admet

pas d'équivalent, la présomption est donc irréfragable et absolue pour tous.

Cette théorie, aujourd'hui à peu près universellement repoussée, a cependant été consacrée par certains arrêts de jurisprudence (Caen, 26 février 1824; D., 28, 2, 138. — Cass., 15 juin 1831; S., 31, 1, 411). Dans un arrêt en date du 15 juin 1831, la Cour de cassation résume ainsi ce système : « Attendu qu'il résulte expressément des articles 136 et suivants qu'un endossement non revêtu des formalités qu'il prescrit, ne vaut que comme procuration et ne transmet pas la propriété de la lettre; que la loi n'admet ni distinction, ni équivalent, ni éléments étrangers au titre, que c'est dans l'endossement même que doit se trouver la preuve de sa régularité, que l'absence des conditions qui le constituent peut être opposée par toutes personnes intéressées à s'en prévaloir; d'où il suit que ce n'est pas seulement l'endosseur resté propriétaire de la lettre qui peut exciper de cette irrégularité, mais encore le tireur et l'accepteur, à l'effet de compenser le montant de la traite qu'ils doivent avec ce qui leur est dû par le véritable propriétaire de l'effet (1). »

La jurisprudence, depuis longtemps déjà, est revenue complètement sur cette opinion, et il faut bien reconnaître que les raisons que l'on donne pour appuyer cette théorie ne sont pas bonnes. D'abord, au point de vue pratique, ce système conduirait à des résultats déplorables; il permettrait à l'endosseur,

---

(1) S., 31, 1, 411.

qui aurait reçu le montant du titre au moment de l'endossement, de réclamer une seconde fois cette valeur à son cessionnaire, sous prétexte que celui-ci est son mandataire et doit lui rendre compte de l'exécution de son mandat : en d'autres termes, le cédant pourrait se prévaloir, pour toucher une somme à laquelle il n'a pas droit, d'une irrégularité dont il est l'auteur. Or, il est un principe d'équité, en vertu duquel nul ne peut s'enrichir sans cause aux dépens d'autrui. On ne saurait donc laisser se commettre de telles iniquités, et il semble, *a priori*, impossible de permettre à l'endosseur de se prévaloir de l'irrégularité du titre.

Au point de vue juridique, ce système, ajoute-t-on, n'est pas plus soutenable : en droit commercial, comme en droit civil, toute créance entre les parties est transférée par le seul consentement ; aucune forme n'est exigée pour que cette transmission soit parfaite et pour que les obligations qui en dérivent prennent naissance entre les contractants. Par conséquent, peu importe que l'endossement ne soit pas opéré selon les formes : si les conditions de fond sont remplies, si l'endossataire a fourni à son cédant la valeur du titre, la transmission doit être considérée comme parfaite entre eux, et l'endosseur ne peut pas venir ensuite se prévaloir d'une irrégularité à laquelle il a contribué (1).

Cette première opinion, comme nous l'avons dit plus haut, a peu de partisans, et la jurisprudence,

---

(1) Arthuys, *Revue critique*, 83, 1, 282.

ainsi que les auteurs, se sont ralliés à l'un des deux autres systèmes.

2<sup>e</sup> système. — La présomption de l'article 138 peut être combattue par la preuve contraire *erga omnes*.

Cette théorie, diamétralement opposée à la précédente, est, comme on le voit, tout aussi absolue en sens contraire : la preuve de la valeur fournie peut toujours être faite sans distinction, l'endossataire irrégulier peut toujours prouver contre tous qu'il est propriétaire du titre et non un simple mandataire.

Pour soutenir ce système, on se base d'abord sur les précédents historiques. Comme nous l'avons vu plus haut, l'ordonnance de 1673 édictait les mêmes prescriptions que le Code de commerce en ce qui concerne l'endossement, et attribuait la même sanction à l'inobservation des formes ; or, une jurisprudence constante, agissant dans l'intérêt du commerce, admettait, d'une façon absolue, la preuve *erga omnes* de l'inexactitude de la présomption de la loi : les mêmes raisons se présentent aujourd'hui de faire une pareille application des dispositions légales.

De plus, il faut bien reconnaître que, en principe, l'endossement est translatif de propriété et que toute limitation à ce principe doit être entendue restrictivement : l'article 138 par conséquent, qui est une dérogation au principe général, doit recevoir une application restrictive : or l'article 138 n'est pas conçu en termes prohibitifs, l'endossement, dit-il, qui ne sera pas conforme aux dispositions de l'article 137, ne vaudra que comme procuration ; cela veut dire que,

en principe, si personne ne proteste, le titre ne sera pas translatif de propriété, mais cela ne veut pas dire qu'on ne pourra pas prouver que la présomption de la loi est fausse et que l'endossement, quoique irrégulier, est cependant translatif. Cette preuve au contraire doit être permise puisqu'on ne l'interdit pas, et une fois que le bénéficiaire aura prouvé qu'il a fourni la valeur, et par conséquent, que les parties n'ont pas voulu faire un mandat, mais un transfert de propriété, le vice d'irrégularité dont le titre était atteint sera réparé et l'effet prendra *erga omnes* la même valeur que si, à l'origine, il avait été endossé régulièrement.

On ajoute que décider autrement, ce serait aller à l'encontre des intérêts du commerce, ce que du reste l'ancienne jurisprudence avait bien compris : les endossements irréguliers, surtout les endossements en blanc, sont très fréquents, on porterait donc un très grand préjudice à la pratique commerciale en privant le porteur d'un effet muni d'un endossement irrégulier de presque tous ses recours, et on enlèverait ainsi au titre une grande partie de sa valeur (1).

Ce système a été consacré par un certain nombre

---

(1) Cass., 8 novembre 1826, D., 27, 1, 42; Paris, 8 juin 1831, S., 32, 2, 28; Angers, 18 février 1838, D., 38, 2, 179; Amiens, 8 mars 1840, D., 42, 2, 144; Bourges, 26 mai 1863, D., 63, 2, 198; Cass., 21 décembre 1864, D., 65, 1, 30; Cass., 12 janvier 1869, S., 69, 1, 73; Paris, 25 novembre 1889, *J. Trib. co.*, 1890, p. 471; Paris, 11 juillet 1895; Paris, 25 novembre 1896, *J. Tri. co.*, 96, p. 433; Trib. co. Seine, 22 janvier 1896; *Gaz. Pal.*, 1896, 1, 448; Frémery, *op. cit.*, p. 132; Massé, *Droit commercial*, 1574.

de décisions de jurisprudence : dans un arrêt du 26 mai 1863, la Cour de Bourges s'exprime ainsi :

« Considérant qu'en matière commerciale, le transport des valeurs s'opère par la voie de l'endossement, qu'à la vérité, l'endossement, s'il n'est conforme aux dispositions de l'article 138 du Code de commerce, ne vaut que comme procuration mais que, pour la facilité et par faveur pour la sincérité des transactions commerciales, il est généralement admis et de jurisprudence constante qu'à la charge par le tiers porteur en vertu d'un endos irrégulier de justifier d'une négociation sérieuse et d'une créance légitime en l'acquit de laquelle la valeur lui a été transmise, l'endossement recouvre son vrai caractère et son efficacité (1) ».

En conséquence, la Cour décide que le porteur d'un tel endossement peut réclamer en son nom le paiement de l'effet, s'il justifie en avoir reçu la valeur.

La Cour de cassation, dans un arrêt du 16 décembre 1879, décide même que des présomptions suffisent pour établir le véritable caractère d'un endossement entaché d'irrégularité, et pour réparer la déchéance provenant de ce vice (2). « Attendu que les juges du fond peuvent s'appuyer sur de simples présomptions pour décider que le porteur d'un effet endossé en blanc est réellement propriétaire de cet effet, et qu'il est constaté par l'arrêt attaqué que les juges du fond ont induit des circonstances et des

---

(1) D., 63, 2, 198.

(2) D., 80, 1, 197.

documents de la cause par eux souverainement appréciés que le défendeur éventuel était porteur des traites dont il s'agit, non pas comme un simple mandataire, mais comme ayant la propriété de ces traites, qu'une telle décision reste donc à l'abri de la censure de la Cour de cassation (1). »

Ce système, quoique plus juridique que le précédent, ne nous satisfait pas et nous paraît trop absolu. D'abord la loi déclare qu'un tel endossement ne vaut que comme procuration et, dans ce système, on lui fait produire les effets d'un transport vis-à-vis de tout le monde. Il est vrai que la prohibition de la preuve contraire *erga omnes* n'est pas édictée d'une façon expresse par l'article 138, mais ne résulte-t-elle pas clairement des termes de l'article 1352 du Code civil ainsi conçu : « Nulle preuve n'est admise contre la présomption de la loi, lorsque sur le fondement de cette présomption, elle annule certains actes ou dénie l'action en justice, à moins qu'elle n'ait réservé la preuve contraire ». Or, l'article 138 du Code de commerce, qui déclare que le porteur d'un titre en vertu d'un endossement irrégulier n'est qu'un mandataire entend par là que toute action est déniée à ce porteur irrégulier de son chef contre ceux qui sont tenus au paiement de la lettre ; or, le même article ne réserve

---

(1) Comme conséquence de cette théorie, il a été décidé que le porteur en vertu d'un endossement, qui justifie avoir fourni la valeur du billet, couvre par cette justification l'irrégularité originaires et ne peut pas se voir opposer les exceptions opposables au tireur. (Paris, 12 juillet 1895 ; *Jour. Trib. co.*, 96, p. 433.)

pas la preuve contraire, il faut donc en conclure, en s'en tenant au texte même de la loi, que le porteur d'un titre en vertu d'un endossement irrégulier n'a pas le droit de prouver *erga omnes* que la présomption qui résulte de l'irrégularité du titre est fausse.

D'un autre côté, il est un principe que personne ne conteste, c'est que la lettre de change doit se suffire à elle-même, le caractère de la négociation doit être déterminé par le contexte même de l'endossement, les tiers ne peuvent être liés que par la forme extérieure du titre, on ne doit pouvoir leur opposer aucune preuve prise en dehors de l'endossement. Toute autre opinion entraînerait un nombre infini de procès : les tiers seraient obligés de discuter sur des faits qui leur sont totalement étrangers et ils pourraient se trouver ainsi dans une situation très défavorable. Enfin il faut se rappeler que l'endossement, imaginé pour faciliter la transmission de certaines créances, a été entouré par le législateur de formalités destinées à remplacer la signification ou l'acceptation dans un acte authentique, mais devant en même temps présenter une certaine sécurité pour les contractants et mettre les endossements à l'abri de toute fraude. Or si l'on reconnaissait à tout endossataire irrégulier le droit de prouver *erga omnes* qu'il est propriétaire du titre et non mandataire de son cédant, les tiers contre lesquels il pourrait agir resteraient à la merci de l'endosseur et du bénéficiaire et seraient continuellement exposés à être victimes de fraudes concertées entre les contractants; rien, en effet, ne serait plus facile à ceux-ci que de soutenir, même de prouver,

suivant leur intérêt, tantôt que l'endossement n'est qu'une procuration, quand on ferait valoir une exception opposable au porteur, tantôt qu'il est translatif de propriété, quand l'exception ne serait opposable qu'au cédant. Aussi les auteurs et la jurisprudence, surtout dans ses décisions les plus récentes, se sont-ils arrêtés à un troisième système intermédiaire.

*3<sup>e</sup> système.* — La présomption de l'article 138 du Code de commerce peut être combattue par la preuve contraire entre les parties seulement.

Ce système, soutient-on, est plus conforme aux principes; si toute créance civile ou commerciale, en effet, est transférée entre les parties par le seul consentement, il n'en est pas de même pour les tiers : pour ceux-ci, il faut quelque chose de plus; s'il s'agit d'un transport civil, il faudra la signification au débiteur cédé ou bien son acceptation dans un acte authentique; s'il s'agit d'un endossement, il faudra toutes les formalités de l'article 137; ces formalités sont la garantie des tiers et rien ne peut y suppléer; si elles ne sont pas remplies, l'endossement est frappé de déchéance et aucune preuve extérieure au titre ne peut, pour les tiers, lui rendre sa valeur. En résumé, le porteur cédé qui aura fourni la valeur de l'effet pourra prouver contre son cédant qu'il est propriétaire du titre, mais ne pourra pas faire cette preuve à l'égard des tiers (1). Cette théorie est très nettement

---

(1) Cass., 5 juillet 1843, D., 43, 1, 442; 29 décembre 1858, D., 59, 1, 25; 7 août 1867, D., 67, 1, 327; 21 janvier 1870, D., 70, 1,

formulée dans un arrêt de la Cour de cassation, ainsi conçu :

« Attendu que, selon l'article 138 du Code de commerce, l'endossement irrégulier ne vaut que comme procuration, que celui qui a obtenu un endossement de ce genre peut bien s'en servir à l'égard de l'endosseur, pour prouver contre celui-ci qu'il a fourni les fonds du billet, mais qu'il ne peut faire usage de cette faculté de preuve contre le souscripteur, lequel est un tiers à l'égard du porteur de l'endossement irrégulier ;

« Attendu que, même à l'égard du souscripteur, le porteur du billet n'est pas dépourvu de toute qualité et peut agir, sous la condition de subir toutes les exceptions que ce souscripteur pourrait opposer à celui qui a donné l'endossement irrégulier, mais que ce droit d'action ne subsiste qu'en vertu du mandat résultant de l'endossement et doit cesser quand le mandat a été révoqué (1) ».

Comme nous sommes en matière commerciale, la preuve pourra être fournie entre les parties par tous les moyens possibles : par témoins, par les livres de

---

364 ; 12 mars 1887, D., 88, 2, 260 ; Cass., 10 décembre 1888 ; *Pand. fr.*, 89, 1, 205 ; 19 mai 1890, *Pand. fr.*, 91, 1, 18 ; Rouen, 19 décembre 1891, *Rec. arr.* Caen et Rouen, 1892, 2, 23 ; Paris, 20 février 1894, *Gaz. pal.*, 1894, 1, 394 ; Nougier, *De la Lettre de change*, I, 771 et 775 ; Alauzet, *op. cit.*, IV, 13, 1363 et s. ; Bravard et D., *op. cit.*, III, p. 180 ; Boistel, *Précis*, n° 766 ; Bédarride, I, 320 et 321 ; Ruben de Couder, *Dictionnaire*, n° 587 et s. ; Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. IV, n° 148.

(1) Cass., 5 janvier 1864, D., 64, 1, 83 ; dans le même sens : Trib. co. Seine, 30 janvier 1896, *Annales du droit commercial*, 96, p. 340.

commerce, par la correspondance ou même à l'aide de simples présomptions (1).

Il a été jugé que le caractère translatif de propriété de l'endossement irrégulier d'un effet de commerce pouvait ressortir de l'intention des parties et notamment d'un acte duquel il résulte que l'endosseur, en remettant cet effet, a voulu se libérer de sa dette envers le porteur, et lui faire cession de la créance qu'il avait sur le souscripteur de l'effet (2).

Cette théorie qui, cependant, a rallié la majorité des suffrages, ne nous satisfait pas complètement. Nous admettons assurément la distinction que fait la jurisprudence au sujet du porteur, selon que celui-ci se trouve en présence de son endosseur ou des tiers ; il est bien certain, en effet, que le bénéficiaire ne peut prouver vis-à-vis des tiers qu'il a fourni la valeur du titre, il doit rester pour eux un simple mandataire et rien de plus. Mais, vis-à-vis de son endosseur, nous ne pensons pas que le cessionnaire puisse prouver, lorsqu'il a fourni la valeur de l'effet, qu'il détient le titre en qualité de propriétaire et cela pour une raison bien simple : c'est que l'article 138 du Code de commerce ne le permet pas. L'endossement irrégulier n'est *qu'une procuration*, dit le Code de commerce, sans faire de distinction : quoi qu'il arrive, il ne peut être autre chose ; peu importe que le porteur s'adresse aux tiers ou à son endosseur. On ne peut cependant

---

(1) Cass., 14 avril 1836, S., 36, 1, 286 ; Trib. co. Marseille, 18 janvier 1886, *Jour. juris.*, Marseille, 86, p. 102.

(2) Trib. co. Seine, 13 novembre 1894, *Gaz. pal.*, 1895, 1, 159.

pas, pour les besoins d'une théorie, supprimer une disposition aussi formelle et accorder à une personne des avantages que la loi lui enlève expressément.

Mais alors, dit-on, les reproches si justifiés que l'on avait adressés au premier système, vont reparaître ici avec la même force.

Il est facile de répondre à cette objection : le porteur, qui doit être toujours considéré comme un mandataire est, vis-à-vis de son endosseur, dans des conditions spéciales, en raison de ce fait qu'il a fourni à son cédant la valeur du titre ; comme celui-ci ne peut pas percevoir deux fois de suite le montant de l'effet, le mandat qu'il a conféré devient irrévocable, le mandataire n'est plus tenu de rendre compte à son cédant ; en d'autres termes, c'est un *procurator in rem suam*. Il ne devient pas propriétaire du titre et, de cette façon, on reste dans les termes de l'article 138 du Code de commerce ; mais, en raison des avantages que lui procure la *procuratio in rem suam*, il reste à l'abri de toute revendication injuste de son cédant.

Ce système, dont les résultats pratiques sont presque les mêmes que ceux de la théorie de la jurisprudence, a en outre cet avantage d'être bien plus en harmonie avec certaines décisions de la Cour de cassation ; nous avons vu plus haut que la Cour suprême décidait que le décès et la faillite de l'endosseur pouvaient ne pas mettre fin au mandat du porteur, si celui-ci avait fourni la valeur de l'effet ; n'est-ce pas là une conséquence de la théorie que nous avons soutenue : le mandat du porteur n'est pas révoqué, parce que c'est

une *procuratio in rem suam*, c'est-à-dire un mandat essentiellement irrévocable (1).

§ 2. — QUELS SONT LES TIERS?

Que l'on admette la théorie que nous avons soutenue ou que l'on s'en tienne au système de la jurisprudence, il y a lieu de faire une distinction entre les tiers et les parties contractantes : il est donc nécessaire de rechercher quels sont les *tiers*, c'est-à-dire ceux contre lesquels, en aucun cas, l'endossataire irrégulier ne peut prouver qu'il a fourni la valeur.

D'une façon générale, les tiers sont tous ceux dont l'intérêt serait compromis par le renversement des faits jusqu'alors acceptés comme constants.

1<sup>o</sup> *Tireur, tiré, souscripteur*. — Il semble que l'on doive ranger, sans hésitation, au nombre des tiers : le tireur, le tiré accepteur, le souscripteur et les endosseurs antérieurs qui sont obligés au paiement du titre.

Cependant, des difficultés se sont présentées dans la pratique, et la jurisprudence n'a pas toujours appliqué bien rigoureusement les principes admis par elle en matière d'endossement irrégulier. Par exemple, certains arrêts ont décidé, d'une façon formelle, que la preuve de la valeur fournie pouvait être faite contre le souscripteur d'un billet à ordre ou le tiré

---

(1) V. M. Bailly à son cours.

accepteur. Un arrêt de la Cour de cassation du 11 janvier 1869 (1) s'exprime ainsi : « Attendu que les articles 136, 137, 138 du Code de commerce ne font point obstacle à ce que le porteur d'un effet de commerce en vertu d'un endossement irrégulier prouve contre son endosseur, contre les syndics de la faillite de celui-ci, et à plus forte raison *contre le tiré* qui a accepté l'effet, le versement des valeurs et la réalité de la transmission, à son profit, de la propriété dudit effet en dehors de l'endossement. »

Cette solution nous semble absolument contraire à la distinction établie par la jurisprudence et si nettement formulée dans les décisions rapportées plus haut et notamment dans un arrêt de la Cour de Bordeaux du 14 mai 1872, ainsi conçu : « Attendu qu'aux termes de l'article 138 du Code de commerce, l'endossement irrégulier ne vaut que comme procuration, que le porteur d'un effet de commerce, en vertu d'un tel endossement peut, il est vrai, prouver contre son endosseur immédiat qu'il en a réellement fourni la valeur ; mais, qu'en principe, il ne saurait avoir cette faculté contre le souscripteur de l'effet qui est un tiers à son égard ; que, sans doute, il n'en a pas moins le droit de poursuivre contre le souscripteur ou le tiré le paiement du billet ou de la lettre de change, mais que ce droit d'action ne lui appartenant qu'en vertu du mandat à lui conféré par l'endossement irrégulier, et le laisse, par cela même, passible de toutes les exceptions opposables à son endosseur

---

(1) D., 72, 1, 125.

ou mandant, et doit cesser quand le mandat se trouve révoqué par la faillite de cet endosseur (1). »

Le tiré accepteur ou le souscripteur nous semblent, au premier titre, des tiers qui peuvent avoir un intérêt personnel à invoquer la présomption de l'article 138 et à se prévaloir de l'irrégularité de l'endossement; c'est ce qui se passera lorsqu'ils auront une cause de compensation à opposer du chef de l'endosseur (2).

2° *Endosseurs*. — En principe, nous avons dit que les endosseurs étaient des tiers pour le porteur d'un titre endossé irrégulièrement; cependant, dans le cas de plusieurs endossements irréguliers successifs, faudra-t-il décider encore que le premier endosseur irrégulier est un *tiers* pour le dernier porteur irrégulier, et que si celui-ci lui intente une action en garantie du paiement de l'effet, il peut lui opposer une fin de non-recevoir basée sur ce qu'il n'a pas contracté directement avec lui et qu'il est étranger à l'opération ?

Si l'on examine la situation juridique de chacune des parties dans l'opération, on doit reconnaître que le premier endosseur irrégulier est un mandant; quant

---

(1) D., 74, 2, 10.

(2) Dans l'esprit de l'arrêt de cassation de 1889, cet intérêt, il est vrai, n'existait pas : l'accepteur devait payer, il lui importait peu que ce fût entre les mains du porteur, au profit duquel l'endossement irrégulier était intervenu, ou entre les mains du syndic de la faillite de l'endosseur; ce qu'il y a de critiquable surtout, ce sont les motifs trop généraux de la décision.

au deuxième endosseur irrégulier, il a transmis le titre en qualité de mandataire de son cédant : il y a donc purement et simplement une substitution de mandat.

Le dernier porteur devient un mandataire par rapport au premier endosseur : celui-ci peut agir directement contre le substitué, ainsi que cela résulte de l'article 1994-2° du Code civil, et, réciproquement, le dernier mandataire a une action directe contre lui pour se faire indemniser. Dans ces conditions, les choses doivent se passer comme elles se passent entre le cédant irrégulier et son cessionnaire immédiat ; le porteur pourra donc apporter, à l'encontre de l'endosseur irrégulier originaire, la preuve qu'il a fourni la valeur et qu'il n'est pas un mandataire ordinaire. C'est ce que la Cour de cassation a décidé dans un arrêt du 7 août 1867 (1) et qui nous paraît intéressant à rapporter. Les consorts Météreau avaient adressé à Holley un connaissement à ordre représentant des marchandises qu'ils lui avaient vendues ; le connaissement était endossé en blanc. Holley le remit, avec sa simple signature au dos du titre, aux banquiers Dats, qui lui prêtèrent sur ce titre une somme importante. Holley tomba en faillite, et les vendeurs, non payés, revendiquèrent leur marchandise. La Cour de Rouen avait jugé que l'endossement ne valait que comme procuration, ce qui permettait aux endosseurs originaires d'opposer aux banquiers toutes les exceptions qui pouvaient provenir du chef de Holley, leur endos-

---

(1) D., 67, 1, 327 ; v. Cass., 5 novembre 1872, S., 73, 1, 12.

seur direct. La Cour de cassation cassa l'arrêt en ces termes : « Attendu que, s'il est vrai que l'endossement d'un connaissance à ordre ne vaut que comme procuration, lorsqu'il ne contient pas toutes les mentions exigées par l'article 137 du Code de commerce, il est également certain que le porteur de ce connaissance irrégulier peut toujours, comme lorsqu'il s'agit d'une lettre de change, prouver, à l'encontre de l'endosseur, qu'il a fourni la valeur du titre passé à son ordre.

« Qu'ainsi Dats et C<sup>ie</sup> peuvent incontestablement établir à l'encontre de Holley, leur endosseur direct, la sincérité de la négociation intervenue entre eux le 10 novembre 1864, qu'ils peuvent faire également cette preuve à l'égard de Météreau qui, d'après les circonstances de la cause, ne peut être considéré comme un tiers à leur égard : qu'en effet, Météreau ayant transmis le connaissance à Holley par un endossement en blanc, il en résulte que celui-ci n'a jamais été que le mandataire de Météreau (1) ».

Le porteur, cessionnaire irrégulier, est donc réputé, dans ce cas, l'ayant cause direct du cédant originaire sans qu'il y ait à tenir compte des mandataires interposés.

3<sup>o</sup> *Créanciers de l'endosseur.* — D'une façon générale, il faut reconnaître que les créanciers de l'endosseur irrégulier ne peuvent, pas plus que ce dernier, être considérés comme des tiers vis-à-vis du porteur : ce sont ses ayants cause et on ne peut leur accorder

---

(1) Cass., 7 août 1867, D., 67, 1, 328.

plus de droits que celui-ci n'en a lui-même (1). Mais doit-il en être toujours ainsi, faut-il admettre encore la même solution lorsque l'endosseur est tombé en faillite; doit-on dénier à la masse des créanciers la qualité de tiers et lui faire subir, au point de vue de la preuve que le porteur irrégulier est autorisé à fournir, le sort du débiteur lui-même? C'est là une question fort importante et qui est très controversée.

« Il ne s'agit pas de savoir, dit M. Arthuys, si le cessionnaire peut prouver qu'il a fourni la valeur, et se présenter à ce titre au passif de la faillite pour obtenir un dividende en exerçant au moins une ré pétition de l'indû : il ne nous semble pas douteux qu'il ait ce droit. Il s'agit de savoir s'il est devenu propriétaire du titre, de telle sorte que, s'adressant au tiré ou à tout autre obligé que nous supposons solvable, il obtiendra un paiement intégral (2) ».

Il faut admettre, bien entendu, que l'endossement irrégulier n'a pas été fait en fraude des droits des créanciers, sans quoi ceux-ci pourraient l'attaquer par l'action Paulienne que leur donne l'article 1167 du Code civil, ni pendant la période suspecte, sinon il y aurait lieu d'appliquer l'article 447 du Code de commerce. Nous supposerons donc que l'endosseur a fait l'opération alors qu'il était capable de s'engager. Sur cette grave question, la jurisprudence a changé de système : au début, elle décidait que la masse des

---

(1) Trib co. Saint-Etienne, 1<sup>er</sup> mai 1894, *Annales du droit commercial*, 94, p. 72.

(2) *Revue critique*, 1883, p. 272.

créanciers devait être considérée comme un tiers à l'égard duquel l'endossement irrégulier donné par le débiteur failli ne pouvait jamais devenir, à l'aide d'aucune preuve extrinsèque, translatif de propriété, au préjudice de l'actif de la faillite (1).

Dans un arrêt du 16 juin 1846 (2), la Cour suprême décidait que le porteur de l'effet serait admissible à prouver contre la masse qu'il avait réellement fourni la valeur de l'effet, s'il s'agissait seulement de le faire figurer au passif de la faillite et non de le faire considérer comme propriétaire de l'effet.

Cette opinion ne nous paraît pas conforme aux principes. En effet, quand les créanciers agissent, c'est comme exerçant les droits de leur débiteur en vertu de l'article 1166 du Code civil, et alors leurs droits ne peuvent pas être plus étendus que ceux de ce dernier : ce n'est que lorsqu'un acte a été fait en fraude de leurs droits, qu'ils ont une action propre, qu'ils sont des tiers. Mais ce n'est pas ce que l'on suppose ici; comme nous l'avons dit plus haut, la négociation a été faite régulièrement : or, la faillite d'un débiteur ne peut pas changer la nature du droit de ses créanciers; le jugement déclaratif ne leur attribue pas une action propre, ils n'agissent qu'en vertu de l'attribution générale qui leur est faite des droits de leur débiteur. C'est l'opinion que la Cour de cassation, revenant sur son premier système, a consacrée par un arrêt du 29 décembre 1858 (3) : « Attendu,

---

(1) Cass., 15 décembre 1841, D., 42, 1, 49.

(2) D., 46, 1, 378.

(3) D., 59, 1, 25.

dit la Cour, que les articles 134 et 138 du Code de commerce ne font pas obstacle à ce que, tous les droits des tiers étant réservés, le porteur d'un effet de commerce revêtu d'un endos irrégulier prouve, vis-à-vis de son endosseur direct, par les voies admises en matière de commerce, le versement des valeurs et la réalité, en dehors de l'endossement, de la négociation dudit effet et qu'il complète ainsi les conditions légales de cet endossement. Attendu que les syndics d'une faillite représentant la masse ne sont des tiers, vis-à-vis du failli, que lorsqu'ils exercent une *action propre aux créanciers* ou lorsqu'ils attaquent en leur nom les actes faits en fraude de leurs droits par leur débiteur ; mais qu'ils ne sont que des ayants cause quand ils font valoir ses droits et actions en vertu de l'article 443 du Code de commerce et du principe posé en vertu de l'article 1166 du Code civil.

« Attendu que le syndic de la faillite G..., en demandant la restitution des effets de commerce qui, à raison de l'irrégularité des endossements n'auraient pas cessé d'être la propriété du failli, ne se prévalait que du droit de celui-ci ; qu'il n'agissait dès lors que de son chef, comme son ayant cause et était, à ce titre, passible des exceptions opposables à G... »

Depuis cette époque, la jurisprudence n'a pas varié et elle n'a cessé de consacrer ce système (1). Tel est aussi l'avis d'un grand nombre d'auteurs (2).

---

(1) Cass., 12 janvier 1867, D., 72, 125 ; Bordeaux, 4 novembre 1889, *Journ. arrêt.*, Bordeaux, 90, 1, 127.

(2) Nouguier, *De la lettre de change*, t. I, n° 777 ; Massé, t. III,

Cependant, certains esprits ne se laissent pas convaincre par ce raisonnement. M. Arthuys (1), entre autres, s'exprime ainsi : « Un endossement irrégulier dont la valeur a été fournie n'est qu'une cession ordinaire de créance produisant effet entre les parties, mais n'en produisant pas vis-à-vis des tiers ; il n'a pas plus de valeur qu'une cession de créance qui n'a pas été notifiée. Les formes auxquelles l'endossement est soumis ne peuvent être remplacées que par la signification de la cession ou son acceptation par le débiteur. Ceci admis, est-il exact de dire que la faillite n'a pas changé la situation des créanciers et qu'ils continuent à exercer purement et simplement les droits de leur débiteur ? C'est ce que nous ne croyons pas ; le dessaisissement produit l'effet d'une saisie générale, les créanciers deviennent des tiers après le jugement déclaratif et la transmission ne leur serait pas plus opposable que ne le serait une cession de créance non signifiée à un créancier qui aurait pratiqué une saisie-arrêt ».

Ce raisonnement ne nous semble pas tout à fait exact : il est certain que le dessaisissement qui atteint le failli produit l'effet d'une saisie générale et la masse pourrait faire tomber tout acte translatif postérieur à la faillite, mais la preuve faite après la faillite, d'une cession antérieurement consentie sous l'apparence d'un endossement de procuration, ne

---

1574 ; Ruben de Couder, *Dictionnaire*, 592 ; Alauzet, *op. cit.*, t. IV, 1368 ; Bravard et Demangeat, t. III., p. 186 ; Boistel, *Précis*, 767 ; Lyon-Caen et Renault, *Traité*, n° 148, *note*.

(1) *Revue critique*, 83, p. 282.

saurait être assimilée à un endossement translatif postérieur à cette faillite, ni même à la signification postérieure d'une cession civile ; dans l'espèce, il s'agit seulement de *constater* un acte antérieur à la faillite, un fait juridique dont tous les éléments sont déjà constants : c'est simplement une constatation ou, si l'on préfère, la preuve d'un fait antérieur, ce qui n'équivaut pas à la mutation du droit : la preuve, du reste, produit un effet rétroactif et la translation prend naissance pour les contractants ou leurs ayants cause, non du jour où cette preuve est faite, mais du jour où la translation est opérée (1).

### § 3. — NATURE DE L'OBLIGATION DE L'ENDOSSEUR.

Si l'on admet la théorie de la jurisprudence relativement aux effets de l'endossement irrégulier, lorsque le cessionnaire a fourni la valeur du titre, une question fort délicate reste à examiner : l'endossement irrégulier produit-il, dans ce cas, à la charge de l'endosseur, une obligation provenant de la lettre

---

(1) En raisonnant ainsi, nous nous plaçons au point de vue du système de la jurisprudence relativement à la preuve que peut apporter l'endossataire irrégulier qui a fourni la valeur du titre : en admettant l'opinion que nous avons soutenue, et qui nous semble à tous points de vue préférable, la preuve que pourrait apporter le cessionnaire qui a fourni la valeur serait, non pas celle du transfert de la propriété du titre, mais celle de l'irrévocabilité du mandat qui est une *procuratio in rem suam*. Les personnes contre lesquelles cette preuve pourrait être admise seraient, du reste, celles que nous avons indiquées.

de change, ou bien une obligation de droit commun ? Cette question présente un intérêt considérable : si l'on s'en tient à la première solution, en cas de contestation, la compétence sera commerciale ; la prescription sera celle de l'article 189 C. co. ; enfin, autrefois, il y aurait eu lieu d'appliquer la contrainte par corps. Si, au contraire, on admet le deuxième système, le porteur n'aura plus contre son endosseur le même recours et il ne pourra plus intenter son action par les mêmes voies.

Pour soutenir la première théorie, on dit : les parties ont certainement eu l'intention de faire un endossement avec tous les résultats qu'il produit, il faut respecter leur volonté ; les formalités, au moment de l'opération, n'ont pas été remplies, mais la preuve de la valeur fournie une fois faite, l'omission doit être considérée comme réparée, le défaut de formalités est parfaitement remplacé par la preuve contraire. « L'endossement irrégulier ainsi rectifié doit participer à la nature du titre et produire les effets qui lui sont propres ». Cette opinion a été consacrée dans un arrêt de la Cour de cassation du 5 juillet 1843 (1).

« Attendu que si, aux termes de l'article 138 du Code de commerce, l'endossement irrégulier n'opère pas transport et ne vaut que comme procuration, cette disposition de la loi ne fait preuve irréfragable que relativement aux tiers : mais qu'il en est autrement quand le débat s'élève entre le porteur et son cédant immédiat, dont l'endossement irrégulier est l'ouvrage ;

---

(1) S., 44, 1, 41.

que, dans ce cas, la présomption cède à la preuve contraire, et, s'il en résulte que la propriété a été transférée par l'endossement, malgré son irrégularité, cette propriété demeure acquise au porteur ; que dès lors la garantie solidaire prononcée par l'article 140 du Code de commerce, ainsi que la contrainte par corps, deviennent la conséquence légale de la preuve du transfert de la propriété de la lettre de change ».

Ce système n'a pas prévalu et l'opinion contraire est admise par la majorité des auteurs : en effet, dit-on, le cessionnaire n'agit pas, à proprement parler, en vertu de l'endossement : il agit en vertu d'une cause qui n'est pas énoncée dans l'endossement et dont il fait preuve par des documents extrinsèques. Donc, à cet égard, son action tombe sous l'empire des principes du droit commun ; elle est régie par ces principes.

De plus, il ne faut pas oublier que l'endossement est soumis, pour sa perfection, à un certain nombre de règles, tandis que la cession de créance entre les parties n'est subordonnée à aucune formalité : la preuve faite de la valeur fournie ne peut, en aucun cas, être considérée comme un endossement régulier, car rien ne peut remplacer les formes, elle ne vaudra donc que comme une cession de créance ordinaire ; si la preuve contraire rendait à l'endossement toute sa valeur, elle serait admise aussi contre les tiers, ce que la jurisprudence repousse avec raison (1).

---

(1) Bravard et Demangeat, *Droit commercial*, III, p. 181 ; Arthuys, *op. et loc. citat.* ; Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. IV,

En conséquence, le porteur d'un titre par endossement irrégulier peut bien avoir un droit qui lui soit propre, mais ce n'est pas un droit résultant de la lettre de change.

Avant de quitter l'endossement irrégulier en général, il faut remarquer qu'il n'est pas possible de faire disparaître, dans la suite, le vice dont est atteint le titre irrégulièrement endossé ; c'est ainsi qu'un endossement dans lequel on aurait omis d'énoncer la valeur fournie, ou la date, serait irrémédiablement vicié et ne pourrait licitement être régularisé par le porteur. Jusqu'à preuve contraire en effet, celui qui s'est contenté de certaines énonciations, est présumé l'avoir fait sciemment, et l'expression de sa volonté ne peut être modifiée à son insu (1).

Cette observation, du reste, ne s'applique qu'à l'endossement irrégulier ordinaire ; en effet, pour l'endossement en blanc, nous le verrons bientôt, il en est tout autrement, la jurisprudence reconnaît au porteur d'un pareil endossement le droit de le régulariser jusqu'à un certain moment et ainsi de s'en attribuer régulièrement la propriété.

---

n° 148, sur cette question de l'obligation qui résulte pour l'endosseur de la preuve contraire, répondent ainsi : « Cette opinion est conforme à la doctrine admise pour le cas où, par suite d'une omission, la lettre de change dégénère en simple promesse. L'obligation ne résulte pas rigoureusement de l'endossement, mais d'une preuve extrinsèque à la lettre. »

(1) Pardessus, *op. cit.*, t. II, n° 346, *in fine* ; Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. IV, p. 125.

## APPENDICE

### Cas de supposition.

Nous avons étudié dans cette première partie l'endossement irrégulier, tel qu'il est prévu par l'article 138 du Code de commerce, c'est-à-dire celui auquel il manque une ou plusieurs des formalités imposées par l'article 137; nous avons vu quelle valeur la loi lui conférerait, quelle présomption elle lui attribuait et dans quelles conditions cette présomption pouvait être combattue par la preuve contraire.

Mais, à côté de cette hypothèse d'un endossement incomplet et que cependant les parties ont voulu rendre translatif de propriété, il en est une autre diamétralement opposée : celle où l'endossement, régulier en apparence, contient des mentions inexactes, principalement celle que la valeur a été fournie, alors que, en réalité, il n'en est rien.

Il y a là, nous semble-t-il, une question intéressante à étudier et qui, du reste, est intimement liée au sujet qui nous occupe.

Dans le cas de supposition, il est vrai, l'endossement n'est pas irrégulier, mais si l'on arrive à faire tomber la présomption de la loi, si l'on peut prouver que la régularité de l'endossement n'est qu'apparente, nous

nous trouverons en présence d'un endossement irrégulier ordinaire auquel il faudra appliquer les règles qui ont fait l'objet de la première partie de notre étude.

L'hypothèse que nous envisageons est la suivante : l'endossement semble régulier, sa forme extérieure paraît indiquer à tous qu'il a eu pour but de transférer la propriété du titre au porteur, conformément à l'article 136 du Code de commerce, mais cette régularité n'est que fictive, l'énonciation relative à la valeur, par exemple, est fausse, le cédant n'a jamais reçu le montant du titre ; dans ce cas, devra-t-on décider que la propriété incommutable du titre est transférée *erga omnes* ou, au contraire, l'endosseur pourra-t-il prouver que les énonciations contenues dans l'endossement sont fausses et que, malgré toutes les apparences, le titre est bien resté sa propriété ?

Cette question a divisé les auteurs, mais l'opinion qui a prévalu, en doctrine comme en jurisprudence, est celle qui, comme pour l'endossement irrégulier par omission, fait une distinction entre les parties et les tiers.

Entre les parties, la réalité doit l'emporter sur l'apparence et il faut appliquer les règles que nous avons étudiées pour l'endossement irrégulier par omission ; l'endosseur sera donc recevable à prouver qu'il n'y a qu'une translation simulée et qu'il est resté propriétaire du titre. Les deux parties qui ont traité savent bien ce qui a été fait, et c'est le contrat intervenu entre elles qui doit réellement s'exécuter. De plus, comme nous sommes en matière commerciale, la

preuve de la supposition pourra être fournie par tous les moyens (1).

Il en sera tout autrement à l'encontre des tiers : ceux-ci ne peuvent juger de la valeur de l'endossement que par sa forme et d'après les énonciations qu'il contient ; dans ces conditions, l'apparence l'emportera sur la réalité et la preuve de la supposition ne sera plus admise. C'est ce que dit fort bien la Cour de cassation, dans un arrêt du 1<sup>er</sup> décembre 1879 (2) : « Si l'endossement régulier peut ne constituer qu'un mandat dans les rapports des parties entre lesquelles il intervient, les tiers ont toujours le droit, suivant leur intérêt, d'y voir un transport de propriété ».

Une question se pose encore : dans le cas de supposition de valeur, le tiré pourra-t-il contester la qualité du porteur et prouver contre lui que l'endossement ne contient qu'une translation simulée ? Il est certain que le tiré peut avoir intérêt à faire cette preuve dans le cas, par exemple, où il aurait une cause de compensation à opposer à l'endosseur.

Pour la négative, on dit que la lettre de change doit remplir le rôle de papier-monnaie, et ce caractère serait altéré s'il était permis de discuter la sincérité des endossements ; le tiré accepteur s'est engagé à payer la lettre à quiconque la détiendra en vertu d'un endossement régulier. MM. Lyon-Caen et

---

(1) Par application de la même idée, les créanciers de l'endosseur pourraient établir la simulation pour justifier une saisie-arrêt faite par eux entre les mains du tiré ; Cass., 3 août 1876, S., 77, 1, 349.

(2) S., 80, 1, 158.

Renault répondent, au contraire, qu'ils ne savent pas comment on pourrait, en l'absence d'un texte, repousser cette preuve d'une façon absolue, surtout si l'on invoque une véritable fraude combinée entre l'endosseur et le porteur au détriment du tiré (1).

C'est aussi ce que décide la Cour de cassation :  
« Toute partie intéressée peut faire tomber l'effet légal d'un endossement régulier en apparence et dans la forme en établissant, suivant les règles de droit, la preuve que cet endossement n'est que simulé, qu'il cache une fraude et que le porteur n'est pas sérieux (2) ».

---

(1) Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. IV, n° 14.

(2) Cass., 24 février 1859, D., 59, 1, 146.

---

## DEUXIÈME PARTIE

### DE L'ENDOSSEMENT EN BLANC

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### **Qu'est-ce que l'endossement en blanc?**

L'endossement en blanc n'est qu'une espèce d'endossement irrégulier ; c'est même le plus irrégulier de tous les endossements : il se compose d'une simple signature mise au dos d'une lettre de change et ne contient aucune des mentions prescrites par la loi. C'est donc, comme on le voit, l'endossement réduit à sa plus simple expression.

Quoique l'endossement en blanc rentre dans la catégorie des endossements irréguliers et que la plupart des règles que nous avons exposées dans la première partie de cette étude doivent s'appliquer ici, il est cependant nécessaire de faire une place à part à l'endossement en blanc dont le caractère présente certaines particularités et qui diffère à quelques points de vue du précédent.

D'abord, l'endossement en blanc doit être considéré d'une façon générale comme plus étendu ; en effet, se composant d'une simple signature, il confère toujours un mandat non limité ; l'endossement irrégulier, au contraire, rédigé d'une façon plus explicite, comporte

parfois certaines énonciations qui, conçues en termes restrictifs, peuvent fixer à la procuration des limites plus ou moins étroites, selon les cas. De plus, ainsi que nous l'avons déjà indiqué à la fin de la première partie et comme nous le verrons bientôt, le porteur en vertu d'un endossement en blanc peut, sous certaines conditions et pendant un certain temps, remplir le blanc à son profit, et devenir ainsi légitime propriétaire de simple mandataire qu'il était, ce que ne peut faire, en aucun cas, l'endossataire irrégulier.

L'endossement irrégulier proprement dit se rencontrera assez peu fréquemment, et le plus souvent, l'irrégularité proviendra d'une erreur ou de l'ignorance des contractants. L'endossement en blanc, au contraire, est d'un usage bien plus répandu dans la pratique où il est appelé à rendre de réels services. La transmission par endossement en blanc a un avantage immense et qui saute aux yeux : elle permet de négocier une lettre de change sans se rendre garant du paiement, et elle dispense de la clause *sans garantie qui la rend suspecte et en affaiblit le crédit* (1). « La fréquence des endossements en blanc, disent MM. Lyon-Caen et Renault (2), tient surtout à deux causes : d'abord les commerçants, surtout les banquiers, ont parfois à endosser en même temps un si grand nombre de traites qu'ils n'ont pas le temps de faire des endossements complets. Puis, quand une lettre de change est présentée à l'escompte, celui qui

---

(1) Garsonnet, *op. cit.*, p. 77.

(2) *Traité*, t. IV, n° 131.

la présente avec son endossement ne peut pas savoir si elle sera admise par la personne à laquelle elle est adressée pour l'escompter. Dans le cas où elle est refusée, si l'endossement contenait le nom du bénéficiaire, il faudrait le biffer ; cela ferait connaître à tous que la lettre de change a été refusée à l'escompte et pourrait nuire, dans la suite, à sa circulation. Par l'endossement en blanc, on évite ce grave inconvénient. Celui qui refuse d'escompter la lettre de change se borne à la renvoyer ou à la remettre à l'endosseur, et il ne reste aucune trace matérielle de ce refus. »

Il ne faudrait pas croire, cependant, que ce procédé fût sans inconvénient ; il présente même, à certains points de vue, des dangers sérieux : d'abord le mandataire, à qui l'on transmet l'effet pour en opérer le recouvrement, peut fort bien, s'il n'est pas honnête, le remplir à son tour, le négociier pour son propre compte et s'en approprier indûment le montant. Il y a là un abus de confiance dont on a eu des exemples trop fréquents, ainsi qu'en témoignent de nombreuses décisions de jurisprudence. De plus, le titre peut se perdre : s'il est trouvé par un individu malhonnête, celui-ci peut se l'approprier en remplissant le blanc à son profit et en en percevant la valeur au détriment du véritable propriétaire.

Quoi qu'il en soit, en raison des nombreux avantages qu'il présente, l'endossement en blanc a joui, dès le commencement du <sup>xvii</sup>e siècle, d'une très grande faveur parmi les commerçants. Comme nous l'avons vu plus haut, l'ordonnance de 1673, trouvant ce procédé trop ingénieux et craignant qu'on ne l'uti-

lisât souvent pour réaliser des spéculations frauduleuses, l'abolit, ou plutôt le dénatura en lui enlevant le pouvoir translatif de propriété pour en faire un simple mandat. Nous avons vu également que la prohibition de l'ordonnance avait été vaine, et que la jurisprudence, répondant aux sollicitations et aux besoins du commerce, et encouragée même par l'autorité gouvernementale, en était arrivée à considérer les dispositions de l'ordonnance relatives à l'endossement comme lettre morte, et, en réalité, attribuait à l'endossement en blanc le caractère translatif de propriété.

Le Code de commerce, nous le savons, reproduisit les mêmes règles que l'ordonnance, en frappant de déchéance l'endossement qui ne contenait pas toutes les formalités prescrites par la loi. La jurisprudence postérieure à 1807 n'a pas osé se prononcer ouvertement contre les dispositions du Code, comme l'avaient fait les anciens parlements, et en principe, elle n'a attribué à l'endossement en blanc que le pouvoir d'une procuration. Cependant, elle a cherché à répondre aux besoins du commerce, et par un détour, elle est arrivée presque au même résultat que l'ancienne pratique; en effet, en attribuant au porteur légitime le droit de remplir le blanc à son profit et de faire disparaître l'irrégularité dont le titre était atteint, les tribunaux ont rendu presque vaine la sanction de la loi et reconnu ainsi implicitement, à l'endossement en blanc, le pouvoir de transférer la propriété.

---

## CHAPITRE II

### Effets de l'endossement en blanc.

#### SECTION I

##### Dispositions générales.

L'ordonnance de 1673, article 23, était conçue en ces termes : « Les signatures au dos des lettres de change serviront d'endossement et non d'ordre. » Le Code de commerce n'a pas reproduit cette disposition ; il ne s'est pas expliqué expressément au sujet de l'endossement en blanc, et certains auteurs ont prétendu qu'il l'avait prohibé. Cette opinion ne nous semble pas exacte. Si le Code n'a pas parlé spécialement de l'endossement en blanc, c'est qu'il le faisait évidemment rentrer dans la catégorie des endossements irréguliers dont les effets sont prévus et réglés par l'article 138. Comme nous l'avons dit plus haut, l'endossement en blanc est avant tout un endossement irrégulier, d'une nature spéciale, avec des caractères particuliers, mais auquel il faut appliquer en principe les effets énoncés à cet article.

On a voulu aussi prétendre que l'endossement en blanc constituait un procédé illicite comme portant atteinte au monopole pour l'émission des billets dont jouit la Banque de France. Il n'en est rien et s'il y a

entre les effets endossés en blanc et les billets de banque une certaine ressemblance, il n'y a pas une similitude absolue ; en effet les billets de banque sont payables au porteur, les effets endossés en blanc ne peuvent se faire payer, au contraire, avant l'échéance ; d'autre part, ils doivent être présentés le jour même de l'échéance sous peine, pour le porteur, de perdre le recours qu'il peut avoir : en tous cas, ils sont soumis à la prescription de cinq ans (1). La Cour de cassation ajoute : « Que les premiers sont souscrits sans cause ni valeur reçue, et seulement pour devenir la représentation du capital formant le fonds social de la maison de banque et pour circuler comme aurait fait le capital lui-même ; tandis que le deuxième est créé et constitué par suite d'une opération spéciale et déterminée dont il représente l'importance (2) ».

L'endossement en blanc ne vaut donc que comme procuration, et toutes les règles que nous avons fait découler pour l'endossement irrégulier ordinaire de l'idée de mandat doivent recevoir ici leur application. Nous n'avons pas à revenir sur les explications que nous avons données dans la première partie, nous nous contenterons de rappeler rapidement et en les résumant, les principales règles que nous avons signalées plus haut.

La procuration résultant de l'endossement en blanc est révoquée par toutes les causes qui mettent fin

---

(1) Boistel, *Précis*, 763.

(2) Cass., 10 novembre 1879, D., 80, 1, 157.

au mandat (article 2003 du Code civil) : révocation expresse de l'endosseur, renonciation du bénéficiaire, mort, interdiction, déconfiture, faillite ou liquidation judiciaire de l'un des contractants.

L'endossataire peut se voir opposer toutes les exceptions qui proviennent du chef de son cédant.

Quant aux pouvoirs conférés par cette négociation, ils sont les mêmes que ceux qui résultent de l'endossement irrégulier ; l'endossataire en blanc a le droit et le devoir de faire, dans l'intérêt du mandant, tous les actes conservatoires ou utiles et de rendre compte de la négociation. Cela comporte le pouvoir de toucher le montant de l'effet, d'en poursuivre le paiement en justice (voir, *supra*, la controverse à ce sujet) et même d'en transférer la propriété par un endossement régulier. Quant aux conséquences qu'entraîne cette nouvelle négociation, elles sont les mêmes que celles que nous avons indiquées relativement à l'endossement irrégulier, c'est ainsi que le bénéficiaire en vertu du nouvel endossement devient seul et légitime propriétaire du titre. Pour l'endossataire en blanc qui, après avoir négocié l'effet régulièrement, est obligé d'en rembourser le montant au porteur en cas de non-paiement, il est subrogé dans tous les droits de celui-ci, il a en outre contre son cédant l'action *mandati contraria* et la *condictio indebiti*.

Une grave question se pose ici dans les mêmes conditions que pour l'endossement irrégulier. Peut-on établir que la présomption de l'article 138 est fautive et que l'endossement en blanc a été fait avec

l'intention d'en transférer la propriété? La réponse est la même que celle que nous avons donnée au sujet de l'endossement irrégulier : la présomption de l'article 138 est susceptible d'être détruite par la preuve contraire, mais seulement entre les parties, non à l'égard des tiers. C'est l'opinion consacrée par la jurisprudence la plus récente, et les décisions abondent en ce sens. Du reste, la plupart des arrêts que nous avons rapportés plus haut étaient relatifs à l'endossement en blanc (1).

Quant aux tiers, ce sont : le tiré, le souscripteur, le tireur, les endosseurs antérieurs, mais non les créanciers de l'endosseur irrégulier, ni la masse des créanciers en cas de faillite de ce dernier.

Comme on le voit par ce très court résumé, les règles que nous venons de rappeler ne sont que l'application à l'endossement en blanc de celles qui régissent l'endossement irrégulier : la jurisprudence assimile ces deux sortes d'endossement et les soumet aux mêmes principes.

Cependant l'assimilation est loin d'être absolue ainsi que nous allons le voir en abordant l'étude d'une particularité spéciale à l'endossement en blanc et qui lui donne une supériorité très marquée sur l'endossement irrégulier ordinaire : il s'agit du droit reconnu au

---

(1) Cass., 12 novembre 1890, D., 91, 1, 406 ; Paris, 25 février 1893, D., *Droit* du 22 avril 1893. La théorie que nous rappelons est celle de la jurisprudence ; quant à nous, nous ne pouvons voir en tout état de cause, dans l'endossement en blanc, qu'une procuration.

porteur d'un titre endossé en blanc, de remplir le blanc à son profit et d'en acquérir ainsi légitimement la propriété.

## SECTION II

**Le porteur d'un titre endossé en blanc peut remplir le blanc à son profit.**

### § 1. — ÉTENDUE DU DROIT DU PORTEUR.

En présence des dispositions si sévères du Code de commerce et de la sanction si formelle de l'article 138, la jurisprudence, répondant aux sollicitations incessantes du commerce, chercha de bonne heure et par tous les moyens de droit possibles à atténuer les rigueurs excessives de la loi, si souvent en opposition avec les véritables intérêts de la pratique; peu à peu, en persistant dans cette voie elle est arrivée, par le jeu des principes, à améliorer le sort du porteur d'un titre endossé en blanc, et à lui reconnaître des droits plus importants, sans toutefois porter atteinte aux dispositions du Code. Il y a là, dans les décisions de la pratique au cours de ce siècle, une véritable évolution qui est intéressante à signaler.

Tout d'abord la jurisprudence a reconnu à l'endossataire en blanc, comme à tout porteur en vertu d'un endossement irrégulier, le droit de négocier le titre; elle a pensé, avec raison selon nous, que le mandat conféré pour cet endossement emportait le pouvoir de transférer la propriété du titre. Pour l'endossement en blanc, cette négociation régulière peut s'opé-

rer de plusieurs façons : le bénéficiaire peut faire un endossement régulier où son nom figurera, ou transmettre le titre endossé en blanc à une autre personne sans remplir le blanc, enfin remplir le blanc du nom de cette personne. Toutes ces solutions nous paraissent absolument justes et sont une conséquence de l'idée que l'endossement en blanc est un mandat.

Ensuite et en partant du même principe, la jurisprudence a accordé au bénéficiaire le droit de faire, à l'égard de son endosseur, la preuve qu'il avait fourni la valeur du titre, et que par conséquent il en était propriétaire. Certains arrêts ont bien décidé que le porteur pouvait faire cette preuve *erga omnes*, mais ce sont là des décisions isolées, et la Cour de cassation, comme nous l'avons vu plus haut, s'est formellement prononcée à maintes reprises pour la première opinion.

La jurisprudence a voulu aller plus loin : puisqu'elle reconnaissait au porteur en vertu d'un endossement en blanc le droit de négocier l'effet, d'en transférer régulièrement la propriété à un tiers en remplissant purement et simplement au profit de celui-ci le blanc, cause de l'irrégularité, elle a pensé qu'elle pouvait bien accorder, dans certaines circonstances, au porteur lui-même le droit d'acquérir la propriété de l'effet en l'autorisant à écrire de sa main et pour son compte au-dessus de la signature les mentions exigées par l'article 137 du Code de commerce et à remplir ainsi le blanc à son profit. Évidemment, ces formalités tardives ne pourront être remplies que sous certaines conditions, mais rien,

semble-t-il, ne doit s'opposer à ce que parfois le porteur bénéficie d'un pareil privilège.

La même faculté, ajoute-t-on, ne peut pas être accordée au porteur d'un titre qui a été transmis par un endossement auquel il ne manque que certaines formalités : en effet, en omettant seulement de mentionner, par exemple, qu'une valeur a été fournie, l'endosseur est présumé avoir agi sciemment et avoir voulu montrer qu'il entendait restreindre les limites de l'endossement : on ne peut donc modifier, à son insu, l'expression de sa volonté. Mais pour l'endossement en blanc, rien de semblable, et puisque l'endosseur livre à son cessionnaire un titre muni de sa seule signature, il y a tout lieu de supposer qu'il a voulu lui concéder, sous certaines conditions, le droit de remplir le blanc à son profit, comme il l'autorise bien certainement à remplir le blanc au profit d'un tiers.

La jurisprudence est aujourd'hui unanimement fixée en ce sens, et, depuis plus de cinquante ans, de nombreuses décisions ont consacré formellement cette solution (1). La plupart des auteurs se sont également

---

(1) Cass., 20 février 1843, D., 43, 1, 149 ; 12 novembre 1845, D., 45, 1, 417 ; 3 avril 1848, D., 48, 1, 82 ; Rennes, 24 août 1849, D., 52, 1, 380 ; Cass., 10 juillet 1861, S., 62, 1, 631 ; Dijon, 29 juillet 1862, D., 62, 2, 185 ; Cass., 12 décembre 1864, D., 65, 1, 30 ; 10 mai 1865, D., 65, 1, 275 ; 14 janvier 1873, D., 73, 1, 235 ; 14 juin 1882, D., 84, 1, 224 ; Trib. co. Marseille, 22 novembre 1888 ; *Journ. juris.*, mars, 89, 1, 74 ; Trib. co. Seine, 30 janvier 1896 ; *Droit*, 7 mars 1896, 1<sup>er</sup> juillet 1896 ; *Loi*, 7 février 1897 ; Trib. co. Lyon, 22 mai 1897 ; *Loi*, 15 juin 1897.

prononcés en faveur de cette doctrine si avantageuse pour le porteur d'un titre endossé en blanc (1).

M. Bravard, en effet, s'exprime ainsi : « Si dans l'intention des parties le porteur était un véritable cessionnaire, s'il a réellement fourni la valeur, rien ne s'oppose à ce qu'il inscrive au-dessus de la signature de l'endosseur toutes les énonciations nécessaires pour régulariser l'endossement ; c'est une faculté qu'on est toujours censé conférer à celui au profit de qui on endosse le titre en blanc, sauf le compte à faire entre les deux parties ». Quant à M. Bédarride, il dit : « La faculté de remplir l'endossement en blanc a son fondement juridique. La confiance absolue que suppose la délivrance de cet endossement, l'absence de toute restriction fait, avec juste raison, présumer que l'auteur accepte d'avance tout ce que le cessionnaire croirait devoir faire ».

Comme on le voit, grâce à cette théorie, voilà la situation de l'endossataire en blanc singulièrement favorisée ; en vertu de la loi, il n'était qu'un mandataire, et par une simple mention écrite de sa main, il va pouvoir transformer sa situation juridique et devenir propriétaire du titre. Dès lors, la sanction de l'article 138 devient bien illusoire et il sera facile à tout porteur en vertu d'un endossement en blanc de s'y soustraire. Comme le constate fort bien

---

(1) Pardessus, *op. cit.*, n° 114 ; Bravard et Demangeat, *op. cit.*, t. III, p. 178 ; Bédarride, *op. cit.*, t. n° 329 ; Nouguiér, *op. cit.*, n° 747 ; Alauzet, *op. cit.*, t. IV, n° 1360 ; Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. IV, n° 149.

M. Bédarride, cette théorie produit un résultat, c'est de permettre « d'éluder une loi explicite et formelle (1) ».

Il est reconnu depuis longtemps, et nous l'avons admis très volontiers, qu'il n'est pas nécessaire que l'endossement soit écrit en entier de la main de l'endosseur<sup>1</sup> ; la signature de celui-ci suffit, il n'est même pas besoin qu'elle soit précédée des mots « bon pour » ou « approuvé ». Par conséquent, si la signature émane bien réellement de l'endosseur, le reste de l'endossement peut avoir été écrit de la main d'une autre personne quelle qu'elle soit : ce qu'un tiers quelconque peut faire, pourquoi l'endossataire en blanc ne le ferait-il pas aussi légitimement ? C'est ce que dit fort bien la Cour de Rennes dans un arrêt du 24 décembre 1849 : « Attendu que la loi n'exige pas que l'endossement soit écrit de la main de celui qui le signe ; que celui qui a reçu l'effet avec un endossement en blanc peut, pourvu que ce soit sans fraude, le remplir de sa main. »

Il faut remarquer, cependant, que la jurisprudence ne permet pas au cessionnaire d'un titre endossé en blanc, de remplir le blanc en y insérant des clauses exceptionnelles : celui-ci, en effet, ne saurait avoir le droit d'énoncer des mentions plus ou moins défavorables au débiteur du titre et d'aggraver ainsi la situation des parties ou changer la nature des obligations de la lettre ; il ne peut donc remplir le blanc qu'au moyen des mentions habituelles. S'il inscrivait

---

(1) Bédarride, *De la lettre de change*, t. I, n° 330.

du reste des clauses que l'endosseur n'a pu prévoir, il dépasserait les limites de son mandat. Il a été jugé, dans ce sens, qu'il ne pouvait inscrire une dispense de protêt qui aurait pour effet d'aggraver la situation de l'endosseur en le privant du droit d'opposer la déchéance qui résulte du défaut de protêt, ni prolonger l'échéance, ni changer l'endossement en un aval, ainsi que le dit formellement la Cour de Limoges dans un arrêt du 25 mars 1846, ainsi conçu (1) :

« Attendu que si l'endossement donné en blanc permettait au porteur de le régulariser, de le remplir et de l'utiliser à son profit, on ne saurait admettre, à moins d'une intention contraire résultant clairement des faits et des circonstances de la cause, ce qui n'existe pas dans l'espèce, que le porteur pouvait changer la nature de l'obligation de l'endosseur, du cautionnement qu'il n'entendait donner qu'en cette qualité et dans les limites tracées par la loi, en un aval qui, contrairement au véritable caractère de l'endossement limité à l'échéance par sa date certaine, vaudrait aussi longtemps que le titre lui-même ; que, si dans quelques circonstances l'intérêt du commerce, et surtout des opérations de banque, a pu éloigner de cette règle, il importe également aux débiteurs d'être protégés, et qu'il est du devoir des tribunaux de renfermer toutes parties dans l'exécution et l'accomplissement de la loi qui protège utilement les intérêts de tous (2) ».

---

(1) Limoges, 10 mai 1844, D., 46, 4, 179.

(2) V. dans le même sens Lyon, 7 juillet 1849, S., 49, 2, 680 ; Arthuys, *Rev. crit.*, 83, p. 282.

La faculté reconnue au porteur de remplir le blanc suppose, bien entendu, que celui-ci a légitimement acquis la lettre ; il doit être un cessionnaire réel et la jurisprudence exige qu'il soit intervenu entre l'endosseur et lui un véritable contrat translatif : toutes les décisions exigent cette double condition, qu'il n'y ait nulle fraude de la part du porteur et que le transport ait une cause réelle.

La signature, en effet, a pu être mise simplement au dos du titre par l'endosseur pour servir de *pour acquit*, c'est-à-dire, pour donner quittance au débiteur de l'effet à qui la lettre sera remise par l'endossataire en blanc. Dans ce cas, assurément le porteur n'aurait pas le droit de remplir le blanc, et si, malgré tout, il le faisait, il commettrait un véritable abus de confiance. Cependant, même dans ce cas, si ce porteur infidèle et malhonnête, après avoir indûment régularisé l'endossement, venait à le négociier lui-même par un endossement régulier à un tiers de bonne foi, celui-ci serait à l'abri de tout recours émanant du cédant originaire. L'endosseur doit être considéré comme responsable de l'infidélité de celui qu'il a choisi pour son mandataire et il doit supporter les conséquences de son choix malheureux. C'est à l'endosseur qu'il appartient de se prémunir contre les éventualités d'une procuration en blanc et de limiter les droits de son mandataire en exprimant sa volonté par les mots : *valeur en recouvrement*, ou par quelque mention équivalente (1). Le tiers porteur, au con-

---

(1) Trib. co. Besançon, *Journ. trib. co.*, 84, p. 416.

trairé, est couvert par sa bonne foi : il a été investi du titre avec tous les signes extérieurs de la régularité, on ne peut donc lui reprocher ni faute, ni négligence, et comme l'endossement était conforme aux dispositions de l'article 137 du Code de commerce, il reste, vis-à-vis même de l'endosseur, propriétaire de l'effet. C'est ce que décide la Cour de cassation dans un arrêt du 14 janvier 1873 (1) : « Sans qu'il soit besoin de rechercher si le porteur d'une lettre de change en vertu d'un endossement en blanc peut valablement en compléter lui-même les énonciations, et en devenir ainsi légitime propriétaire, il est du moins incontestable que le mandat qui résulte, à son profit, de l'endossement en blanc lui donne le droit d'en opérer la négociation utile ».

De même, le tiers porteur deviendrait encore propriétaire de l'effet vis-à-vis de l'endosseur en blanc si, remplissant l'endos à son profit, il ne le faisait qu'en comptant la valeur du billet, pour le compte de l'endosseur, à l'endossataire en blanc, mandataire de celui-ci, quand bien même ce mandataire commettrait ensuite une infidélité en ne remettant pas la somme à son mandant ; dans ce cas, en effet, comme dans le précédent, c'est affaire à régler entre le cédant originaire et son cessionnaire immédiat ; quant au tiers de bonne foi, il ne saurait être inquiété.

Mais il en serait autrement si ce tiers avait reçu l'effet endossé en blanc et l'avait rempli à son profit sans rien compter pour l'endosseur et dans le but de

---

(1) D., 73, 1, 233.

se faire payer une dette dont le mandataire était tenu personnellement avec lui, alors qu'il ne pouvait pas ne pas savoir que le titre endossé en blanc n'était pas la propriété du porteur et qu'il n'avait que la valeur d'une procuration, d'après l'intention même des parties : dans ces conditions, l'endosseur pourrait revendiquer le titre contre le tiers. C'est ce que la jurisprudence a formellement décidé, à plusieurs reprises.

« Attendu, en droit, dit la Cour de cassation, dans un arrêt du 14 juin 1882 (1), que les endossements en blanc d'un effet à ordre ne transfèrent pas au porteur la propriété du titre et ne lui confèrent qu'un mandat pour en opérer la négociation ; que s'il est vrai que l'endosseur en blanc suit la foi de celui auquel il a confié sa signature et est supposé lui donner le droit de remplir l'ordre comme il avisera, il est certain que, tant que l'endossement n'est pas rempli, le porteur ne peut être considéré par les tiers que comme le mandataire de l'endosseur resté propriétaire de l'effet. Attendu, en fait, qu'il résulte de l'arrêt attaqué que Brochetas a reçu de Place les traites litigieuses endossées en blanc par les frères Bonpain ; que c'est lui-même qui a rempli les endossements en son propre nom, valeur en compte au-dessus de la signature des endosseurs, et qu'il est constant et reconnu qu'aucun compte n'existait entre lui et ceux-ci et qu'il a employé les traites à se payer lui-même jusqu'à concurrence de leur valeur de ce qui lui était alors dû par Place. Attendu que l'arrêt attaqué appréciant souve-

---

(1) D., 84, 1, 224.

rainement les faits et circonstances de la cause déclare que Brochetas n'a ni dû ni pu croire que Place, auquel le titre ne donnait que la qualité de mandataire, eût fourni aux endosseurs la valeur des effets ; que, dès lors, en appliquant au paiement de la dette de Place envers lui des titres qui n'étaient pas la propriété de son débiteur, il n'a pu devenir tiers de bonne foi.

« D'où il suit qu'en le condamnant à restituer aux défendeurs éventuels les traites litigieuses, etc... »

Jusqu'à quel moment le porteur d'un titre en vertu d'un endossement en blanc va-t-il pouvoir user de la faculté que lui reconnaît la jurisprudence ; aura-t-il toujours et quoi qu'il arrive le droit de régulariser l'endossement, en remplissant le blanc à son profit ? Il n'en est rien et la jurisprudence soumet elle-même ce droit à certaines conditions.

La faculté de compléter l'endossement dérive d'une espèce de mandat : l'endosseur en blanc est censé conférer à son cessionnaire une procuration qui lui permettra de transformer, suivant son intérêt, l'endossement irrégulier en un endossement régulier. Il faudra donc appliquer ici les règles du mandat et notamment l'article 2003 du Code civil, qui énumère les causes de révocation tacite de ce contrat : c'est ainsi que, si l'endosseur tombe en faillite ou s'il vient à mourir, le mandat qu'il a conféré au porteur par l'endossement en blanc tombe aussitôt et le bénéficiaire n'a plus le droit de remplir l'endossement à son profit. C'est ce qu'explique fort bien M. Demangeat (1) : « Tant

---

(1) Demangeat, s. Bravard, *op. cit.*, t. III, p. 177, note 1.

que l'endossement en blanc n'est pas rempli, c'est l'endosseur qui reste propriétaire du titre, le porteur est purement et simplement son mandataire. De là, cette conséquence nécessaire que si le mandat vient à cesser avant que l'endossement n'ait été rempli, il n'y aura plus désormais possibilité pour le porteur de le remplir à son profit ».

Après la mort de l'endosseur, le droit du porteur de régulariser l'endossement a donc disparu, c'est ce que décide formellement la Cour de cassation, notamment dans un arrêt en date du 6 janvier 1845 (1) : « Attendu que, d'après les articles 136 et 137 du Code de commerce, l'endossement ne transfère la propriété de la lettre de change que lorsqu'il est daté, qu'il exprime la valeur fournie et qu'il énonce le nom de celui au profit de qui il est fait ; qu'aucun endossement réunissant ces conditions n'a eu lieu du vivant de Virginie M... au bénéfice de D... et que l'article 138 déclare que l'endossement n'opère pas alors de transport et n'est qu'une procuration. Que, s'il est vrai que le porteur d'une lettre de change dont il est saisi par un endossement en blanc peut la négocier comme mandataire du tireur, et si ce qui est fait par le mandataire dans l'ignorance de la mort du mandant est obligatoire pour ses héritiers, ces principes ne peuvent recevoir d'application à l'espèce, puisqu'on ne trouve sur la lettre de change aucun endossement fait par un tiers, que la signature ou le simple endossement

---

(1) D., 45, 1, 80.

en blanc de Virginie M... aurait constitué son mandataire ».

Il en est de même en cas de faillite ou de liquidation judiciaire de l'endosseur : la faillite fixe en effet la situation des créanciers du failli ; or, au moment de la faillite, le porteur qui n'a pas rempli le blanc n'était qu'un mandataire à l'égard des tiers, alors même qu'il aurait fourni la valeur ; il en résulte qu'il n'a pas pu s'attribuer un droit exclusif sur la traite au détriment des autres créanciers et la Cour de Grenoble, dans un arrêt du 12 mai 1855 (1), décide : « Qu'il y a lieu d'appliquer, dans toute son énergie, la disposition de l'article 138 du Code de commerce et de décider que l'endossement demeuré incomplet ne vaut que comme procuration, laquelle, aux termes de l'article 2003 du Code civil, prend fin par la faillite du mandant ».

Cependant certains auteurs sont d'un avis contraire et prétendent que le porteur qui a fourni la valeur de l'effet avant la faillite de l'endosseur peut, même après cet événement, remplir le blanc à son profit (2) : « Le propriétaire, en remplissant l'endossement, dit M. Alauzet, ne fait que compléter un acte qui lui avait légitimement transmis la propriété de l'effet en échange de valeurs fournies par lui, il ne fait qu'user d'un droit parfaitement acquis, et ne crée pas un acte nouveau ; cet acte doit porter la date du jour de la

---

(1) D., 53, 2, 306.

(2) Alauzet, *op. cit.*, t. IV, n° 1360 ; Bédarride, *De la lettre de change*, t. I, n° 322.

négociation et non la date du jour auquel les blancs, qui avaient été laissés, ont été remplis. S'il en est ainsi, qu'importent les faits qui ont suivi le jour de la négociation? Si, au moment où elle a été conclue, les deux parties avaient pouvoir et qualité, quel que soit le jour où l'endossement soit rempli, puisqu'il doit bien, en réalité, porter la date de la négociation, il doit être valable et produire tous ses effets ». M. Bédarride se prononce dans le même sens : « Mais que décider si la remise des effets était le résultat d'une négociation sincère, si le cessionnaire en avait réellement fait le fonds? N'est-il pas évident, dans cette hypothèse, qu'en remplissant l'endossement, il n'aurait fait qu'user du droit de propriété qu'il a légitimement acquis..... Ce que nous concluons, c'est que les débiteurs, tireurs, accepteurs, endosseurs même, contre lesquels on recourra, seront obligés de payer sans pouvoir contester la date et l'efficacité de l'endossement ».

Cette opinion ne nous semble pas satisfaisante : il est certain que du jour où il reçoit le titre endossé en blanc en échange de la valeur de l'effet, le porteur acquiert un droit, mais ce droit n'est qu'éventuel et subordonné à une condition, c'est qu'il complètera le blanc et régularisera le titre comme le mandat conféré par l'endosseur lui permet de le faire. Mais le jour où le mandat sera révoqué par la mort ou la faillite du cédant, la faculté pour lui d'acquérir la propriété du titre, qui résidait tout entière dans son mandat, a disparu ; et si, frauduleusement, le porteur mettait sur l'endos une date antérieure au décès ou

à la faillite de l'endosseur, alors qu'il n'aurait rempli le blanc qu'après l'arrivée de ces événements, la date de l'endossement pourrait être contestée formellement vis-à-vis du bénéficiaire.

Cette opinion consacrée, comme nous l'avons vu, par la jurisprudence est adoptée par un très grand nombre d'auteurs. Du reste, nous devons ajouter que cette preuve, qui est admissible contre le mandataire, ne pourrait pas l'être contre un tiers porteur de bonne foi auquel le bénéficiaire aurait négocié le titre ; une telle exception est toute personnelle et ne saurait atteindre un acquéreur qui ne pouvait pas connaître le vice de l'endossement. Les tiers, en effet, ne peuvent juger de la valeur du titre que par sa forme : il est régulier si l'endossement est conforme aux dispositions de la loi, les tiers sont en droit de penser que le porteur est légitime propriétaire et qu'ils peuvent contracter avec lui. C'est ce que décide un arrêt de la Cour de cassation du 3 avril 1848 (1) : « Attendu que la validité de l'endossement doit être jugée par sa teneur même ; que lorsqu'il est régulier et conforme aux dispositions de la loi, ni le souscripteur, ni les tiers ne peuvent, à moins qu'ils n'allèguent le dol ou la fraude, détruire par des preuves extrinsèques la foi due à ses énonciations. Attendu que s'il en était autrement, la circulation des lettres de change serait entravée et ne présenterait pas les garanties dont la loi a voulu l'entourer ».

Mais, en cas de faillite de l'endosseur, à partir de

---

(1) D., 48, 1, 182.

quel moment le bénéficiaire deviendra-t-il incapable de remplir le blanc : la déchéance l'atteindra-t-elle dès l'époque de la cessation des paiements ou seulement à partir du jugement déclaratif ? L'article 447 du Code de commerce, qui annule certains actes faits par le failli après la cessation des paiements, ne semble pas devoir trouver son application ici, et nous croyons que le bénéficiaire peut régulariser l'endossement à son profit jusqu'au jugement déclaratif de faillite ; à partir de ce moment, le failli est dessaisi de la gestion de ses affaires et le mandat qu'il avait conféré à son cessionnaire et qui permettait à celui-ci d'acquérir la propriété du titre, se trouve révoqué de plein droit ; mais, dans la période qui précède, il en est autrement et le mandat concédé au porteur subsiste toujours. Celui-ci, qui a fourni au cédant, alors en pleine possession de ses droits, la valeur du titre et qui, en échange, a reçu l'effet endossé en blanc avec le pouvoir d'en acquérir la propriété quand il le voudrait, ne fait qu'établir à son profit un droit pré-existant qu'il avait virtuellement et qu'il ne dépendait que de lui de consolider, et cela en vertu d'un mandat qui n'est pas encore révoqué.

Dans ces conditions, les syndics ne pourront pas revendiquer l'effet contre le porteur qui est devenu propriétaire régulier du titre (1).

Comme on le voit, la date pour la régularisation d'un endossement en blanc présente une importance

---

(1) Agen, 17 avril 1882 ; *Rec. arr.*, Agen, 83, p. 271 ; Grenoble, 23 novembre 1857 ; *Journ. arr.*, Grenoble, 57, p. 447.

considérable puisqu'elle permettra de décider si, à l'époque indiquée, le porteur était capable de remplir le blanc à son profit. Du reste, la date doit être présumée sincère, et c'est à ceux qui allèguent que l'endossement a été rempli après la mort ou la faillite, à le prouver.

Nous avons vu déjà, à propos de l'endossement irrégulier, que l'antidate faite sans intention frauduleuse et non dans le but de se créer des droits inexistants, ne tombait pas sous l'application de la loi. Il en est de même pour l'endossement en blanc : si le bénéficiaire, en remplissant le blanc, comme il en a le droit, avant le décès ou la faillite de son cédant, met une date antérieure à celle du jour où il complète l'endossement, cela ne saurait en rien vicier la négociation s'il est établi qu'il a agi sans fraude. C'est ce que décide la jurisprudence : « La sanction de la loi n'est applicable qu'autant que l'antidate constitue une déclaration frauduleuse, sciemment mensongère, faite en vue de créer des droits inexistants, et par là, de porter préjudice (1) ».

§ 2. — FONDEMENT JURIDIQUE DU DROIT DU PORTEUR D'UN TITRE  
ENDOSSÉ EN BLANC.

Nous avons vu dans quelles conditions pouvait s'exercer le droit reconnu par la jurisprudence au porteur, de remplir à son profit l'endossement en blanc ; nous connaissons également les conséquences

---

(1) Cass., 21 décembre 1864, D., 65, 1, 30.

si avantageuses de cette faculté qui rend le cessionnaire seul et légitime propriétaire du titre *erga omnes* ; nous avons maintenant à rechercher quel est le fondement juridique de ce droit et de nous demander si c'est avec raison que la jurisprudence confère au porteur un pouvoir aussi étendu.

Nous prendrons une hypothèse très caractéristique : nous supposons, bien entendu, que l'endossement en blanc est un fait incontestable ; le cessionnaire prétend qu'il a rempli le blanc à son profit, qu'il a usé d'un droit qui lui était tacitement conféré par l'endossement et qu'il l'a fait avant que le mandat fût révoqué : les faits ne présentent donc aucune difficulté ; nous n'avons qu'à examiner les bases sur lesquelles la jurisprudence fait reposer son système.

Pour soutenir la théorie que nous avons exposée, on invoque d'abord les précédents historiques : on prétend que, déjà sous l'empire de l'ordonnance de 1673, les auteurs les plus considérables reconnaissaient au cessionnaire le droit de compléter l'endossement en blanc à son profit et de s'attribuer ainsi la propriété du titre, et cela en vertu d'un mandat tacitement conféré par l'endossement irrégulier, et à l'appui de cette assertion on invoque plusieurs passages de Savary et de Pothier, qui nous semblent intéressants à reproduire.

*Premier passage de Savary.* — « On voit, par ce qui vient d'être dit, qu'une simple signature en blanc au dos d'une lettre de change ne peut passer pour un ordre portant cession et transport, ni pour une procuration, parce qu'il n'y a rien d'écrit au-dessus

de la signature, qui puisse marquer la nature de l'un ou de l'autre ordre. Aussi, ce blanc au-dessus de la signature est, pour ainsi dire, *une pierre d'attente* pour y écrire ce que l'on voudra, soit un ordre portant cession ou transport au profit de quelqu'un, soit une procuration à un commissionnaire pour recevoir de l'accepteur, pour en rendre compte à celui qui passe l'ordre, ou enfin pour remplir le blanc d'une quittance par le facteur ou commis du négociant à qui la lettre de change appartient, lorsqu'il ira, à l'échéance, recevoir de l'accepteur le contenu en icelle. Or, tant que la signature demeure en blanc, toute nue, elle signifie autre chose, suivant l'opinion des cambistes, qu'un endossement, c'est-à-dire pour servir ou remplir une quittance et non un ordre, afin qu'un homme qui fait banqueroute ne puisse pas abuser de cette signature en blanc pour y remplir un ordre sous le nom de quelque personne affidée, pour en recevoir le paiement en fraude de ses créanciers et pour infinité d'autres abus qui seraient trop longs à déduire (1) ».

Voici l'autre passage de Savary que l'on invoque. « D'ailleurs s'il fallait que ce fût une chose essentielle qu'un négociant passât son ordre au dos d'une lettre de change de sa propre main, en même temps qu'il mettrait sa signature, cela troublerait entièrement le commerce des lettres de change, parce que très souvent un négociant qui est obligé d'aller en campagne et qui aurait quarante ou cinquante lettres de change

---

(1) Savary, parère 33.

dont les temps ne seraient pas encore échus, ne pourrait pas les faire négocier pendant son absence par sa femme ou ses facteurs, puisque sa signature ne vaudrait pas toute seule dans l'ordre rempli de sa main (1) ».

On a voulu conclure de ces textes que Savary reconnaissait au porteur d'un titre endossé en blanc, le droit d'en acquérir la propriété en régularisant l'endossement pour son compte; comme cet auteur avait été l'un des rédacteurs de l'ordonnance de 1673, on peut légitimement penser que son opinion est conforme à l'esprit de la loi : or, le Code de commerce n'ayant fait que reproduire les dispositions de l'ordonnance, la même interprétation doit être donnée sous le régime de l'article 138.

Il ne nous semble pas, au contraire, que les textes de Savary aient la portée qu'on veut leur attribuer; à notre avis, Savary veut dire qu'il n'est pas nécessaire que le corps de l'endossement soit écrit de la main de l'endosseur lui-même, la signature de celui-ci suffit et le reste peut émaner d'un de ses facteurs; mais de là à autoriser un cessionnaire de l'effet à remplir le blanc à son profit, il y a loin et assurément Savary n'a pas prévu cette hypothèse.

On invoque également un passage de Pothier, qui tout d'abord peut paraître plus décisif. « Il n'importe de quelle main l'endossement soit rempli, *quand même il le serait de la main de la personne au profit de qui il est fait*, il ne laisserait pas d'être valable, pourvu qu'il

---

(1) Savary, parère 8, *Parfait négociant*. chap. V, *in fine*.

contienne toutes les choses requises ci-dessus » (1). Il semble que les termes employés par Pothier se réfèrent au cas qui nous occupe et cet auteur paraît bien reconnaître à la personne au profit de qui l'endossement est fait, c'est-à-dire au porteur, le droit de remplir le blanc à son profit.

Cependant nous ne croyons pas que telle ait été la pensée de Pothier; en effet, si nous nous reportons à ce que nous avons dit au sujet des droits du cessionnaire en vertu d'un endossement irrégulier, nous verrons que Pothier, comme Savary du reste, ne reconnaît pas à ce porteur le droit de négocier le titre par un endossement régulier, et cela par application de la règle *Nemo dat quod non habet*. Dans ces conditions, il semble bien extraordinaire que, refusant au cessionnaire le droit de transférer la propriété du titre à un tiers, Pothier lui ait reconnu la faculté, singulièrement plus avantageuse pour lui, de remplir le blanc à son profit et d'en acquérir ainsi facilement la propriété par son seul fait. Il est plus logique de penser que Pothier a eu, lui aussi, en vue une autre hypothèse.

Quant à la jurisprudence des parlements, il n'y a rien à en conclure; nous avons vu qu'elle considérait les dispositions de l'ordonnance, relatives à l'endossement, comme lettre morte et qu'elle décidait que l'endossement en blanc transférait la propriété du titre. Comme le dit fort bien M. Arthuys : « Avec une semblable théorie, on comprend que le cessionnaire puisse remplir le blanc; c'est une pure formalité qui n'a

---

(1) *Contrat de change*, 40.

aucune conséquence, au point de vue du droit (1) ».

Comme on le voit, on ne trouve rien dans les précédents historiques qui puisse servir de base au système de la jurisprudence et à cette idée que, le cessionnaire pouvant transférer la propriété d'un titre à un tiers, peut se la conférer à lui-même. Nous devons rechercher maintenant si, au point de vue théorique pur, l'application rigoureuse des principes permet de justifier le système de la pratique.

L'opinion qui permet au porteur de remplir le blanc à son profit repose, nous l'avons vu, sur une idée de mandat, l'endossataire en blanc ayant reçu, par l'endossement, le pouvoir de transférer la propriété à un tiers peut se la conférer à lui-même, et cette faculté il la puise, dans l'un et l'autre cas, dans la procuration qui lui est conférée par la signature du cédant mise au dos de l'effet.

L'endosseur en blanc a donné à son mandataire, de la façon la plus large possible, le droit de régulariser l'endossement : qu'importe qu'il le régularise à son profit ou au profit d'un tiers, du moment qu'il le fait conformément à la volonté de son mandant et sans fraude? Dans les deux cas, il agit comme mandataire de l'endosseur. Cette théorie est bien résumée dans un arrêt de la Cour de cassation, ainsi conçu : « Attendu que le porteur d'un effet à ordre au moyen d'un endossement en blanc, ne valant que comme procuration, puise dans cette procuration même le droit de remplir l'ordre à son profit lorsqu'il a fourni

---

(1) *Revue critique*, 1883, p. 272.

à l'endosseur la valeur de l'effet; que l'ordre ainsi rempli, dès qu'il contient les énonciations requises par l'article 137 du Code de commerce, et que, d'un autre côté, il a lieu avant tout événement qui, tel que le décès, la faillite ou la déconfiture de l'endosseur, met fin au mandat, a pour conséquence de transformer la procuration dont le porteur est investi en une transmission de l'effet à son profit, et de mettre ce dernier à l'abri des exceptions qui auraient pu être opposées au mandant originaire (1) ».

Ce système, très généralement admis aujourd'hui, est cependant combattu par un certain nombre d'auteurs : de ce que le cessionnaire a le droit de négocier le titre, dit-on, il ne s'ensuit pas qu'il puisse en devenir propriétaire par son seul fait; que signifie un mandat de se créer soi-même propriétaire ou cessionnaire? le cas n'est pas du tout identique à celui d'un endossement régulier fait au profit d'un tiers par un cessionnaire irrégulier, l'assimilation de ces deux hypothèses n'est pas admissible et elle entraînerait des conséquences tout à fait injustes et non en harmonie avec les rapports contractuels créés par le mandat. Le mandat suppose une personne interposée entre deux autres et chargée de transmettre à celle-ci un bénéfice qui émane de celle-là : or, dans notre hypothèse, il manque une personne et le mandat ne peut être réalisé d'une façon satisfaisante.

Ce raisonnement, quelque juridique qu'il puisse paraître, n'est peut-être pas aussi péremptoire qu'on

---

(1) Cass., 21 décembre 1864, D., 65, 1, 30.

pourrait le croire. Il est certain que, lorsqu'un mandat reçoit sa complète exécution, il y a trois personnes juridiques en cause : le mandant, le mandataire et celui ou ceux avec lesquels le mandataire contracte. Dans l'hypothèse de l'endossement en blanc, qui, d'après l'article 138 du Code de commerce, n'est qu'une procuration, l'endosseur est le mandant, le cessionnaire, le mandataire ; faudra-t-il nécessairement une troisième personne avec laquelle celui-ci puisse contracter ? Assurément, mais rien n'empêche que le contractant soit le mandataire, rien ne s'oppose à ce que celui-ci joue un double rôle.

A propos de l'endossement irrégulier, nous avons déjà rencontré et admis ce dédoublement dans la personnalité juridique d'un cessionnaire ; nous avons vu, en effet, que l'endossataire irrégulier qui, après avoir négocié le titre par un endossement régulier, se trouvait obligé de rembourser le montant de l'effet à son cessionnaire, était subrogé dans tous les droits de celui-ci ; or, il est bien certain que ce n'est pas dans le mandat qu'il a reçu de son cédant qu'il puise un tel pouvoir ; mais, à côté de son rôle de mandataire, il en joue un autre, celui d'endosseur, et c'est en cette qualité qu'il est tenu du paiement du titre.

Eh bien, dans notre hypothèse, nous nous trouvons en présence d'une fiction semblable : l'endossataire, qui n'est d'abord qu'un mandataire, peut, en vertu même de l'étendue non limitée de son mandat, et à condition de remplir certaines formalités, devenir un cessionnaire régulier et propriétaire du titre : les trois personnes qui doivent figurer dans le mandat sont

donc représentées, la seule fiction consiste à faire jouer un double rôle au mandataire ; et, puisque ce cessionnaire pouvait régulièrement transférer la propriété du titre à un tiers, en remplissant le blanc au profit de celui-ci, pourquoi, s'il remplit les mêmes conditions que ce tiers, ne pourrait-il pas jouir du même avantage que lui ? Du reste, l'opération est double et correspond à chacun des rôles que joue le cessionnaire : il y a d'abord un mandat et l'endossataire intervient comme un mandataire capable de transférer la propriété ; en second lieu, il y a un transport de propriété à une personne quelconque qui fournira la valeur ; or, le même endossataire en blanc, qui remplit toutes les conditions exigées, intervient une seconde fois en qualité d'acquéreur et la négociation est ainsi très régulièrement opérée.

Ce système a, en outre, l'avantage de répondre aux besoins de la pratique et à l'intention des parties qui, en ne fixant pas de limites au mandat ainsi conféré, ont entendu opérer un transfert du titre. Comme le dit fort bien M. Bédarride : « La confiance absolue que suppose la délivrance de l'endossement en blanc, l'absence de toute restriction fait, avec juste raison, présumer que l'auteur a d'avance accepté tout ce que le cessionnaire croirait devoir faire (1) ».

Les adversaires de cette théorie n'admettent pas notre raisonnement ; pour eux, non seulement le point de départ du système de la jurisprudence n'est pas très conforme aux principes généraux du mandat,

---

(1) Bédarride, *De la lettre de change*, t. I, p. 494.

mais les conséquences qu'il entraîne le sont encore moins ; le droit de transmettre à un tiers la propriété du titre, s'il a été conféré par le mandant, n'aboutit pas au même résultat que la faculté de combler la lacune à son profit, soit que l'on se place dans les rapports des parties contractantes, soit que l'on envisage la situation du mandataire vis-à-vis des tiers.

Examinons donc successivement chacune de ces situations et demandons-nous si les conséquences du système de la pratique sont, dans les deux cas, aussi critiquables qu'on le prétend.

I. — *Situation du cessionnaire dans ses rapports avec le cédant.*

Établissons d'abord très nettement la situation : le cessionnaire est détenteur d'un titre endossé en blanc : il remplit le blanc à son profit avant le décès ou la faillite de son cédant, et puis, n'étant pas payé à l'échéance, il agit contre son mandant ; ou bien celui-ci veut revendiquer le titre, lui demander compte, etc., quelles seront les conséquences de l'accomplissement de cette formalité ?

Il est certain que le fait d'avoir rempli le blanc ne donne pas au porteur le droit de prouver contre son cédant qu'il a fourni la valeur, car une jurisprudence constante, approuvée par la grande majorité des auteurs, lui reconnaît ce droit en vertu de l'endossement en blanc même non régularisé. Mais sera-t-il encore obligé d'apporter une preuve ? l'endossement complété par lui ne fera-t-il pas foi par lui-même du

transport de la propriété du titre en faveur du porteur? C'est là l'intérêt pratique que présente la question et il est en effet considérable; si on reconnaît que le fait par le porteur de remplir le blanc à son profit le rend propriétaire, comme le décide la pratique, le fardeau de la preuve se trouve déplacé : ce sera au cédant à prouver que l'endossement contient une supposition de valeur et que, malgré son apparence régulière, l'endossement n'est qu'une procuration.

Cette conséquence n'est pas admise par certains auteurs et, pour soutenir cette opinion, on s'exprime ainsi : « Le cessionnaire avait accepté un endossement qui faisait naître contre lui une présomption de mandat; cette présomption peut être détruite par la preuve contraire, mais le fait d'apposer sur le titre une simple mention, de combler le blanc, n'est pas une preuve. Décider autrement, c'est tenir peu de compte de la présomption de la loi, admettre qu'elle peut être détruite d'une façon bien simple et, en réalité, admettre que la propriété a été transmise par l'endossement en blanc sous la condition que le blanc serait comblé. Cela est évident puisque le fardeau de la preuve se trouverait déplacé, et la présomption de propriété substituée à la présomption de mandat si la condition est accomplie. Quoi qu'il en soit, dans ses rapports avec son cédant, il a une situation désormais assurée s'il a fourni la valeur du titre. Peu importe que le blanc ait été comblé ou non, qu'il l'ait été après ou avant l'un des événements qui mettent fin au mandat, l'acquéreur peut toujours prouver

qu'il n'est pas un mandataire, qu'il est un cessionnaire (1) ».

Ce raisonnement ne nous paraît pas parfaitement exact et semble reposer sur une confusion : dans le système de la jurisprudence on ne prétend nullement que l'endossement en blanc soit équivalent à un transport de propriété sous la condition que le blanc sera rempli avant l'arrivée de certains événements. Au moment de la négociation, c'est-à-dire au moment où le cédant remet à l'endossataire le titre endossé en blanc, il y a bien là, conformément aux termes de la loi, une simple procuration qui est révoquée par l'arrivée de certains événements ; tant que le blanc n'est pas rempli, il n'y a ni vente ni transfert de propriété sous condition, il n'y a qu'un *mandat* et rien de plus ; mais, comme le mandataire a fourni au mandant la valeur de l'effet et que les termes de la procuration ne contiennent aucune restriction, ce mandat est d'une nature spéciale et a une étendue particulièrement grande. Comme nous avons essayé de le montrer à propos de l'endossement irrégulier, l'endossataire en blanc est un *procurator in rem suam* dont les pouvoirs ne sont pas limités. Dans ces conditions, il va puiser dans sa procuration le pouvoir de se transmettre à lui-même, en qualité de cessionnaire, la propriété du titre et c'est là une nouvelle opération qui vient se greffer sur la première ; comme le dit très bien Savary, pour une autre hypothèse,

---

(1) Arthuys, *Rev. crit.*, 83, p. 272.

l'endossement en blanc est une *pierre d'attente*, c'est une situation provisoire qui sera changée dans la suite par le cessionnaire lui-même et en vertu des pouvoirs que lui confère sa procuration. En agissant ainsi, il n'excède pas son droit, il opère une négociation qu'il avait le droit de faire, peu importe que ce soit au profit d'un tiers ou pour son propre compte ; dans l'un et l'autre cas, la loi est respectée ; en effet, tant que l'endossement est en blanc, le porteur est un mandataire (art. 138) ; lorsque l'endossement est régularisé, il devient propriétaire (art. 136 du Code de commerce), rien n'est plus conforme aux principes. Quant au transfert de la propriété du titre, il aura lieu non pas à l'époque où on lui remet le titre irrégulièrement endossé, mais au moment où le blanc est rempli. La conséquence très logique et qui nous semble tout à fait en harmonie avec les principes du Code de commerce, c'est que, jusqu'à la régularisation de l'effet, le porteur pourra et devra prouver qu'il a fourni la valeur ; après l'accomplissement de cette formalité, il sera présumé propriétaire et ce sera, au contraire, au cédant à faire la preuve de la supposition qu'il allègue.

Cependant, ajoute-t-on, lorsque les intérêts des tiers n'étaient pas en jeu, il a été décidé par la jurisprudence, que l'endossement en blanc pouvait être régularisé après l'arrivée d'événements qui, tels que le décès ou la faillite de l'endosseur, auraient dû mettre fin au mandat, s'il était vrai que l'endossement en blanc ne fût qu'une procuration : c'est donc bien reconnaître qu'il y a dans cet endossement, même

avant sa régularisation, non un mandat mais un transfert de propriété.

Il n'en est rien, et les décisions de jurisprudence que l'on veut viser considèrent bien l'endossement en blanc non régularisé comme une procuration; mais, nous le savons, ce mandat, à l'occasion duquel le mandataire a fourni à son cédant la valeur du titre, est fait surtout dans l'intérêt du cessionnaire et son droit est irrévocable : l'endossataire est un mandataire, mais un mandataire spécial, un *procurator in rem suam*, aux droits duquel le décès ou la faillite du cédant ne saurait porter atteinte. C'est ce que la Cour de cassation a décidé dans un arrêt du 22 janvier 1868 (1) : « Attendu, dit la Cour, que si les traites étaient endossées en blanc et si la procuration résultant d'un tel événement était, en général, révoquée par le décès de celui qui l'avait donnée, il doit en être autrement dans l'espèce où le mandat étant donné dans l'intérêt du mandataire aussi bien que dans celui du mandant, était irrévocable ».

## II. — *Situation du cessionnaire dans ses rapports avec les tiers.*

C'est à ce point de vue que la question présente particulièrement de l'importance, et c'est dans ce cas que, le plus souvent, des décisions de jurisprudence ont été rendues. Voici le système de la pratique : le porteur d'un billet à ordre ou d'une lettre de change en vertu d'un endossement en blanc, qui a fourni la

---

(1) S., 68, 1, 256.

valeur de l'effet, ne peut valablement remplir le blanc si, au moment où il le remplit, son mandat est révoqué, si son endosseur, par exemple, est en faillite ; et si, n'ayant pas rempli le blanc, il s'adresse au souscripteur ou au tiré, il ne peut, par aucune preuve, détruire la présomption de mandat qui pèse sur lui ; ceux-ci pourront, à tous égards, le considérer comme un mandataire, et notamment lui opposer les exceptions qu'ils auraient à faire valoir contre l'endosseur. Si, au contraire, il a comblé la lacune immédiatement, avant qu'aucun événement n'ait révoqué le mandat, l'eût-il fait d'une façon inexacte, par exemple, en donnant à l'endossement une date autre que celle de la transmission véritable, il n'a plus rien à craindre, il est désormais propriétaire, comme si un endossement régulier avait été fait au moment même où le contrat est intervenu (1). Et pour arriver à ce résultat, la jurisprudence, nous l'avons vu, fait le raisonnement suivant : le cessionnaire a le droit de transférer la propriété du titre à celui, quel qu'il soit, qui en fournira la valeur ; personne n'est exclu du droit d'acquérir l'effet s'il remplit les conditions nécessaires, rien ne s'oppose donc à ce qu'après avoir été mandataire, il devienne ensuite propriétaire.

C'est surtout dans les rapports du porteur vis-à-vis des tiers, que le système de la jurisprudence est critiqué par certains auteurs : « Ainsi, dit-on, le seul fait insignifiant en lui-même d'avoir comblé une lacune, mis une simple mention sur le titre avant certains

---

(1) Arthuys, *loc. cit.*

événements, lui transfère la propriété, ou tout au moins rend admissible une preuve qui ne l'était pas tout à l'heure. On a peine à comprendre que l'accomplissement d'une simple formalité puisse avoir de telles conséquences. D'un autre côté, on veut faire, entre deux cas très différents, une assimilation qui semble bien inexacte. En effet, si on se place dans l'hypothèse où le cessionnaire a le droit seulement de transférer, comme mandataire, le titre à un tiers, l'intention des parties diffère essentiellement de celle qui préside à leur convention, quand le titre est cédé avec l'autorisation, pour le cessionnaire, de remplir le blanc à son profit, et que la valeur a été fournie comme l'exige la jurisprudence ; la convention lui a conféré ce titre, il est chargé de négocier, de trouver un acquéreur, mais le contrat ne lui attribue pas d'autre droit. C'est dans ces limites qu'il sera restreint si la procuration est expresse et c'est, par suite, ce qui se produirait toujours, si le mandat tacite ne comportait pas le pouvoir d'aliéner, et que ce pouvoir dût être conféré formellement. Dès lors, si un événement imprévu, subit, entraîne la révocation du mandat, c'est là un fait entièrement indifférent au mandataire, qui ne trompe pas son attente, car il est incontestable qu'il a accepté le rôle de mandataire, et qu'il n'a pas voulu autre chose. Si, au contraire, la convention expresse ou tacite, qui intervient au moment de la remise du titre, simplement revêtue de la signature de l'endosseur, comporte pour le mandataire le droit de s'en attribuer la propriété en faisant un endossement à son profit, n'est-il pas certain

que, dans la pensée des parties, il y a un contrat translatif de propriété et non un mandat ? Cela est si vrai, qu'il serait impossible de soutenir que le mandant ait un droit de révocation expresse, et qu'il puisse changer la situation du prétendu mandataire. Elle ne peut davantage être changée par une révocation tacite, et c'est, nous l'avons vu, la décision de la jurisprudence dans les rapports des parties. Si, au contraire, il avait donné expressément le droit de transférer la propriété à un tiers, une révocation expresse ne serait pas contraire à la volonté des contractants. Une intention différente a donc présidé aux deux contrats. Il est regrettable, par conséquent, d'appliquer à un contrat qui, dans la pensée des parties, était translatif, les causes de révocation du mandat, d'exiger que le blanc soit rempli avant la faillite du mandant, ou avant son décès : l'application de ces règles à l'hypothèse qui nous occupe donne lieu à des surprises et à des injustices (1) ».

Nous avons tenu à reproduire cette longue citation, parce qu'elle résume bien toutes les critiques qui ont été adressées au système de la jurisprudence, en ce qu'elles tendent à prouver que cette théorie admet, sans s'en douter, à l'égard des tiers, un transfert de propriété qui a lieu au moment de la remise du titre, et que, par conséquent, on va à l'encontre de la loi qui, pour les tiers, considère l'opération comme une simple procuration. Ces critiques ne nous semblent pas plus fondées dans l'hypothèse que nous envisa-

---

(1) Arthuys, *loc. cit.*

geons, que lorsque l'on examine les rapports des parties contractantes. Il n'est pas exact de dire que, à l'égard des tiers, le point de départ de l'opération soit différent, selon que le porteur ne reçoit que le pouvoir de transférer le titre à un tiers, ou qu'il trouve dans la cession même la faculté d'en acquérir la propriété : dans les deux cas, c'est un mandat qui résulte de l'endossement en blanc. Cela est si vrai que, pour les tiers, le mandat est pleinement révoqué par l'arrivée du décès ou de la faillite de l'endosseur, si à ce moment le blanc n'est pas rempli. Dans ces conditions, comment peut-on soutenir que l'endossement soit, dans le système de la pratique, dès l'origine un acte de transport de propriété ? On comprend difficilement une vente qui pourrait être résolue pour les causes de révocation du mandat.

Mais, dit-on, si c'est un mandat, il faudra reconnaître à l'endosseur en blanc un droit de révocation expresse, et c'est ce qu'on ne fait pas dans la théorie adverse.

Cela est vrai, la jurisprudence ne donne pas à l'endosseur un droit de révocation expresse ; et cela nous semble tout à fait logique et juridique ; en effet, comme nous l'avons vu, le cessionnaire est un mandataire spécial, il a fourni la valeur du titre, et il semble bien équitable que l'endosseur qui a reçu le montant de l'effet ne puisse pas, quand il lui plaira, reprendre le titre à son cessionnaire, sous prétexte que celui-ci n'est qu'un mandataire et que les règles du mandat donnent au mandant le droit de révocation non limité ; il y aurait là une injustice flagrante.

Mais il y a plus, les principes eux-mêmes s'opposent à la consommation d'une telle iniquité : le mandat, dans le cas dont nous nous occupons, est une *procuratio in rem suam*, c'est-à-dire une procuration d'une nature particulière : le *procurator in rem suam*, dit M. Accarias, n'est pas obligé de rendre compte et son droit *n'est pas révocable* ; cela n'empêche que l'opération soit un mandat et qu'il faille lui appliquer les règles du Code civil, relatives à ce contrat, mais c'est un mandat d'une nature spéciale et qui doit produire, à certains points de vue, des résultats particuliers.

Plus tard, il est vrai, la procuration se transforme, elle disparaît pour faire place à une cession, mais cela est très régulier, puisque cette transformation a lieu en vertu du mandat lui-même. A partir de ce moment, en effet, le décès ou la faillite de l'endosseur importe peu, l'opération est parfaite à l'égard des parties ; mais n'en est-il pas de même lorsque le porteur négocie régulièrement le titre à un tiers comme chacun lui en reconnaît le droit : dans l'un et l'autre cas, la négociation est parfaite aux yeux de tous, et les résultats en sont les mêmes pour tous les intéressés.

On croit présenter contre l'opinion de la jurisprudence une objection très forte en disant que, dans le cas où le porteur a négocié le titre à un tiers, la révocation du mandat, par suite d'un événement imprévu, ne le touche absolument pas, tandis qu'il en éprouve un grave préjudice si le mandat lui a été conféré avec le pouvoir de s'en attribuer la propriété.

Il est certain qu'il y a là une différence singulière-

ment importante entre les deux situations, mais rien d'étonnant à cela ; en effet, si dans l'un et l'autre cas, les porteurs sont des mandataires, il ne faut pas oublier que le second a fourni à l'endosseur la valeur du titre et que, naturellement, il a un intérêt personnel à la bonne exécution d'un mandat dont il n'est pas obligé de rendre compte et qui est fait surtout en sa faveur. Mais, cet intérêt que le porteur trouve dans la réalisation de sa procuration empêche-t-il que l'endossement ne soit, à l'origine, autre chose qu'un mandat ? On n'en voit pas la raison ; cette particularité ne porte aucune atteinte au caractère primordial de l'opération qui reste, selon le vœu de la loi, un mandat ; dans un cas, le cessionnaire est un mandataire pur et simple, et dans l'autre, un mandataire *in rem suam*, mais non un acquéreur ; il n'est pas possible qu'on ne fasse pas de différence entre le mandataire qui n'a rien fourni et celui qui a remis à son endosseur la valeur de l'effet ; c'est ce qu'a voulu faire la pratique.

En résumé, toutes les critiques adressées au système de la jurisprudence ne portent pas : la théorie que nous avons soutenue, en effet, repose sur des principes certains et n'est que l'application des règles du mandat et de la *procuratio in rem suam*. Elle a été inspirée par les besoins du commerce qui protestaient contre une application trop rigoureuse et trop restrictive des textes. Grâce à cette pratique, les droits du porteur en vertu d'un endossement en blanc, qui a fourni la valeur, se trouvent sauvegardés, puisque cela ne dépend que de lui de devenir propriétaire légitime du titre. En d'autres termes, comme nous le disions au début

de cette étude, le résultat produit par le système de la jurisprudence permet d'arriver, par des moyens réguliers et légaux, à éluder les dispositions d'un texte dont l'application rigoureuse serait désastreuse pour les intérêts du commerce.

---

## CHAPITRE III

**Responsabilité de celui qui, porteur d'un titre en vertu d'un endossement en blanc, le transmet à un tiers sans y apposer sa signature et sans remplir le blanc.**

De la théorie que nous avons exposée de l'endossement en blanc, il résulte que le porteur d'un titre ainsi endossé peut prendre à son choix plusieurs partis différents :

1° Remplir le blanc à son profit et le transmettre ensuite par un endossement à une autre personne ;

2° Remplir le blanc du nom d'une autre personne ;

3° Conserver l'effet ou le transmettre par un nouvel endossement régulier ou irrégulier, mais sans en remplir le blanc ;

4° Enfin, transmettre purement et simplement le titre de la main à la main à un tiers sans remplir le blanc et sans y apposer sa signature.

Dans la plupart des cas, nous connaissons déjà la responsabilité que le porteur encourt ; nous avons étudié ces différentes solutions, dans la première partie de notre travail. Mais une situation nouvelle peut se présenter avec l'endossement en blanc si le porteur prend le quatrième parti, c'est-à-dire si, sans apposer sa signature et sans remplir le blanc, il transmet manuellement le titre à une autre per-

sonne ; aucune trace ne subsiste sur l'effet de cette transmission : le porteur qui a fait cette négociation sera-t-il tenu à quelque responsabilité relativement à ce titre ainsi transmis, devra-t-il fournir quelque garantie ? Il y a là une difficulté assez sérieuse et qui a fait l'objet d'une controverse.

Voici comment la question s'est présentée dans la pratique : un banquier avait remis de la main à la main contre des espèces à un tiers des lettres de change endossées en blanc et revêtues antérieurement de plusieurs signatures ; or, il se trouvait que toutes les signatures, sauf celles de l'endossement en blanc, étaient fausses ; à l'échéance, le tiers porteur n'ayant pas été payé se retourna contre le banquier qui lui avait transmis les titres, et prétendit l'actionner en garantie. De quelle responsabilité celui-ci allait-il être tenu dans de telles circonstances ?

Tout d'abord, il est un point sur lequel on semble d'accord : c'est que le banquier ne peut être tenu en vertu de la loi commerciale. Le Code de commerce, en effet, ne fait peser la responsabilité du paiement des lettres de change et billets à ordre que sur ceux qui, à un titre quelconque, ont apposé leur signature sur le titre, c'est-à-dire, tireurs ou souscripteurs, endosseurs, accepteurs, donneurs d'aval. La loi ne s'explique pas à l'égard de celui qui a cédé l'effet sans l'endosser, et de qui aucun engagement n'a été stipulé dans la lettre de change. En refusant sa signature, le cédant a manifesté clairement son intention de ne point se lier ; aussi, le Code de commerce n'a-t-il conféré au porteur aucun droit contre le cédant non

endosseur en cas de non-paiement à l'échéance : en d'autres termes, le porteur n'a pour garants et débiteurs que ceux dont l'effet porte la signature.

Mais si la garantie commerciale n'existe pas, peut-on invoquer contre le cédant non endosseur la garantie civile? Certains auteurs le prétendent et la Cour de Montpellier a consacré cette opinion dans un arrêt du 11 mars 1845 (1). Bien que le banquier, soutient-on, qui avait livré les titres, ne les eût point signés, il semble juste qu'on le déclare garant de l'existence de la créance vendue en vertu de l'article 1693 du Code civil, qui dispose que « celui qui vend une créance ou autre droit incorporel, doit en garantir l'existence au temps du transport, quoiqu'il soit fait sans garantie ». Si l'on doit s'en tenir aux règles du droit commun, l'application de cet article ne peut faire aucun doute, car on ne peut considérer comme ayant satisfait à la garantie de l'existence de la créance vendue, celui qui justifie d'une seule des signatures, de la dernière, et qui est forcé de convenir de la fausseté de toutes les autres. La valeur d'un titre s'estime eu égard à l'ensemble des signatures qui y sont apposées : si plusieurs de ces signatures sont fausses, l'effet perd la plus grande partie de sa valeur. En vertu du droit commun, la responsabilité du banquier serait donc engagée quoiqu'il puisse apporter la preuve de sa bonne foi.

De plus, dans le même ordre d'idées, le banquier est encore responsable comme ayant manqué à l'une

---

(1) D., 43, 2, 95.

des obligations essentielles du vendeur, c'est-à-dire à la délivrance de la chose vendue.

Enfin, on peut encore le considérer comme garant des vices de la chose. Cette thèse est celle de la Cour de Montpellier qui, réformant un jugement du Tribunal de commerce de la même ville, s'exprime ainsi : « Attendu que, puisque Mourgues était propriétaire des billets transmis et qu'il a entendu les céder pour son propre compte, il reste à déterminer la nature et l'étendue de la garantie qui pèse sur lui en cette qualité; attendu que le Code civil (art. 1689 et suivants) a fixé les conditions et les règles relatives aux transports des créances et autres droits incorporels; qu'aux termes de l'article 1693 de ce Code, celui qui vend une créance ou autre droit incorporel doit en garantir l'existence au temps du transport quoique la vente soit faite sans garantie; attendu que les règles de la loi commune sont incontestablement applicables aux matières du commerce dans le silence de la loi commerciale, que la loi commerciale n'est qu'une exception à la loi commune et générale, et que, comme toutes les exceptions, son application doit être restreinte aux cas pour lesquels elle a été faite et qu'elle a prévus; attendu que l'article 140 du Code de commerce ne déroge nullement aux dispositions de l'article 1695 du Code civil relativement à la garantie de droit.

« Que ce n'est point par des endossements que Mourgues a transmis à Cavalier les billets dont celui-ci est porteur : que dudit Mourgues à Cavalier il y a eu transmission de billets opérée par une sim-

ple tradition manuelle, d'où résulterait une cession civile; qu'il n'apparaît dans la cause l'existence d'aucune convention particulière qui ait modifié les effets légaux de ce genre de transport, et qu'aucune assimilation ne peut être faite entre ce mode de transmission et le mode de transport par voie d'endossement défini et réglé par la loi commerciale.

« Attendu que les obligations imposées par le droit commun à tout cédant relativement à la garantie de droit, n'ont été modifiées par aucune loi exceptionnelle, en ce qui concerne le transport des droits incorporels par tradition manuelle du titre; que par suite, c'est le droit commun, c'est-à-dire l'article 1693 du Code civil qui, seul, doit être appliqué à l'espèce; qu'enfin, il y a d'autant plus de raison de le décider ainsi que, dans la transmission faite par Mourgues à Cavalier, celui-ci a pris en considération moins la signature de Rech, dont la solvabilité aurait pu ne pas paraître suffisante, que celle des prétendus souscripteurs qui tous étaient notoirement solvables. »

Cette opinion n'a pas été admise par la Cour de cassation qui a cassé l'arrêt de Montpellier et avec raison selon nous.

Il ne nous semble pas qu'il y ait lieu d'appliquer ici les règles du droit civil. La nature de l'opération, le caractère commercial des titres cédés, la forme suivie pour la transmission des titres, tout indique que nous sommes en présence d'un acte commercial régi par le Code de commerce.

En effet, analysons l'opération et voyons quelle est la situation de chacune des parties.

Le banquier, au moment où il reçoit de son cédant la lettre de change recouverte d'un endossement en blanc, est purement et simplement un mandataire de l'endosseur (art. 138 du Code de commerce); il peut, il est vrai, devenir propriétaire du titre en remplissant le blanc, mais peu importe, avant l'accomplissement de cette formalité, il n'est qu'un *procurator*. Si ensuite, ce banquier transfère le titre manuellement sans apposer sa signature sur l'effet, il agit encore en vertu du mandat qui lui est conféré par l'endossement en blanc et prouve bien, en s'abstenant de signer le titre, qu'il veut échapper à toute responsabilité; il ne garantit donc ni la solvabilité de son cédant immédiat, ni la sincérité des signatures antérieures, ni la solvabilité des signataires de l'effet; dans toute l'opération, il ne joue que le rôle d'un mandataire. Il ne saurait donc être soumis à aucune garantie.

Du reste, au point de vue pratique, s'il en était autrement, si l'on voulait faire peser sur le cédant non signataire une responsabilité, aussi lourde, les banquiers seraient mis dans l'impossibilité d'opérer des négociations de ce genre, qui constituent l'un des éléments les plus importants de leur commerce : c'est ce qu'avait très bien fait ressortir le jugement de Montpellier, réformé par l'arrêt de 1845. « Attendu, dit le Tribunal, que dans la plupart des cas, il est physiquement impossible au banquier qui reçoit une traite et la négocie d'attester la vérité de toutes les signatures qui figurent sur cette traite, qu'il fallait, ou renoncer au contrat de change dont l'utilité

est si incontestable dans le commerce, ou admettre les principes conformes à la matière de ce contrat (1) ».

Mais est-ce à dire que le cédant non signataire ne contracte aucune obligation et n'encourt aucune espèce de responsabilité? Assurément non; d'abord il doit faire connaître son cédant; agissant comme mandataire, il est un *lien* entre l'endosseur en blanc et le cessionnaire pour la négociation; mais une fois l'opération terminée, il disparaît. De plus, il doit répondre de la *réalité* de la dernière signature. En d'autres termes, il met le preneur en ses lieu et place sans fortifier le titre par une garantie personnelle; quant à lui, il ne compte plus dès que la négociation est opérée. Décider autrement, ce serait porter la perturbation dans le commerce. Du reste, c'est à ceux qui acceptent de semblables billets à exiger d'autres sûretés, s'ils ne considèrent pas comme suffisantes celles qu'ils trouvent dans les titres eux-mêmes. Mais en l'absence de dispositions exceptionnelles et formelles, le banquier satisfait à ses engagements, lorsqu'il prouve la sincérité du dernier endosseur.

Bien entendu, nous laissons de côté le cas de connivence frauduleuse du banquier avec les faussaires, la fraude fait exception à toutes les règles; mais en dehors de ce cas, il ne saurait être responsable de la fausseté des signatures antérieures.

C'est ce que décide la Cour de cassation de la façon la plus formelle (2).

---

(1) D., 43, 2, 96.

(2) Cass., 22 février 48, D., 48, 1, 262.

« Attendu que les articles 140 et 187 du Code de commerce combinés imposent à tous ceux dont la signature se trouve sur un billet à ordre l'obligation de le payer et de garantir toutes les signatures antérieures à la leur, qu'il en résulte que, à l'égard du cédant qui n'a pas endossé et qui a remis comme il l'avait reçu, de la main à la main, un effet de commerce, l'absence de la signature est la preuve qu'il n'a pas voulu s'imposer la garantie qui s'attache à toute cession signée par un endosseur; que le premier qui a ainsi accepté, sans signature du cédant, ne pourrait, sans une manifeste atteinte à la loi du contrat, réclamer plus tard à son cédant une responsabilité que celui-ci avait positivement déclinée au sujet de toutes les signatures portées au billet; que l'obligation unique dont le cédant soit passible vis-à-vis du preneur est d'indiquer un débiteur, obligation qui est le juste retour des valeurs que le cédant a reçues lors de la remise du billet : après quoi, le porteur ne peut agir que comme s'il tenait le billet du dernier endosseur lui-même.

« Que, pour porter plus loin le devoir du cédant, on argumenterait mal à propos de la responsabilité écrite dans l'article 1693 du Code civil, laquelle s'applique aux créances civiles dont la propriété se transmet par des significations ou acceptations dont le mode est déterminé par l'article 1690, tandis que tout ce qui touche à la garantie en matière de billets à ordre ou effets de commerce est réglé par les principes de la loi commerciale. Que l'arrêt déclare qu'il n'apparaît aucune convention particulière qui ait modifié les

effets légaux de transmission opérée de la main à la main entre le banquier M. et C. sous l'endossement d'Odon Rech, négociants, et que cependant, à l'occasion de cette transmission, ledit arrêt impose à M. une responsabilité qui est en dehors de la nature du genre de transport choisi par les intéressés, en quoi l'arrêt a faussement appliqué l'article 1693, ouvertement violé ses dispositions et celles des articles 140, 164, 187 du Code de commerce ».

---

## CHAPITRE IV

### **Endossement en blanc des titres à ordre autres que la lettre de change.**

Le Code de commerce traite de l'endossement à propos de la lettre de change ; il faut bien reconnaître en effet que c'est, avec le billet à ordre, le titre le plus usité, le plus répandu ; aussi jusqu'à présent, nous avons supposé pour la facilité du raisonnement que les effets dont nous nous occupions étaient soit des lettres de change, soit des billets à ordre ; les règles étant les mêmes pour ces deux sortes d'effets. Mais ce ne sont pas là les seuls titres à ordre ; en d'autres termes, ce ne sont pas les seuls effets susceptibles d'être transmis par la voie de l'endossement : dans ces conditions, il y a lieu de se demander si toutes les règles que nous avons étudiées relativement à l'endossement en blanc des lettres de change, doivent recevoir leur application en ce qui concerne les autres effets, revêtus de la clause d'ordre.

Tout d'abord quels sont, en droit français, les titres à ordre ?

Il y a : 1° la *lettre de change* (article 110 du Code de commerce), et le *billet à ordre* (article 187 du Code de commerce) que nous connaissons déjà.

2° *Les récépissés et les warrants des magasins généraux* (loi du 28 mai 1858, article 3).

Le récépissé et le warrant, ou bulletin de gage, sont deux titres à ordre unis l'un à l'autre, détachés d'un registre à souche, et remis par l'administration d'un magasin général au déposant des marchandises. Celui-ci peut, selon son désir, les endosser tous deux au même cessionnaire et alors « l'endossement équivaut à la livraison (1) », on a deux cessionnaires différents (article 3, loi 28 mai 1858). Dans ce cas, le titulaire du récépissé devient propriétaire de la marchandise, sur laquelle le titulaire du warrant a un droit de gage, le premier ayant le droit de libérer la marchandise du droit de nantissement qu'a sur elle le second par paiement ou consignation, et cela même avant l'échéance (article 6, loi 11 mai 1858). Les titres de cette première catégorie sont nécessairement à ordre ; ceux que nous allons énumérer le sont facultativement.

3° *Les billets de grosse* (article 313 du Code de commerce), on appelle ainsi le titre qui sert à constater le contrat de prêt à la grosse, contrat essentiellement aléatoire en usage dans le commerce maritime.

4° *Le connaissement* (article 281 du Code de commerce), qui est la reconnaissance fournie par le capitaine des marchandises qu'il a reçues pour en opérer le transport ; on l'a justement qualifié en l'appelant la lettre de change des mers (2).

---

(1) Lyon-Caen et Renault, *Manuel*, n° 451.

(2) Delamarre et Lepoitevin, *Dr. co.*, t. V, p. 64.

5° *Le chèque* (loi 14 juin 1865, article 1), ou mandat de paiement, qui est la représentation en papier d'une valeur d'argent existante, toujours disponible.

Ces titres sont les seuls dont parle la loi, comme pouvant être revêtus de la clause à ordre, mais tout le monde est d'accord pour reconnaître que l'énumération n'en est pas limitative, et que l'on peut ajouter à cette liste, par voie d'analogie, un certain nombre de titres, considérés comme susceptibles d'être transmis par voie d'endossement, ce sont : la lettre de voiture, la facture, les récépissés de chemins de fer, les polices d'assurance (1).

Dans ce chapitre, nous avons donc à nous demander si les règles relatives à l'endossement en blanc, que nous avons étudiées à propos de la lettre de change, doivent recevoir leur application pour tous les effets de commerce revêtus de la clause à ordre quels qu'ils soient.

Il est d'abord un titre qui, sans aucune espèce de doute, doit recevoir une place à part : c'est le chèque. L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 14 juin 1865, qui consacre

---

(1) Les titres de créances civiles peuvent-ils être revêtus de la clause à ordre et sont-ils transmissibles par voie d'endossement ? Cette question a donné lieu à une vive controverse dont l'examen ne rentre pas dans le cadre de notre sujet ; disons seulement que l'affirmative a prévalu aussi bien en doctrine qu'en jurisprudence et que par conséquent ces titres, lorsqu'ils seront revêtus de la clause à ordre, devront suivre le sort des effets de commerce qui font l'objet de ce chapitre. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. III, n° 98 ; Nouguiér, *Lettre de change*, t. I, n° 602 ; Pascand, *Revue critique*, 1878, p. 786 ; Cass., 8 mai 1878, D., 78, 1, 241 ; note de Beudant ; cass., 16 mars 1892 ; *Ann. dr. co.*, 92, p. 84.

l'existence légale du chèque, s'exprime en effet ainsi dans sa partie finale : « Il (le chèque) peut être souscrit à ordre et transmis même *par voie d'endossement en blanc* ». C'est là une exception formelle apportée au droit commun, établi par l'article 138 du Code de commerce ; pour le chèque, l'endossement en blanc produira donc non plus l'effet d'une simple procuration, mais un véritable transfert de propriété.

Mais que faut-il décider pour tout autre titre revêtu de la clause à ordre ? faudra-t-il appliquer à l'endossement de ces titres les règles des articles 137 et 138 du Code de commerce, ou bien doit-on décider que ces règles sont spéciales à la lettre de change ? Un titre à ordre quel qu'il soit, revêtu d'un endossement en blanc, opérera-t-il transport de propriété ou bien ne vaudra-t-il que comme procuration ? C'est là une question qui a été controversée.

Il faut avant tout écarter de la discussion le billet à ordre et le billet de grosse, car le législateur a pris soin de dire que les règles qui régissent ces effets, particulièrement en ce qui concerne l'endossement, sont celles relatives à la lettre de change. Quant aux autres titres, certains esprits pensent qu'on ne peut pas leur faire application des articles 137 et 138 du Code de commerce.

L'extension des règles de ces articles à des titres de créances que la loi n'a pas eu en vue est, prétend-on, tout à fait excessive. En effet, lorsque le législateur a voulu faire retomber certains titres sous l'application des règles de la lettre de change et spécialement des articles 136 et suivants du Code de commerce, il l'a

dit formellement, ainsi que nous venons de le voir à propos du billet à ordre et du billet de grosse. Si pour les autres titres, il n'a rien dit de semblable, son silence est significatif, et on doit y voir une volonté bien arrêtée d'affranchir ces titres des règles de la lettre de change, en ce qu'elles ont de spécial et de rigoureux. Pour les effets de commerce non prévus par la loi, qu'on se réfère au Titre de la lettre de change pour y puiser les principes généraux en vigueur sous l'empire du Code de commerce, rien de mieux, mais y rechercher des formalités de droit étroit, c'est dépasser, ce semble, les règles d'une saine interprétation (1).

Cette opinion, qui du reste est repoussée par la très grande majorité des auteurs et par la jurisprudence, ne semble guère admissible. D'abord l'argument donné par les partisans de cette théorie trouve dans le système opposé son équivalent, qui a peut-être plus de force encore : en effet, lorsque le législateur a voulu affranchir certains titres de quelques-unes des règles les plus strictes de l'endossement, il s'en est expliqué formellement ; dans l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 14 juin 1865, il décide que l'endossement en blanc du chèque est translatif de propriété ; de plus, dans l'article 5 de la loi du 28 mai 1858, il indique quelles énonciations spéciales doit contenir l'endossement des warrants, outre celles du droit commun. N'est-ce pas là une manifestation certaine de l'intention du législateur, de faire tomber tous les titres à ordre sous l'appli-

---

(1) Touzaud, *Effets de commerce*, p. 243.

cation des règles de la lettre de change relatives à l'endossement ; en effet, pourquoi spécifier que le chèque sera transmis *même* par la voie de l'endossement en blanc, si ce titre à ordre devait par avance échapper aux dispositions des articles 137 et suivants, pourquoi indiquer que l'endossement des warrants doit contenir *en outre* certaines énonciations ? Si le législateur avait voulu appliquer des règles différentes pour l'endossement de chaque titre à ordre, il s'en serait formellement expliqué, autrement on ne ferait que retomber dans l'arbitraire et la fantaisie : c'est dans le Titre relatif à la lettre de change, que l'on trouve les règles de l'endossement des titres à ordre, et ce n'est que là.

Cette méthode, du reste, s'explique fort bien, car c'est la lettre de change qui est le titre à ordre le plus répandu. Par conséquent, chaque fois que l'on voudra, pour un effet de commerce quelconque, appliquer les règles de l'endossement, c'est dans les articles 136 et suivants qu'il faudra les puiser, puisque c'est le droit commun lorsque aucune loi spéciale n'y apporte de dérogation.

En conséquence, il est bien certain que l'endossement des titres à ordre, quels qu'ils soient, doit contenir toutes les mentions prévues par l'article 137 du Code de commerce si la loi ne les a pas spécialement dispensés de ces formalités, et cela sous peine de perdre tout pouvoir translatif de propriété et de devenir une simple procuration. En d'autres termes, il faudra appliquer à l'endossement irrégulier, ou en blanc, de tous les titres à ordre, les règles que nous

avons étudiées relativement à l'endossement irrégulier de la lettre de change ou du billet à ordre (1).

La jurisprudence a eu souvent l'occasion d'appliquer ce principe, particulièrement en ce qui concerne l'endossement d'un connaissance ou d'une lettre de voiture; des difficultés se sont présentées à maintes reprises relativement à l'endossement en blanc de ces titres à ordre, et de nombreuses divergences se sont produites dans la solution des différentes difficultés.

Quelques explications préliminaires sont nécessaires pour permettre de comprendre, d'une façon suffisante, les hypothèses dans lesquelles la jurisprudence a eu à statuer :

Un créancier quelconque, qui a fait des avances sur des marchandises en cours de route, peut acquérir un droit de gage sur ces marchandises avant leur arrivée, au moyen de l'endossement de la lettre de voiture ou du connaissance, selon que le transport des marchandises se fait par terre ou par mer; si ce

---

(1) Cette solution, qui est la conséquence nécessaire d'un principe certain, est très fâcheuse car la distinction entre l'endossement régulier et l'endossement irrégulier se justifie moins encore pour les titres à ordre autres que les lettres de change ou les billets à ordre que pour ceux-ci. (Trib. ci. Seine, 27 octobre 1896; *Droit*, 29 octobre 1896.) Le bénéficiaire d'une assurance sur la vie avait été cédé par un endos qui ne mentionnait pas la valeur fournie, on prétendait que l'endos ne valait alors que comme procuration et que le mandat avait été révoqué par la mort du mandant : le Tribunal admet le point de départ, mais dit que, s'agissant d'un mandat donné par l'endosseur pour toucher un capital qui ne pouvait devenir exigible qu'après sa mort, il est bien évident que le mandat a survécu au mandant. (Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. IV, p. 154, n° 1.)

titre a été rédigé à ordre. L'endossataire a sur les marchandises un privilège qui empêche, par exemple, en cas de faillite de l'acheteur, l'exercice du droit de revendication du vendeur non payé. Mais, pour produire de semblables résultats, est-il nécessaire que l'endossement réunisse les conditions prescrites pour la validité de l'endossement des effets de commerce; en d'autres termes, faut-il que cet endossement soit régulier ?

Sur ce point, la jurisprudence s'est divisée. La Cour de Douai, par deux arrêts des 11 avril 1838 et 5 janvier 1844 (1), décide que les formalités de l'endossement des effets de commerce ne sont applicables aux connaissements que quand l'endosseur se propose de transférer la propriété de la marchandise, mais que, quand il n'entend conférer qu'un simple gage, on ne peut lui imposer de recourir à la forme d'un transport; il suffit alors que la chose engagée se trouve à la disposition du porteur du connaissement, ce qui arrive par le seul effet de l'endossement même irrégulier : « cet endos équivalant à l'ordre de délivrer la marchandise à celui à qui il a été passé, ordre non susceptible de révocation, puisqu'il forme la condition du contrat de nantissement (2). »

La Cour de cassation, au contraire, s'est prononcée pour la nécessité d'un endossement régulier par deux arrêts : l'un du 1<sup>er</sup> mars 1843 (3); l'autre du 30 jan-

---

(1) D., 43, 1, 183; D., 44, 2, 191.

(2) Dans le même sens : Massé, *op. cit.*, T., 2877; Touzaud, *Effets de commerce*, p. 245.

(3) S., 43, 1, 185.

vier 1850 : dans cette dernière décision, la Cour suprême dit en substance : « Attendu que c'est vainement que, pour s'opposer à cette revendication (celle du vendeur non payé), C... s'est prévalu du privilège accordé par l'article 93 au commissionnaire qui a fait des avances sur des marchandises expédiées d'une autre place : qu'en effet, pour qu'il y ait lieu à l'exercice de ce privilège, il faut que l'endossement du connaissance soit revêtu de toutes les formalités prescrites par la loi en matière de transmission d'effets de commerce négociables ; qu'une de ces formalités consiste dans l'expression de la valeur fournie ; que, lorsque l'endossement ne réunit pas toutes les conditions établies dans l'article 137 du Code de commerce, il ne transmet point à celui en faveur duquel il a été fait la possession personnelle ou le nantissement des valeurs ou marchandises : qu'il ne peut, d'après l'article 138, constituer qu'une procuration et permet, dès lors, qu'on puisse opposer au porteur de l'endossement irrégulier toutes les exceptions dont on peut se prévaloir contre l'endosseur (1). »

Plus récemment, la même difficulté s'est présentée devant le Tribunal de commerce du Havre ; mais, cette fois, il s'agissait d'un endossement en blanc, et le Tribunal, contrairement à l'opinion de la Cour de cassation, a décidé qu'un tel endossement était suffisant pour conférer le droit de gage.

---

(1) S., 50, 1, 251, dans le même sens ; Troplong, *Nantissement*, 333 ; Nouguier, t. I, 767.

On a essayé de présenter une objection tirée de l'article 91 du Code de commerce : « Le gage à l'égard des valeurs négociables, dit cet article, peut être établi par un endossement *régulier* indiquant que les valeurs ont été remises en garantie. » Un endossement en blanc, qui est aussi irrégulier que possible, ne saurait donc suffire pour la constitution du gage.

M. Lyon-Caen trouve l'objection sans portée et répond de la façon suivante : « L'article 91 s'occupe de la constitution en gage des titres à ordre. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit quand ce connaissance est endossé à titre de garantie. Que veut alors l'endosseur ? Il veut constituer en gage les marchandises auxquelles le connaissance se réfère. Ce gage porte sur des choses corporelles et non sur un titre à ordre. L'endossement du connaissance n'intervient que comme moyen de satisfaire à la condition de mise en possession du créancier gagiste. Dès lors, la disposition de l'article 91 concernant la mise en gage des titres à ordre doit rester sans application. Conformément aux principes du droit, la loi exige que le créancier gagiste ait le gage à sa disposition. Il l'a aussi bien quand il l'est en vertu d'un endossement en blanc que lorsqu'il l'est en vertu d'un endossement régulier indiquant son nom.

Quand l'endossement d'un connaissance a été fait en blanc, par cela même qu'il n'indique aucune cause, des difficultés peuvent s'élever sur le point de savoir à quel titre l'endossement a été fait. La preuve de la constitution en gage peut alors se faire par tous les moyens possibles. Il s'agit en effet de la constitu-

tion en gage de choses corporelles. Il y a donc lieu d'appliquer l'art. 91, selon lequel le gage se constate à l'égard des tiers comme à l'égard des parties contractantes, conformément à l'article 109 du Code de commerce.

Si le gage était civil, l'endossement même en blanc du connaissance suffirait bien toujours pour la mise en possession du créancier gagiste, mais la preuve de la constitution en gage ne pourrait se faire que conformément à l'article 2074 du Code civil (1) ».

---

(1) *Revue critique*, 90, p. 537.

---

## CHAPITRE V

### L'endossement en blanc et les dons manuels.

Nous avons étudié dans les chapitres précédents la théorie de l'endossement en blanc ; nous avons vu que, dans la rigueur des principes, ce n'était qu'un mandat, mais un mandat d'une nature spéciale, fait surtout dans l'intérêt du mandataire qui, par suite, est dispensé de rendre compte à son mandant de l'exécution de l'opération. Nous avons vu aussi qu'en faisant une stricte application des règles qui régissent la *procuratio in rem suam* la jurisprudence en était arrivée à autoriser le porteur qui a justement fourni la valeur de l'effet, à en compléter le blanc à son profit et en acquérir ainsi la propriété.

Il résulte très logiquement de la théorie de la jurisprudence que ce n'est pas le cessionnaire seul qui peut remplir le blanc ; celui-ci, en effet, qui, avant de compléter l'endossement, n'est qu'un mandataire, puise dans son mandat le droit de transmettre le titre encore irrégulier à un tiers quelconque et si ce tiers a fourni à son cédant la valeur du titre, il peut, comme lui, en acquérir la propriété en remplissant le blanc à son profit et ainsi de suite pour tout porteur qui a fourni la valeur. Un titre à ordre pourra donc se transmettre successivement de main en main

sans que le nom des divers propriétaires figure sur le titre.

On a même prétendu que le titre endossé en blanc devenait un titre au porteur. Cela est vrai dans de très nombreuses législations qui reconnaissent à l'endossement en blanc le pouvoir de transférer la propriété, et, dans ces divers pays, il rend des services même plus importants que le titre au porteur. C'est ce qui se passe en Allemagne, en Autriche, en Angleterre, dans les États-Unis d'Amérique, dans les pays Scandinaves, en Belgique, en Suisse, en Hongrie, en Italie, en Hollande, en Portugal, en Russie, en Roumanie et dans les États de l'Amérique du Sud.

Mais, en droit français, il ne saurait en être ainsi : l'effet de commerce endossé en blanc ne confère qu'une procuration et ne peut être assimilé à un titre dont la tradition transfère seule la propriété.

Cependant, sans aller aussi loin, on peut se demander si un effet endossé en blanc peut faire l'objet d'un don manuel.

Les dons manuels, que nos anciens appelaient aussi *dons de main chaude*, sont des donations de sommes d'argent ou de tout autre objet mobilier qui se font sans acte qui les constate et deviennent parfaits par le seul consentement des parties suivi de tradition réelle. Le don manuel n'est autre chose qu'une donation dispensée de la solennité prescrite par le droit commun. Mais, s'il échappe aux règles de forme de la donation ordinaire, il demeure soumis aux règles de fond. Il en résulte notamment que le dessaisisse-

ment du donateur doit être irrévocable. De même, le don manuel demeure soumis aux règles ordinaires des donations, en ce qui concerne la capacité de disposer et de recevoir, le rapport, la rédaction et la révocation pour les diverses causes énumérées en l'article 953.

La tradition est un élément essentiel du don manuel : elle est nécessaire pour vivifier le consentement des parties, c'est donc un contrat réel *qui re perficitur*.

Il en résulte que le don manuel ne peut s'appliquer qu'à des objets mobiliers susceptibles de tradition réelle. Les meubles incorporels ou droits mobiliers ne sauraient donc faire l'objet d'un don manuel. Il y a cependant une exception en ce qui concerne les droits constatés par des titres au porteur. Le droit s'incarne alors dans le titre avec lequel il paraît se confondre ; il est présumé appartenir au détenteur du titre et il suffit de transférer le titre pour transférer le droit (1).

Quant aux titres à ordre, il est certain qu'ils rentrent dans la règle générale ; en effet, la propriété de ces titres se transfère non par la simple tradition, mais par un endossement régulier (art. 136 du Code de commerce) ; par conséquent, ils ne peuvent faire l'objet d'un don manuel. Mais la question devient plus délicate si le titre est endossé en blanc. Certains auteurs, qui assimilent le titre à ordre endossé en

---

(1) Baudry-Lacantinerie, *Précis de dr. civil*, t. II, n° 467 ; Cass., 22 décembre 1891, D., 92, 1, 246 ; art. 35 C. co.

blanc au titre au porteur, prétendent que le premier, comme le second, peut faire l'objet d'un don manuel ; nous avons montré que cette assimilation n'était pas possible et que, dans le droit français, l'endossement en blanc conservait son caractère propre de procuration. Mais, a-t-on ajouté, puisque la jurisprudence permet à tout porteur du titre qui a fourni la valeur d'en acquérir la propriété, il faut en conclure que néanmoins un titre à ordre endossé en blanc peut faire l'objet d'un don manuel.

Nous allons examiner cette hypothèse en nous plaçant dans deux situations différentes : 1<sup>o</sup> l'endosseur en blanc a remis lui-même le titre à la personne qu'il voulait gratifier ; 2<sup>o</sup> le titre a été remis de la main à la main par le premier porteur du titre revêtu de l'endossement en blanc à une autre personne à qui il voulait en faire donation.

1<sup>o</sup> *Le tradens est l'auteur de l'endossement en blanc.*

Posons d'abord l'hypothèse : *Primus*, bénéficiaire d'une lettre de change, se borne à la signer au dos et la livre *telle quelle* à *Secundus* dans un esprit de libéralité. Cette opération doit-elle être qualifiée de don manuel ?

Il faut bien reconnaître que ce cas échappe à la première objection que l'on faisait au titre à ordre transmis par un endossement régulier : la tradition d'un titre déjà endossé en blanc s'opère sans formalité, elle est bien accompagnée des écritures qui constituent l'endossement en blanc, mais ces écritures n'ont rien de commun avec la tradition, elles ont

pour objet de rendre la tradition manuelle possible, elles sont, en un mot, indépendantes d'elles et une fois l'endossement en blanc régulièrement opéré, le détenteur quelconque du titre est dans la situation où se trouverait le porteur régulier du titre sur lequel figurerait un endossement en son propre nom.

Aussi, la validité du don manuel d'un titre endossé en blanc ne fait-elle aucune difficulté dans les législations qui assimilent l'endossement en blanc à une conversion au porteur du titre à ordre ou même qui ne s'expriment pas sur les effets de l'endossement en blanc. Les écritures qui le constituent ont pour résultat d'habiliter tout porteur du titre à le transmettre ou à en toucher le montant : comme il n'y a plus de créancier désigné, le détenteur du titre est réputé titulaire de la créance et peut se comporter comme tel. C'est la solution admise notamment en Angleterre, en Allemagne, en Italie, etc. (1). Mais dans notre législation, en est-il de même pour le billet à ordre et la lettre de change (2) ?

On a essayé de soutenir l'affirmative en se basant sur le système de la jurisprudence relativement à l'endossement en blanc. D'après la jurisprudence, a-t-on dit, l'endossement en blanc occupe une place à part et revêt un caractère spécial parmi tous les autres

---

(1) Wahl, *Titres au porteur*, n° 713, 1084 ; *Ann. du dr. co.*, 91, p. 67.

(2) En France, il faudrait décider comme dans les législations étrangères pour les rares titres où l'endossement en blanc suivi de tradition a les effets d'une transmission de propriété. V. pour le chèque la loi du 14 juin 1865, art. 1<sup>er</sup>.

endossements irréguliers ; il est regardé comme une *pierre d'attente*. Toute personne peut le remplir à son profit et l'endossataire lui-même peut régulièrement mettre son nom pour en devenir titulaire. Le motif est dans la forme même de l'endossement qui dénote, chez celui qui le confère, une pleine confiance dans le porteur et son désir de lui laisser toute la liberté pour disposer de l'effet.

Dans ces conditions, on peut naturellement être induit à mettre sur la même ligne le titre au porteur et l'effet endossé en blanc et soutenir que la remise *animo donandi* de l'un comme de l'autre constitue un don manuel.

Cette doctrine a été consacrée par la Cour de Bordeaux ; dans un arrêt du 7 avril 1851 (1), la Cour s'exprime ainsi : « Attendu que si la tradition ne suffit pas en général pour opérer le transport des créances et des choses incorporelles, il en est autrement à l'égard des effets et des actions au porteur : que la même exception doit être étendue aux lettres de change et billets à ordre qui, transmis comme dans l'espèce, de main en main, au moyen d'endossements en blanc, ne désignent pas le bénéficiaire ; que, dans ce cas, ainsi que dans le premier, le seul signe auquel on puisse le reconnaître, c'est la possession ». Un auteur, M. Collin, reconnaît également que la validité de l'endossement en blanc entraîne par voie de conséquence la possibilité de donner manuel-

---

(1) D., 52, 2, 185.

lement les effets de commerce qui ont été revêtus de cet endos (1).

Ce système ne nous semble absolument pas juridique, et nous ne saurions l'admettre. La jurisprudence, nous l'avons vu, reconnaît bien au porteur en vertu d'un endossement en blanc le droit de remplir le blanc à son profit, s'il a fourni la valeur de l'effet, et ainsi d'en devenir légitime propriétaire, mais elle ne décide pas que l'endossement en blanc transfère la propriété de l'effet au même titre que l'endos régulier. Tant que le blanc n'est pas rempli, l'endossement est au premier chef irrégulier et, par conséquent, aux termes absolument formels de l'article 138 C. co., ne vaut que comme procuration. La tradition du titre endossé en blanc ne confère qu'un mandat ; le porteur, il est vrai, pourra, quand il le voudra, devenir propriétaire du titre en faisant disparaître l'irrégularité de l'endossement, mais c'est là une formalité qui ne sera remplie que plus tard et, au moment de la tradition, l'endossement en blanc n'opère pas une mutation de propriété ; à plus forte raison, cette mutation ne pourra être opérée au titre spécial de don manuel. Pour donner au porteur la propriété complète et absolue d'un effet il faut, en toute nécessité, un endossement régulier ; le titre endossé en blanc ne confèrera jamais à lui seul la propriété, il faudra quelque chose de plus, il ne pourra

---

(1) Collin, *Étude de jurisprudence et de législation sur les dons manuels*, p. 78 ; v. aussi Vazeille, art. 937, n° 8 ; Troplong, t. III, n° 1058.

faire l'objet d'un don manuel, dans lequel la tradition intervient comme élément constitutif de la libéralité. L'endossement en blanc ne change pas la nature de l'effet et ne le transforme pas en un titre dont la propriété se transmet par la seule tradition. C'est ce que décide la Cour de Paris dans un arrêt du 25 novembre 1886 : « Sur la demande en revendication de la lettre de change fondée sur les dispositions de l'article 2279 du Code civil : considérant que la revendication autorisée par cet article est une exception à la règle générale par lui posée, qu'en fait de meubles, possession vaut titre et ne peut, dès lors, s'appliquer qu'aux effets qui seraient soumis sans elle à la règle générale, c'est-à-dire à ceux dont la propriété s'acquiert par la seule possession ; qu'il n'en est pas ainsi d'une lettre de change dont la propriété se transmet, aux termes de l'article 136, par la voie de l'endossement ; que l'irrégularité de l'endossement ne porte atteinte qu'à la capacité du tiers nanti par lui, ne modifie ni la nature de la lettre de change ni le mode de transmission de la propriété imposé par la loi, et ne fait pas de la lettre de change un titre au porteur transmissible de la main à la main et pour lequel possession vaut titre (1) ».

La théorie qui fait rentrer les titres à ordre endossés en blanc dans la catégorie de ceux qui peuvent faire l'objet d'un don manuel, a bien été consacrée par quelques décisions de justice, mais un certain nombre d'arrêts, comme la plupart des auteurs, la

---

(1) D., 87, 2, 100.

repoussent. La jurisprudence et les auteurs voient dans l'hypothèse qui nous concerne plutôt une donation déguisée qu'un don manuel : dans ces conditions, on admet le détenteur du titre endossé en blanc à prouver que la remise de l'effet lui a été faite dans l'intention de lui en transférer la propriété et cela à titre de donation. Ce n'est pas là une distinction purement théorique, la différence entre le don manuel et la donation déguisée a une grande importance, notamment s'il s'agit d'une libéralité faite entre époux et dépassant la quotité disponible : si c'est un don manuel, la libéralité sera simplement réductible ; si c'est une donation déguisée, elle sera frappée de nullité (art. 1099 du Code civil).

Les auteurs qui soutiennent que la tradition *animo donandi* d'un titre endossé en blanc constitue une donation déguisée s'expriment ainsi : la livraison par l'endosseur en blanc n'est, dans notre hypothèse, que l'exécution de la convention antérieure sur le transfert de l'effet. Cette livraison a dû être précédée de l'endossement, où elle trouve sa cause et sans lequel jamais elle n'aurait eu d'efficacité. S'il y avait don manuel, la tradition de la chose donnée se produirait sans qu'aucun acte écrit ait dû le précéder. D'ailleurs, la livraison de l'effet endossé en blanc place l'*accipiens* donataire dans une situation différente de celle qu'il aurait si on lui eût livré un titre au porteur au moyen d'un don manuel. Pour celui-ci, c'est la seule détention qui désigne le bénéficiaire ; rien de tel, au contraire, pour l'effet endossé en blanc et le preneur doit, pour en être entièrement titulaire,

ajouter les mentions destinées à compléter l'endossement. Lorsque la formalité est remplie, il y a un acte juridique réalisé qui ne peut être un don manuel, mais une donation déguisée (1).

Nous repoussons cette théorie comme la précédente ; nous ne voyons, dans l'hypothèse que nous envisageons, pas plus une donation déguisée qu'un don manuel et cela tout en restant logique avec le système que nous avons adopté relativement à l'endossement en blanc.

Nous savons que, d'après une jurisprudence constante qui admet la validité des donations déguisées, une donation peut être valablement faite dans les formes d'un contrat onéreux ; mais il ne faut pas oublier que, pour qu'une semblable donation soit valable, il est absolument nécessaire que l'acte qui sert à la déguiser soit de sa nature translatif de propriété et réunisse, au moins en apparence, toutes les conditions exigées par la loi pour la validité du contrat onéreux dont on a emprunté la forme. Or, la propriété des titres à ordre ne se transfère que par voie d'endossement régulier ; il est certain qu'une donation déguisée d'un titre à ordre peut se faire au moyen d'un endossement régulier. Mais, en ce qui concerne l'endossement irrégulier, et à plus forte raison l'endossement en blanc, il en est tout autrement : en vertu de l'article 138, ces endossements ne valent que comme procuration ; ils n'opèrent pas mutation de propriété ;

---

(1) Bressoles, *Dons manuels*, p. 136 ; Thaller, *op. cit.*, n° 1493 ; Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. IV, n° 151 bis.

dans ces conditions, ils ne peuvent servir à déguiser une donation qui suppose toujours un transfert de propriété.

On répond en disant que ce raisonnement n'est pas en harmonie avec le système que nous avons adopté relativement à l'endossement en blanc et que, puisque l'on a reconnu au porteur en vertu d'un endossement en blanc le droit de devenir propriétaire du titre ainsi cédé, on a nécessairement admis par là que l'endossement en blanc suffisait, dans certains cas, pour transférer la propriété et que, par conséquent, il pouvait servir à déguiser une donation.

Cette objection repose sur une confusion : il est vrai que nous avons reconnu au porteur d'un titre endossé en blanc le droit de compléter l'endossement lorsqu'il avait fourni la valeur du titre, mais nous avons soutenu également, en nous basant sur le texte de l'article 138, que l'on ne saurait méconnaître que l'opération n'était tout d'abord qu'un mandat; ce mandat est d'une nature spéciale, il est vrai, il donne au mandataire des pouvoirs singulièrement importants, mais, quoi qu'il en soit, il y a là tout au moins au début une simple procuration qui n'opère pas mutation de propriété et qui ne peut servir à déguiser une donation.

Cette doctrine a été consacrée par un certain nombre de décisions de Cours d'appel (1). Un arrêt de la Cour de Douai, du 3 décembre 1845, résume d'une

---

(1) Pau, 10 mars 1840, S., 42, 2, 82; Rouen, 29 décembre 1840, S., 41, 2, 48; Douai, 3 décembre 1845, D., 47, 2, 182.

façon très juste et très précise la théorie que nous avons adoptée : « Attendu qu'aux termes de l'article 893 du Code civil, on ne peut disposer de ses biens à titre gratuit que par donation entre vifs ou par testament, dans les formes établies par la loi ; que si la doctrine et la jurisprudence ont apporté certaines modifications à cette règle générale, en validant notamment les dons manuels et les donations déguisées sous la forme de contrats à titre onéreux, ces exceptions doivent être exactement renfermées dans les cas pour lesquels elles ont été établies.

« Que la première n'est applicable qu'aux donations de meubles proprement dits ou d'effets au porteur, dont la simple remise dessaisit irrévocablement celui qui les donne, et dont la possession vaut titre pour celui qui les reçoit ; qu'elle est sans application aux créances nominatives dont la propriété n'est pas transmissible par la seule tradition du titre. Que l'autre exception ne peut être invoquée qu'autant que l'acte qui sert à déguiser la donation est, de sa nature, translatif de propriété et réunit, au moins en apparence, toutes les conditions exigées par la loi pour la validité du contrat à titre onéreux dont on a emprunté la forme ;

« Attendu que le billet qui, suivant l'appelante, lui aurait été remis de la main à la main à titre de libéralité par B..., n'est pas au porteur mais à ordre, qu'il ne lui a pas été transmis par un endossement régulier ; qu'il porte seulement au dos la signature de B..., précédée de ces mots : *Sautricourt, le 21 juin 1844* ; qu'un tel endossement, sans expression de valeur

fournie, sans indication du nom de la personne à l'ordre de qui il est passé, ne réunit pas, en la forme, les conditions, et n'a pas, en droit, le caractère d'un transport de créance, qu'il n'est qu'une procuration, aux termes des articles 136, 137, 138 et 187 du Code de commerce; que, dès lors, l'appelante ne produit aucun titre de nature à justifier la propriété qu'elle allègue, qu'en admettant qu'on pût suppléer à l'irrégularité de l'endossement par des documents de nature à manifester clairement l'intention de celui qui l'a souscrit, les présomptions invoquées dans la cause seraient insuffisantes pour prouver que B... avait, le 21 juin 1844, la volonté de se dessaisir irrévocablement de la créance de 30,000 francs pour en gratifier l'appelante ».

Quoi qu'il en soit, la jurisprudence, dans ses décisions les plus récentes, se prononce contrairement à l'opinion que nous avons soutenue : comme elle décide que le détenteur du titre endossé en blanc est admis à prouver que la remise du titre lui a été faite dans l'intention de lui en transférer la propriété, il était logique qu'elle reconnût au même porteur le droit d'apporter la preuve que la propriété de ce titre lui a été remise à titre de donation.

« Attendu en droit, dit un arrêt de la Cour de cassation du 29 décembre 1890 (1), que la donation des billets à ordre peut être faite par voie d'endossement; que, si un endossement irrégulier, tel qu'un endossement en blanc, qui, d'après la loi, ne vaut que

---

(1) *Ann. dr. co.*, 91, p. 67.

comme procuration, est insuffisant pour opérer transmission, le porteur des billets doit, le cas échéant, être admis à établir que, par acte séparé, le donateur, qui a pris, pour déguiser sa donation, la forme d'une obligation à titre onéreux, l'a autorisé à compléter, par les indications qui leur manquaient, les billets à ordre simplement endossés en blanc et à en faire ainsi des titres réguliers ».

2° *La tradition émane non de l'endosseur en blanc, mais d'un porteur ultérieur.*

Voici l'hypothèse : *Primus* a endossé en blanc une lettre de change dont il était propriétaire et l'a remise à *Secundus*; celui-ci voulant, à son tour, gratifier *Tertius*, lui remet de la main à la main la lettre de change endossée en blanc sans y apposer sa signature; une telle tradition peut-elle être considérée comme un don manuel ou une donation déguisée?

La plupart des arrêts déjà anciens qui ont statué sur la question se sont prononcés pour l'affirmative. « Il est reconnu en fait, dit un arrêt de la Cour de cassation de 1837, que les effets dont il s'agissait avaient été transmis à X... par des endossements en blanc; que, dans cet état, il pouvait en disposer sans qu'il fût nécessaire qu'il y apposât sa propre signature; ces effets se trouvaient dans les mêmes conditions que les effets au porteur (1) ». La Cour de Pau, dans un arrêt du 23 janvier 1840 (2), s'exprime ainsi :

---

(1) Cass., 21 août 1837, S., 37, 1, 866.

(2) S., 40, 2, 229.

« Ces billets doivent être assimilés à des effets au porteur et peuvent ainsi faire l'objet d'une tradition et d'un don manuel ».

Nous avons montré plus haut combien il était inexact d'assimiler les titres endossés en blanc aux titres aux porteurs; assurément il y a entre eux une certaine analogie, mais on ne saurait, sans commettre une erreur, les identifier d'une façon absolue. Dans ces conditions, il nous est impossible d'accepter le système de la jurisprudence et d'admettre, dans l'hypothèse qui nous occupe, que ces effets puissent faire l'objet d'un don manuel. D'après le système que nous avons adopté relativement à l'endossement en blanc, le preneur saisi du titre endossé en blanc, ne peut se regarder comme titulaire de l'effet qu'après avoir rempli l'endossement en son nom. Avant l'accomplissement de cette formalité, il n'en est pas propriétaire; ce n'est qu'un simple mandataire : or, en livrant le titre à un bénéficiaire successif, il n'a pu transmettre à celui-ci plus de droits qu'il n'en avait lui-même. Le nouveau porteur pourra, il est vrai, acquérir la propriété de l'effet en remplissant le blanc, mais jusqu'à ce moment il n'est, comme son cédant, qu'un mandataire : la simple possession du titre ne lui suffit pas pour en acquérir la propriété, comme cela a lieu pour les titres au porteur : en d'autres termes, l'effet endossé en blanc, en quelque situation que l'on se place, ne peut faire l'objet d'un don manuel.

Il faut remarquer cependant que si celui à qui un titre à ordre endossé en blanc a été remis d'une façon quelconque. parvenait à toucher le montant de

l'effet, les deniers ainsi perçus pourraient lui appartenir à titre de don manuel, mais à une condition, c'est qu'un *animus donandi* nouveau intervienne, ou tout au moins que les intentions libérales du *tradens* de l'effet persistent relativement aux espèces versées (1).

---

(1) Bressoles, *Dons manuels*, n° 95 ; Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. IV, n° 131.

---

## TROISIÈME PARTIE

### DROIT COMPARÉ

---

En se plaçant au point de vue de l'endossement irrégulier et particulièrement de l'endossement en blanc, on peut diviser les législations étrangères en trois catégories :

1° Celles qui interdisent formellement l'endossement irrégulier ou en blanc;

2° Celles qui attribuent à l'endossement irrégulier des effets différents de ceux de l'endossement régulier;

3° Celles qui reconnaissent à l'endossement irrégulier et en blanc le pouvoir de transférer la propriété.

#### SECTION I

*Première catégorie.* — Ce premier groupe de législations est le moins nombreux : il comprend le Code de commerce de *Colombie* de 1863 (article 444), celui de *Monaco* de 1877 (article 177); celui de *Serbie* de 1860 (article 110) et l'ancien Code de commerce *Espagnol*.

Dans toutes ces législations, l'endossement en blanc de la lettre de change est formellement interdit, il ne

vaut même pas comme procuration : il est nul et de nul effet, il en est de même pour l'endossement irrégulier.

Ces différents Codes ne parlent pas de l'endossement irrégulier ou en blanc des titres à ordre autres que la lettre de change, que faut-il décider pour ceux-ci? M. Wahl conclut que, dans ces différents titres, l'endossement en blanc produit son effet normal, c'est-à-dire qu'il les convertit en titres au porteur (1).

Nous ne sommes pas de cet avis : les législateurs de ces différents pays se sont contentés de prohiber l'endossement de la lettre de change, parce que c'est ce titre à ordre qui est le plus répandu ; il nous semble beaucoup plus logique d'étendre par analogie la même prohibition aux autres effets de commerce. La même particularité, du reste, se présente en France, où le législateur a traité de l'endossement dans le titre de la lettre de change ; et, cependant personne ne peut penser à soutenir que les règles de l'endossement ne doivent pas s'appliquer aussi bien aux différents titres à ordre qu'à la lettre de change.

## SECTION II

*Deuxième catégorie.* — Le second groupe ne compte guère plus de législations que le précédent : outre le Code de commerce français, il comprend le Code *Hollandais* (articles 134 et 239) ; le Code de commerce *Ottoman* de 1850 (article 95) ; le Code de commerce

---

(1) Wahl, *Des titres au porteur*, n° 608.

*Egyptien* (article 142); l'ancien Code de commerce de *Russie* en voie d'abrogation (articles 310 et 311), enfin l'ancien Code de commerce *Italien* de 1865 (article 224), aujourd'hui abrogé.

Dans ces différentes législations, l'endossement irrégulier n'est pas nul, mais il ne produit aucun effet translatif de propriété, il ne vaut que comme procuration.

Le nombre des législations de la deuxième catégorie diminue de plus en plus; le nouveau Code de commerce Italien de 1882 (article 258); le nouveau Code Russe (Code général, t. XI, 2<sup>e</sup> partie, article 501), ont abandonné leur ancien système et se sont ralliés à celui de la plupart des autres législations.

Comme nous avons pu le voir en effet, au cours de cette étude, les conséquences des règles qui font de l'endossement régulier ou en blanc une simple procuration, peuvent présenter souvent, au point de vue pratique, des inconvénients très sérieux que toute la sollicitude des tribunaux n'arrive pas toujours à écarter. Ces législations ont surtout le tort de méconnaître l'intention probable des parties contractantes; elles font produire à un contrat des effets que, le plus souvent, les contractants n'ont pas eus en vue. Il est vrai que, en France, de même qu'en Italie, avant la réforme qui attribue à l'endossement en blanc les effets de la clause au porteur, on a admis que le nom du porteur une fois inscrit sur le titre, l'endossement en blanc produisait les effets de l'endossement ordinaire, la procuration se changeant rétroactivement en transmission.

Mais, outre que l'inconvénient signalé plus haut subsiste en entier chez les autres pays de cette catégorie et chez nous, en ce qui concerne l'endossement irrégulier proprement dit, il y a lieu de penser qu'il serait bien préférable que la loi elle-même consacrat une solution conforme aux intérêts du commerce, sans avoir recours à aucun subterfuge, quelque juridique qu'il puisse être.

On pourrait, dans une certaine limite, faire rentrer le Code de commerce Espagnol dans le deuxième groupe des législations; cependant, le système qu'il consacre est tellement spécial et peu logique, en même temps, qu'il est préférable de lui donner une place à part. D'après ce Code, le défaut de mention de la date fait considérer l'endossement comme donné à titre de procuration (article 463), mais l'endossement ne contenant pas l'indication de la valeur fournie et l'endossement en blanc opèrent la translation de la propriété (1).

### SECTION III

*Troisième catégorie.* — Ce groupe est de beaucoup le plus nombreux : il comprend les législations :

de l'*Allemagne* (règlement général sur les lettres de change en Allemagne, de 1848, articles 12, 13, 31);

de l'*Autriche*, qui a adopté la même loi le 25 janvier 1850;

---

(1) Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. IV, n° 133.

de l'*Angleterre* (loi du 18 août 1882);  
des *États-Unis d'Amérique*, qui se sont approprié,  
sur ce point, la législation anglaise;  
des *États Scandinaves* (loi sur la lettre de change  
et le billet à ordre), 1882, article 22;  
de la *Belgique* (loi du 20 mai 1872, article 7);  
de la *Suisse* (Code fédéral des obligations, arti-  
cle 730);  
de la *Hongrie* (loi sur le change de 1875, arti-  
cles 10 et 11);  
de l'*Italie* (nouveau Code de commerce de 1882,  
article 258);  
du *Portugal* (Code de commerce, articles 300  
et 301);  
de la *Russie* (Code général, t. XI, 2<sup>e</sup> partie, ar-  
ticle 501);  
de la *Roumanie* (Code de commerce 1887, arti-  
cles 279 et 365);  
du *Chili* (Code de commerce, article 661);  
de la *République Argentine* (Code de commerce  
de 1890, articles 307 et 467, Code de Buenos-  
Ayres, article 804).

Toutes ces législations repoussent la distinction du Code de commerce français entre l'endossement régulier et l'endossement irrégulier ou en blanc, et décident que, seule, la signature de l'endosseur peut être suffisante pour la transmission de la propriété de la lettre de change sans établir aucune présomption.

Non seulement les pays dont la législation rentre dans cette catégorie sont les plus nombreux, mais ce sont aussi ceux chez lesquels le commerce a atteint

le plus grand développement. D'un autre côté, toutes ces lois dont nous venons de donner l'énumération, sont relativement récentes, et il est permis de supposer qu'elles sont le résultat d'une longue expérience tout à fait en conformité avec les besoins du commerce moderne. Il y a donc lieu de croire, *a priori*, que le système adopté par ces nations étrangères est supérieur à celui de notre ancien Code de commerce de 1807, et surtout plus pratique que lui : un aperçu très rapide de quelques-unes de ces législations nous en convaincra davantage.

#### ALLEMAGNE

La matière de l'endossement est régie, non par le Code de commerce allemand, mais par une loi sur le change en date du 25 novembre 1848, déclarée exécutoire dans toute l'Allemagne à partir du 1<sup>er</sup> mai 1849. Après avoir subi quelques modifications, la loi de 1848 a été déclarée loi fédérale le 5 juin 1869 et est devenue loi de l'empire d'Allemagne le 22 avril 1871. Elle a été adoptée en Autriche à la date du 25 janvier 1850.

La loi allemande est l'une des premières qui aient reconnu à l'endossement irrégulier ou en blanc le pouvoir de transférer la propriété du titre. L'article 12 est ainsi conçu :

« Un endossement est valable, lors même que l'endosseur écrit seulement son nom ou le nom de sa maison sur le dos de la lettre ou de la copie, ou sur l'allonge. »

Cette décision, dont les conséquences devaient être

si considérables pour le commerce, fit l'objet d'une vive controverse au moment de la discussion de la loi. Les adversaires de la réforme furent nombreux et faisaient valoir des arguments qui pouvaient sembler très sérieux contre l'esprit de la nouvelle loi. « Une semblable transmission, disait-on, au moyen d'une simple signature, est quelque chose de peu naturel et choque le sentiment public. Il n'y a pas besoin d'assimiler la lettre de change à la monnaie en facilitant la circulation de main en main, et même tout papier monnaie devrait être soumis à la garantie de la publicité. Bien que beaucoup désirent cacher leurs opérations de change au moyen de l'endossement en blanc, cependant il importe à la sûreté du commerce en général que chacun puisse suivre le passage de la lettre de change de main en main. On rend aussi le recours plus difficile, parce que, souvent, le porteur ne peut pas connaître le domicile de celui qui a endossé en blanc; enfin, on favorise les inexactitudes qui peuvent être commises en remplissant l'endossement. »

Néanmoins, cette opinion ne triompha pas et les arguments des partisans de la nouvelle loi l'emportèrent. « On considéra, en effet, dit M. Brauer, qu'une prohibition de l'endossement en blanc est impossible, attendu que, comme le prouve l'expérience de tous les pays où il n'est pas admis, il se maintient en dépit de toutes les prohibitions. Il répond à un besoin, car il permet de transmettre la lettre de change sans nouvel endossement, et, par conséquent, on n'est pas forcé, pour échapper à l'obligation de garantie, d'écrire, ce

qui nuit au crédit de la lettre, un endossement sans garantie (1). »

En vertu de la loi allemande, l'endossement irrégulier opère pleinement le transfert de propriété tout aussi bien que l'endossement régulier.

Quant à l'endossement en blanc, il fait de la lettre de change un véritable titre au porteur, en ce sens que tout possesseur du titre est considéré comme légitime propriétaire. « Cela ne signifie pas, dit M. Brauer, que tout détenteur, le dépositaire, le voleur, celui qui trouve le titre, etc., soit véritable propriétaire, mais il paraît tel dans le procès sur la lettre de change, et il ne reste au légitime propriétaire qu'à demander la restitution de la lettre en suivant les voies ordinaires du droit civil (2) ».

Une particularité cependant est à noter en ce qui concerne l'endossement en blanc : tandis que les endossements complets peuvent être écrits, même sur le *recto* du titre, l'endossement en blanc doit nécessairement être écrit sur le *verso*. La raison qui fut donnée de cette disposition est qu'une simple signature sur le *recto* pourrait être prise pour un cautionnement.

L'article 13 de la loi allemande est ainsi conçu : « Tout possesseur d'une lettre de change peut remplir l'endossement en blanc qui s'y trouve; il peut aussi, sans le remplir, endosser à son tour la lettre. »

Le législateur devait d'autant plus facilement reconnaître ce droit qu'il n'avait aucun moyen de

---

(1) Brauer, *Die allgemeine deutsche Wechsordnung*, p. 49.

(2) Brauer, *op. cit.*, p. 50.

l'empêcher ; cependant, le premier projet limitait le droit du porteur et décidait que « celui qui reçoit une lettre endossée en blanc peut remplir l'endossement pour lui ou pour un tiers. » La loi est allée plus loin et donne au porteur le droit de remplir tous les endossements en blanc quels qu'ils soient. « Cette extension, dit M. Brauer, qui, au premier abord, a quelque chose d'étrange, est en réalité très logique. Le porteur de la lettre, d'après l'article 36, n'est légitimé que par une série non interrompue d'endossements. Les endossements en blanc, par eux-mêmes, ne troublent pas cette continuité ; mais ils procurent à tout tiers malhonnête la possibilité d'interrompre la série en remplissant frauduleusement le blanc, et, par là, détruire ce qui légitime le porteur. Pour qu'il puisse se garantir contre de pareilles éventualités, le porteur reçoit de la loi cette faculté large, dont l'exercice ne compromet aucunement les droits des tiers (1). »

Tel est, en quelques mots, le système allemand relativement à l'endossement irrégulier, et particulièrement à l'endossement en blanc. Il diffère essentiellement du système de notre Code de commerce et attribue à tout endossement l'effet que les parties ont vraisemblablement voulu lui donner. Est-ce à dire que la loi allemande ne reconnaisse pas l'existence de l'endossement de procuration ? En aucune façon ; le

---

(1) Voir aussi Mittermaier, *Revue étrangère et française de législation*, t. VIII, p. 116 ; Bergson, *Revue de droit français et étranger*, t. VI, p. 423.

détenteur d'un titre à ordre peut très bien, au moyen d'un endossement, donner mandat de gérer la créance constatée par le titre, mais alors il doit le faire en ajoutant à l'endossement ordinaire des expressions qui indiquent clairement son intention. Dans ce cas, l'endossataire peut toucher le montant de l'effet, faire faire protêt, intenter une action en justice, mais non négocier le titre par un nouvel endossement. C'est ce que décide l'article 7 de la loi de 1848.

Si, à l'endossement est ajoutée cette mention : *pour encaisser par procuration*, ou une autre formule exprimant le mandat, l'endossement ne transfère pas la propriété de la lettre ; mais il autorise celui à qui il est fait à en toucher le montant, à faire protêt et à signifier le refus de paiement au prédécesseur de son endosseur, comme aussi à exercer des poursuites judiciaires et à retirer la somme déposée ; ce porteur est également autorisé à transmettre son droit à un tiers par un nouvel endossement-procuration. Mais il ne peut négocier la lettre par un endossement proprement dit, lors même que l'endossement-procuration contiendrait la clause : *ou à son ordre* »

#### ANGLETERRE

La loi anglaise relative à l'endossement des titres à ordre est celle du 18 août 1882 « pour la codification des lois relatives aux lettres de change, chèques et billets à ordre (1). »

---

(1) *Annuaire de législation étrangère*, Dainville, 1882, p. 283 et suivantes.

La loi décide tout d'abord que la lettre de change peut être à ordre ou au porteur.

*Article 8, § 2.* — Une lettre de change peut être payable à ordre ou au porteur.

§ 3. — Est payable au porteur, la lettre dont le libellé indique ce mode de paiement, ou bien dont l'unique ou le dernier endossement est en blanc.

Cette disposition fait déjà supposer que l'endossement en blanc est reconnu par la législation anglaise : plus loin, la loi est encore plus formelle, elle s'exprime ainsi :

« *Article 32.* — Un endossement peut être en blanc ou spécial ; il peut aussi contenir des restrictions.

« *Article 34.* — Un endossement en blanc ne spécifie aucun endossataire, et une lettre ainsi endossée devient payable au porteur.

« Un endossement spécial spécifie la personne à qui, ou à l'ordre de qui, la lettre est payable ».

Comme on le voit, l'endossement irrégulier est formellement admis par la législation anglaise, et il produit un transfert de propriété aussi bien que l'endossement régulier. Sous la législation antérieure à 1882, il en était déjà de même, sauf en ce qui concernait l'endossement en blanc des lettres de change dont la valeur était inférieure à 5 livres sterling, lequel était sans effet. La loi de 1882 a reproduit la même règle sans renouveler l'exception.

A côté de l'endossement en blanc, il y a l'endossement spécial ou complet (*full or special indorsement*) ; il y a entre ces deux formes d'endossement cette différence que si l'endosseur en blanc soutient qu'il

a perdu la lettre, ou prétend qu'on la lui a dérobée, c'est au porteur qu'il incombe de prouver qu'il a fourni la valeur.

Quoi qu'il en soit, et en raison des avantages nombreux qu'il présente, au point de vue de la facilité des transactions, l'endossement en blanc est de beaucoup le plus usité.

Du reste, le porteur peut toujours remplir le blanc et en faire un endossement complet, ainsi que le décide l'article 34, § 4 : « Quand une lettre de change a été endossée en blanc, tout porteur peut convertir cet endossement en un endossement spécial, en écrivant au-dessus de la signature de l'endosseur l'indication de payer à lui-même ou à son ordre, ou à celui d'une autre personne ».

De même que la loi allemande, la loi anglaise autorise l'endossement à titre de procuration, à condition que le mandat soit conféré expressément, c'est ce qu'on appelle l'endossement restrictif.

*Article 35.* — « Est restrictif l'endossement qui interdit toute négociation postérieure, et exprime qu'il y a là une simple autorisation de négocier la lettre, ainsi qu'il y est indiqué, et non pas transfert de la propriété ; quand par exemple la lettre est ainsi endossée : Payez à D..., pour le compte de X..., ou : Payez à D... ou à son ordre, pour encaissement. (*Pay D... or order for collection*) ».

Un endossement restrictif confère à l'endossataire le droit de recevoir le paiement de la lettre, ou d'intenter une action en justice ; mais il ne peut transmettre son droit à un tiers, à moins qu'il n'y

soit autorisé par une formule expresse. (Article 35, § 2.)

Si un endossement restrictif autorise un transfert postérieur, tous les endossataires qui suivront jouiront, en recevant la lettre, des mêmes droits et seront soumis aux mêmes obligations que le premier endossataire, pour l'endossement restrictif. (Article 35, § 3) (1).

### ITALIE

La législation commerciale italienne est régie aujourd'hui par le Code de commerce de 1882. Le nouveau Code a remplacé celui de 1865, qui n'était qu'une réédition, légèrement amendée, du Code Sarde de 1842.

Les lois commerciales italiennes antérieures à 1882, et particulièrement le Code de commerce de 1865, étaient inspirées avant tout de la législation française : c'est ainsi qu'en matière d'endossement des titres à ordre, on trouvait dans le Code italien de 1865 les mêmes règles que celles énoncées aux articles 136 et suivants de notre Code de commerce. Sous l'empire de cette législation, l'endossement irrégulier ne valait que comme procuration ; et, nous avons signalé déjà plus haut tous les efforts que la jurisprudence italienne avait faits pour corriger et atténuer, dans la mesure du possible, les conséquences rigoureuses de cette disposition.

Dès 1869, une commission, composée de juricon-

---

(1) Barlay et Bainville, *Les effets de commerce dans le droit anglais* ; *Annuaire de législation étrangère*, 1887, p. 285.

sultes et de notables commerçants, fut chargée d'étudier les modifications que l'on pourrait apporter, dans l'intérêt du commerce, au Code de 1865, et cela en s'inspirant des législations commerciales étrangères les plus récentes. La commission entreprit son travail, qui aboutit en 1879 à un projet de loi, lequel devint, en 1882, le nouveau Code de commerce.

En ce qui concerne la lettre de change, et particulièrement l'endossement, le Code de 1882 consacra une réforme radicale visiblement inspirée des législations allemande et anglaise, relativement nouvelles. L'article 258 est ainsi conçu :

« L'endossement devra être écrit sur la lettre de change ; il sera daté et signé de l'endosseur. Il sera valable, même si l'endosseur s'était contenté d'écrire au revers de la lettre de change ses noms et prénoms ou sa raison sociale.

« Tout porteur a le droit de remplir l'endossement laissé en blanc ».

La loi italienne abandonne donc complètement le système de la loi française : l'expérience, en effet, avait prouvé que la législation antérieure était nuisible aux véritables intérêts du commerce, et que dans les pays où l'on admettait la validité de l'endossement irrégulier ou en blanc, la pratique commerciale y trouvait un profit considérable.

Désormais, en vertu de la loi italienne, tout endossement est valable, quelque irrégulier qu'il soit, et quand bien même il ne se composerait que de la signature de l'endosseur, il transfère la propriété du titre.

Quant à l'endossement à titre de procuration, il existe aussi bien que dans les législations anglaise et allemande, et d'après la loi italienne, il doit également être donné d'une façon expresse.

*Article 259.* — La propriété d'une lettre de change n'est pas transférée par un endossement avec ces formules « par procuration » « pour encaisser, pour mandat, valeur en garantie », ou autre équivalente, mais en ce cas, l'endossé a le droit d'exiger le montant de la lettre de change, de la faire protester, de s'en prévaloir en justice, et même de l'endosser par procuration ».

Nous ne pourrions que nous répéter en étudiant les autres législations de la troisième catégorie : toutes ont pris comme modèle les législations allemande et anglaise, avec quelques petites modifications dans les détails : en tout cas, toutes se rattachent à cette idée que l'endossement irrégulier, et même l'endossement en blanc, suffit pour transférer la propriété des titres à ordre : quant à l'endossement à titre de procuration, il ne peut exister qu'autant qu'il est expressément conféré.

---

## APPENDICE

### **Conflits de lois en matière d'endossement irrégulier.**

Nous avons vu, en étudiant l'endossement irrégulier dans les législations étrangères, qu'il y a, à ce sujet, de profondes différences entre le Code de commerce français et les lois de la plupart des autres nations.

Or, en raison de la circulation incessante et de plus en plus rapide des effets de commerce, il arrivera souvent qu'une lettre de change créée ou endossée dans un pays sera expédiée dans un autre où elle devra recevoir son exécution. Si les différents pays où circulera le titre ont la même législation, pas de difficultés ; mais, bien souvent, il n'en sera pas ainsi : une lettre de change endossée en blanc, par exemple, en Angleterre, recevra son exécution en France ; or, l'endossement en blanc qui, d'après la législation anglaise, est translatif de propriété, ne vaut en France que comme procuration. Dans ces conditions, que décider, sous l'application de quelle règle faire retomber le titre qui a ainsi circulé ? Telle est la question que les tribunaux ont eu maintes fois l'occasion de trancher.

Une première opinion soutient que la forme des effets de commerce, aussi bien en ce qui concerne leur émission qu'en ce qui concerne leur endossement, doit être régie par la loi du pays de l'exécution, c'est-à-dire par la loi du lieu du paiement. Cette théorie a été consacrée par plusieurs décisions de jurisprudence étrangère ou française. (Trèves, 20 frimaire an XIV ; Bruxelles, 20 janvier 1808) (1).

Ce système, à notre avis, n'est pas admissible. En effet, en cette matière, il faut bien prendre soin de ne pas confondre deux choses : les formes et les effets des contrats. Si l'on peut soutenir, et cela même est contesté, que les effets des contrats sont régis par la loi du lieu de leur exécution, car c'est cette loi que les parties ont eue en vue, il en est autrement pour les formes de ces contrats qui tombent sous l'application de la règle : *locus regit actum*. Et, s'il y a un contrat pour lequel cette règle doive recevoir son exécution, c'est certes bien la lettre de change. En matière commerciale particulièrement, les individus qui contractent en pays étranger sont considérés avec juste raison comme n'ayant ni le temps ni les moyens de s'enquérir des règles relatives aux formes des contrats prescrites par la loi du pays où ce contrat doit être exécuté. Le commerce surtout a besoin de célérité et ce serait entraver ses mouvements d'une façon fâ-

---

(1) D., *Réper. effets de co.*, n° 882 ; Cour de cass., Palerme, 7 juillet 1877 (*Journal du droit international privé*, 1878, p. 51) ; Tribunal de commerce du Havre, 23 juillet 1891 (*Revue internationale du droit maritime*, 1890-91, p. 693.)

cheuse que d'obliger les endosseurs d'un effet à rédiger des endossements selon des prescriptions qu'il leur était difficile de connaître. Aussi, à part les divergences que nous avons signalées plus haut, la doctrine et la jurisprudence se prononcent-elles à peu près unanimement pour l'application de la règle : *Locus regit actum* (1).

Cette théorie est fort bien résumée dans un arrêt de la Cour de Paris du 22 janvier 1889 (2) :

« Attendu que les diverses transmissions ont eu lieu, il est vrai, au moyen d'un endossement en blanc, et par la simple apposition de la signature du cédant au dos desdites traites, mais que ce mode de transmission est admis par la loi anglaise comme suffisant pour la transmission régulière des lettres de change, billets à ordre et effets de commerce supérieurs à cinq livres sterling ; que, par application de la règle *locus regit actum*, c'est, d'après cette législation, que

---

(1) Paris, 20 novembre 1854, D., 57, 2, 106 ; Cass., 18 août 1856, D., 57, 1, 39 ; Bordeaux, 7 juin 1880, *Journal du droit international privé*, 80, 155 ; Paris, 8 décembre 1883, *ibid.*, 84 p., 285 ; Cass., 20 mai 1885, D., 86, 1, 82 ; Paris, 14 décembre 1888, D., 92, 2, 60 ; Paris, 20 février 1894, D., 94, 2, 401 ; Lyon-Caen et Renault, *Précis*, 1313 ; Despagnet, *Traité de droit international privé*, n° 460 ; Weiss, *ibid.*, p. 816.

Allemagne, art. 85, loi sur le change ; Angleterre, art. 72, loi 18 août 1882 ; États Scandinaves, art. 85, loi 7 mai 1880 ; Suisse, 823, *C. fédéral des obligations* ; Belgique, Trib. ci. Anvers, 7 février 1874 ; Jurisprudence d'Anvers, 74, 1, 154 ; Italie, Cour de cass., Turin, 7 mars 1883, *Journal droit international privé*, 1883, p. 457.

(2) *Le Droit*, 19 janvier 1889.

doit être déterminée la validité des cessions passées en Angleterre ; qu'il y a lieu, dès lors, de considérer comme valables les endos des traites dont s'agit faits à Londres ».

---



## CONCLUSION

---

Arrivés au terme de cette étude, nous avons à jeter un coup d'œil rétrospectif sur les théories que nous avons exposées et à en tirer une conclusion.

Une première constatation s'impose tout d'abord à l'esprit, c'est que la législation française, relative à l'endossement irrégulier, est contraire aux véritables intérêts du commerce. Nous en avons la preuve dans les efforts incessants qu'a faits la pratique à toutes les époques pour essayer de s'affranchir des dispositions rigoureuses de la loi commerciale à ce sujet. Dès la promulgation de l'ordonnance de 1673, les commerçants tentèrent énergiquement de réagir contre une législation aussi peu en harmonie avec les besoins du négoce. Le mouvement de protestation fut si fort que la jurisprudence, encouragée en cela par l'autorité gouvernementale, en arriva à consacrer des théories absolument contraires au texte de l'ordonnance, à tel point que les dispositions légales devinrent lettre morte.

La même réaction se produisit lorsque le législateur de 1807, au mépris d'une longue expérience de plus d'un siècle et des réclamations incessantes de la pratique, persista dans la voie tracée par l'ordonnance et consacra, malgré tout, les principes de l'ancien droit.

La jurisprudence postérieure au Code de commerce n'osa pas toutefois se mettre en opposition directe avec la loi même, mais par une série de mesures dont nous avons suivi l'évolution, elle en est arrivée, tout en restant dans les termes de la loi, à éluder les conséquences les plus funestes pour le commerce des dispositions légales.

Ces décisions, quelque louable qu'ait été le mobile qui les a inspirées, ne sont pas toujours, il faut bien le dire, absolument juridiques, car, en somme, elles arrivent par un détour à rendre l'endossement en blanc translatif de propriété, alors que la loi dit formellement qu'il ne vaut que comme procuration. De plus, en ce qui concerne l'endossement irrégulier ordinaire dont le vice ne saurait être effacé, la jurisprudence n'a pas pu en faire autre chose qu'un simple mandat et, comme on a pu le voir, les conséquences de cet état de choses sont trop souvent défavorables pour le commerce.

Certains esprits cependant soutiennent, aujourd'hui encore, que les dispositions de l'article 138 du Code de commerce sont justes et nécessaires : telle qu'elle est posée et avec les tempéraments admis par les arrêts, la règle formulée par cet article semble, dit-on, tout à fait raisonnable et sage (1).

Cette opinion est loin de l'emporter et la très grande majorité des auteurs sont d'un avis contraire : l'article 138 du Code de commerce est gênant et plein

---

(1) Thaller, *Traité élémentaire de droit commercial*, 1<sup>re</sup> édition, n° 1373.

d'entraves pour la pratique, la sanction qu'il consacre est illogique et invraisemblable et, de plus, avec les tempéraments qu'y apporte la jurisprudence, elle est vaine et presque sans portée; dans ces conditions, ne serait-il pas beaucoup plus simple et plus profitable de faire disparaître de nos lois une telle disposition plutôt que de recourir, pour en atténuer les fâcheux effets, à des mesures qui ne sont pas toujours bien conformes aux principes ?

En second lieu, la plupart des nations étrangères ont consacré, en matière d'endossement, un système tout différent du nôtre et ont formellement reconnu la validité de l'endossement irrégulier et en blanc. Ces législations, qui toutes sont plus récentes que la nôtre, appartiennent, pour la plus grande partie, à des pays chez qui le commerce a pris un développement tout à fait considérable : instruit par une longue expérience et répondant aux besoins d'un commerce très florissant, le législateur étranger a compris quel profit la pratique pouvait tirer de la libre circulation des effets de commerce et, supprimant toutes les formalités qui pouvaient en entraver le libre cours, il a attribué à l'endossement en blanc ou irrégulier le pouvoir de transférer la propriété du titre.

Il serait vivement à désirer que le législateur français, suivant l'exemple proposé par l'étranger, opère, le plus rapidement possible, une réforme qui, à tous points de vue, est désirable. Déjà avec la loi du 14 juin 1865 sur les chèques, il est entré dans la voie du progrès en reconnaissant à l'endossement en blanc des chèques le pouvoir de transférer la propriété du

titre : mais c'est là une mesure partielle qui doit être généralisée et étendue à tous les titres à ordre quels qu'ils soient ; aucun inconvénient sérieux ne résulterait de cette réforme et le commerce tout entier en tirerait le plus grand profit.

La lettre de change, en effet, est, avant tout, un instrument de crédit et, à ce point de vue, elle ne peut que gagner à pouvoir circuler rapidement de main en main ; or, l'endossement en blanc, reconnu valable, peut seul lui donner cet avantage si précieux.

VU :

E. BAILLY.

VU :

*Le Doyen de la Faculté de Droit  
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 13 juin 1901.

*Le Recteur de l'Académie,*

CH. ADAM,

*Correspondant de l'Institut.*

---

# TABLE DES MATIÈRES

|                   |   |
|-------------------|---|
| INTRODUCTION..... | 5 |
|-------------------|---|

## PREMIÈRE PARTIE

### De l'endossement irrégulier

|                                                                                                                             |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAP. I <sup>er</sup> . — Qu'est-ce que l'endossement irrégulier? —                                                         |     |
| Causes d'irrégularité de l'endossement.....                                                                                 | 21  |
| I. Date.....                                                                                                                | 22  |
| II. Valeur fournie.....                                                                                                     | 30  |
| III. Nom du cessionnaire.....                                                                                               | 35  |
| CHAP. II. — Effets de l'endossement irrégulier.....                                                                         | 37  |
| SECTION I. — Origine des dispositions du Code de commerce relatives aux effets de l'endossement irrégulier. ....            | 37  |
| SECTION II. — Effets de l'endossement irrégulier lorsque la présomption de l'art. 138 est conforme à la réalité.....        | 49  |
| § 1. L'endossement irrégulier n'est qu'une procuration.....                                                                 | 50  |
| § 2. Droits et obligations du cessionnaire.....                                                                             | 58  |
| 1. Dispositions générales.....                                                                                              | 58  |
| 2. Action en justice.....                                                                                                   | 60  |
| 3. Droit de négocier le titre.....                                                                                          | 64  |
| a) Effets de la négociation opérée par le cessionnaire irrégulier.....                                                      | 70  |
| b) Action dont dispose le cessionnaire irrégulier qui a été obligé de rembourser le montant du titre.....                   | 75  |
| c) Droit de subrogation.....                                                                                                | 77  |
| SECTION III. — Effets de l'endossement irrégulier lorsque la présomption de l'art. 138 n'est pas conforme à la réalité..... | 88  |
| § 1. La présomption de l'art. 138 est-elle irrefragable?.....                                                               | 88  |
| § 2. Quels sont les tiers?.....                                                                                             | 102 |
| § 3. Nature de l'obligation de l'endosseur.....                                                                             | 111 |
| APPENDICE. — Cas de supposition.....                                                                                        | 115 |

## DEUXIÈME PARTIE

### De l'endossement en blanc

|                                                                                                                                                                                            |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAP. I <sup>er</sup> . — Qu'est-ce que l'endossement en blanc ?.....                                                                                                                      | 119 |
| CHAP. II. — Effets de l'endossement en blanc.....                                                                                                                                          | 123 |
| SECTION I. — Dispositions générales.....                                                                                                                                                   | 123 |
| SECTION II. — Le porteur d'un titre endossé en blanc<br>peut remplir le blanc à son profit.....                                                                                            | 127 |
| § 1. Étendue du droit du porteur.....                                                                                                                                                      | 127 |
| § 2. Fondement juridique du droit du porteur<br>d'un titre endossé en blanc.....                                                                                                           | 142 |
| CHAP. III. — Responsabilité de celui qui, porteur d'un titre<br>en vertu d'un endossement en blanc, le transmet à un<br>tiers sans y apposer sa signature et sans remplir le<br>blanc..... | 163 |
| CHAP. IV. — Endossement en blanc des titres à ordre<br>autres que la lettre de change.....                                                                                                 | 172 |
| CHAP. V. — L'endossement en blanc et les dons manuels.                                                                                                                                     | 183 |

## TROISIÈME PARTIE

### Droit comparé

|                                                                             |     |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----|
| SECTION I.....                                                              | 199 |
| SECTION II.....                                                             | 200 |
| SECTION III.....                                                            | 202 |
| APPENDICE. — Conflits de lois en matière d'endosse-<br>ment irrégulier..... | 214 |
| CONCLUSION .....                                                            | 219 |

